

L'école en France

Yves Zarka
Inspecteur d'académie

Objectifs :

- Apporter aux étudiants une ouverture culturelle sur d'autres approches scolaires et éducatives – le cas de la France
- Leur permettre d'effectuer des comparaisons avec le système éducatif japonais et comprendre la similitude des problématiques au-delà des différences apparentes
- Donner des éléments d'information précis et concrets sur l'école pour mieux se représenter la vie d'un élève français.

Le système éducatif français jouit d'une réputation à la hauteur du rayonnement de la France dans le monde, à travers notamment son réseau d'écoles françaises. Ce modèle fut copié notamment par les pays qui furent ses anciennes colonies. Comment s'est-il construit, quelles en sont les caractéristiques, les forces et les faiblesses ? Quelle appréciation peut-elle être portée à l'heure des comparaisons internationales et quels défis doit-il relever ?

Introduction : présentation du conférencier, aperçu général de la France et de son école, quelques données chiffrées globales

Inspecteur d'académie, j'ai la chance d'avoir un point de vue élargi sur le système éducatif français, à l'échelle d'une unité qui représente 7% de la population scolaire française, en l'occurrence l'académie de Créteil.

Ce point de vue est aussi le fruit de la diversité des postes que j'ai occupés et des missions accomplies dans l'éducation nationale. J'ai commencé ma carrière comme professeur de sciences de la vie et de la Terre dans un lycée de l'académie de Créteil, et j'y reviens à présent comme inspecteur d'académie chargé des établissements et de la vie scolaire dans le secondaire. Entre-temps, j'ai été

successivement :

- Professeur à l'étranger, au Maroc dans le cadre de la coopération de la France avec les pays de son ancien espace colonial, puis au sein du Lycée français de Pondichéry en Inde
- Dans ces postes, j'ai occupé aussi des fonctions de formateur d'enseignants, dans le primaire et le secondaire, fonctions que j'ai poursuivies de façon plus occasionnelle lors de mon retour en France
- Où je suis devenu inspecteur dans l'enseignement primaire, fonction que j'ai exercée pendant 23 ans avec, en plus des écoles dont j'avais la charge, diverses missions académiques comme la coordination des zones d'éducation prioritaire (secteurs scolaires difficiles, correspondant à l'expression américaine « affirmative action »), le développement de l'enseignement des sciences à l'école primaire et, plus récemment la responsabilité du plan de formation des maîtres à Paris
- J'ai interrompu cette fonction pendant quatre ans, lorsque m'a été confiée la direction d'un centre de formation des maîtres, de 2001 à 2004 dans l'académie de Versailles
- J'ai également assuré pendant trois ans une fonction de formateur associé à l'Ecole supérieure de l'éducation nationale, établissement chargé de la formation des cadres, inspecteurs et chefs d'établissement.

Sans prétendre connaître la totalité du système, j'ai appris dans ces postes et missions à élargir mon point d'observation, grâce aux lectures et aux nombreux acteurs que j'ai côtoyés : professeurs des écoles et professeurs de lycée et collège, directeurs d'école, chefs d'établissement du secondaire, mes collègues inspecteurs du primaire et du secondaire, des inspecteurs généraux, des personnels administratifs de divers niveaux de responsabilité, des universitaires aussi, notamment lorsque j'ai préparé mon master en sciences de l'éducation, ainsi que dans le cadre de mes diverses fonctions centrées sur la formation des maîtres.

J'ai ainsi commencé d'apprendre à « penser système », ce à quoi ma formation initiale et mes premières activités professionnelles ne m'avaient pas préparé.

Un système éducatif est toujours complexe, et marqué par son histoire. Il est donc très dépendant du pays, bien que, nous le verrons, les comparaisons internationales montrent qu'ils sont tous traversés par les mêmes problématiques,

avec parfois un simple décalage dans le temps.

La France compte plus de 12,5 millions d'élèves, enseignement supérieur exclu, encadrés par plus d'1 million de personnels, parmi lesquels :

- 860 000 enseignants
- 170 000 personnels non enseignants des établissements scolaires
- 25 000 personnels administratifs des académies et du ministère de l'éducation nationale.

Elèves et professeurs se répartissent dans un peu plus de 65 000 écoles et établissements, parmi lesquels on compte :

- Près de 54 000 écoles primaires (dont 16 000 écoles maternelles)
- 7 000 collèges et 4 300 lycées.

Et tout ceci a un coût : la dépense intérieure d'éducation s'élevait en 2010 à 135 milliards d'euros, soit 7% du PIB, prise en charge essentiellement par l'État (60%, la part principale étant prise par les salaires) et par les collectivités (25%, surtout pour l'équipement, la construction et l'entretien des bâtiments).

C'est une caractéristique française que ce partage des compétences entre l'État central et les collectivités. Pour mieux comprendre, il faut d'abord connaître l'organisation administrative de la France.

L'éducation nationale suit cette organisation générale avec quelques particularités héritées de son histoire. La scolarité des élèves est elle-même organisée d'après le schéma commenté.

Mon propos sera articulé en trois points : 1. La dimension historique de la construction de l'École. 2. La façon particulière dont furent relevés les défis de la massification. 3. Les nouveaux défis restant à relever de l'inclusion scolaire et de la personnalisation des parcours.

PREMIERE PARTIE : LA CONSTRUCTION DE L'ECOLE REPUBLICAINE EN FRANCE DEPUIS LE XIXE SIECLE

1. L'héritage de l'Ancien Régime

L'Ancien Régime est le nom qui fut donné par les révolutionnaires de 1789 au

régime politique antérieur à la Révolution, et qui fut marqué par :

- une monarchie absolue ;
- la séparation de la société en trois ordres : la noblesse, le clergé et le Tiers-État ; avec la domination des deux premiers sur toute la société.

Traditionnellement, c'était l'Église qui assurait l'enseignement, dont elle avait le monopole :

- Ecoles paroissiales destinées aux enfants des paysans pour leur enseigner des rudiments de lecture des Saintes Écritures (les enfants des classes supérieures avaient en général un précepteur à domicile)
- Collèges, fondés par des congrégations religieuses, dont les plus réputés étaient ceux de l'Ordre des Jésuites, destinés aux enfants de la bourgeoisie et de l'aristocratie, et correspondant à l'enseignement secondaire ; la théologie y tient une grande place, mais on enseigne aussi les mathématiques et les sciences, la philosophie, et bien sûr le latin et le grec.

Toutefois, les premières universités sont créées dès le XIII^e siècle par le pouvoir royal, bien que l'Église y conserve une forte influence avec l'enseignement de la théologie. A Paris, le confesseur du Roi, Robert de Sorbon fonde celle qui va devenir la plus prestigieuse des universités, la Sorbonne. Mais l'État, qui dispose du monopole de la collation des grades et diplômes, va aussi créer des écoles pour la formation des ingénieurs et cadres, et des institutions scientifiques indépendantes, comme par exemple :

- L'Académie française, fondée par Richelieu en 1635 (sous Louis XIII)
- Le Jardin royal des plantes médicinales, futur Muséum national d'Histoire naturelle, fondé par Richelieu en 1635
- L'Académie des sciences, fondée par Colbert en 1666 (sous Louis XIV)
- L'école polytechnique fondée en 1794 (Ecole centrale des travaux publics à l'origine) et à laquelle Napoléon donnera un statut militaire
- L'école normale supérieure de Paris fondée également en 1794 par la Convention.

La Révolution française marque une rupture radicale dans l'organisation de l'enseignement. Les universités sont supprimées, avant d'être rétablies par Napoléon en 1808, sauf la Sorbonne où les cours sont suspendus pendant 30 ans. Pourtant, pendant l'épopée révolutionnaire, il ne se passe de fait pas grand-chose en matière d'éducation, si ce n'est qu'on bâtit des plans pour le futur. La laïcisation de l'école y est contenue en germe.

2. Sécularisation et laïcisation de l'école

De 1789 jusqu'au milieu du XX^e siècle, deux débats idéologiques issus de la Révolution française vont marquer le paysage scolaire.

Le débat entre instruction et éducation oppose deux visions :

La vision de l'**instruction publique**, développée par Condorcet dans son mémoire sur l'Instruction publique est émancipatrice et humaniste : fondée sur la raison, l'enseignement y occupe l'essentiel ; indépendante du pouvoir politique, elle doit laisser la famille se charger de l'éducation.

La vision de l'**éducation nationale**, défendue notamment par Robespierre, est intégratrice et nationale : former le citoyen dans tous les aspects, en particulier moral et civique, en soustrayant l'enfant à l'influence familiale.

Ce débat qui animera la III^e République, sera curieusement tranché par une sorte de compromis : l'éducation pour le primaire, l'instruction pour le secondaire.

Pendant la première moitié du XIX^e siècle, la construction du système éducatif se fait sous le signe de la centralisation et du monopole de l'État, quel que soit le régime au pouvoir :

- Napoléon crée l'Université impériale, qui en fait correspond plutôt à une administration de l'éducation, qui gère les lycées impériaux et les collèges ainsi que des écoles locales
- En 1828 est créé le Ministère de l'instruction publique
- En 1833, sous la monarchie de Louis-Philippe, la loi Guizot oblige chaque commune à créer une école de garçons et chaque département à ouvrir une Ecole normale d'instituteurs.

La seconde moitié du XIX^e siècle est, dans l'éducation, le reflet partiel des changements politiques :

- Sous la II^e République (1848–1852, avant le Second Empire) la droite modérée fait voter la loi Falloux (1850) qui développe l'enseignement secondaire, complète la loi Guizot en obligeant les communes à créer des écoles de filles et favorise l'enseignement privé, dit libre, qui est pour l'essentiel confessionnel
- La III^e République, née de la guerre franco-allemande de 1870, sera dominée par le Parti radical, parti de centre gauche, très laïciste et anticlérical. Les lois de 1880, 1881 et 1882 de Jules Ferry, ministre de l'instruction publique puis Président du Conseil, instaurent une école primaire gratuite, laïque et l'enseignement primaire est déclaré obligatoire ; les communes sont invitées à rattacher à l'école primaire une école maternelle dont la fréquentation n'est pas obligatoire et le reste jusqu'à nos jours.

Le débat public/privé a abouti à un compromis stabilisé :

L'école de la République laïque entend soustraire les enfants aux influences particulières : celles de la famille, celles des régions (on parle encore « patois ») et surtout celles de l'Église (catholique, très majoritaire en France), pour construire le sentiment patriotique et renforcer l'unité de la Nation.

En 1904, la loi interdit aux membres des congrégations religieuses (en clair aux prêtres) d'enseigner. En 1905, est votée la loi toujours en vigueur de séparation des églises et de l'État. La conséquence pour l'école est que l'enseignement religieux n'a plus sa place dans le temps d'enseignement et dans le programme scolaire, d'où le compromis suivant qui est resté inchangé jusqu'à nos jours : le jeudi (plus tard le mercredi, à partir de 1972) est jour sans école primaire, pour permettre aux cultes d'assurer l'instruction religieuse.

Sauf en Alsace, où le Concordat signé par Napoléon I^{er}, toujours en vigueur, autorise, pour les familles qui le souhaitent, que l'enseignement religieux soit dispensé sur le temps scolaire.

L'Église et les forces politiques liées, la droite monarchiste et la droite républicaine, n'ont accepté que tardivement la mise à l'écart de la religion dans l'école, si bien que le débat sur la liberté de l'enseignement fut périodiquement relancé.

Jusqu'à la loi Debré de 1959 sur l'enseignement privé qui mettra un terme presque définitif à cette querelle, en facilitant le financement de l'école privée par l'État, mais sous conditions. Les associations gestionnaires des écoles privées (pour l'essentiel confessionnelles dans le primaire et le secondaire) ont la possibilité de passer un contrat avec l'État : le respect des programmes et instructions nationaux contre la prise en charge des salaires des enseignants du privé. Actuellement, le taux de la scolarisation obligatoire dans le privé est d'environ en moyenne de 17% (13% dans le 1er degré et 22% dans le 2nd degré), et la plupart des écoles privées sont sous contrat.

La question de la laïcité à l'école s'est curieusement invitée à nouveau dans la période récente à la suite de l'expression de l'appartenance religieuse dans l'espace public, principalement du fait du regain du port du « voile islamique » par les femmes. Après de nombreux atermoiements, une loi a interdit depuis 2004 le port de tout signe religieux ostensible en milieu scolaire (pas universitaire).

Le mouvement lancé par l'instauration d'une scolarité primaire obligatoire va provoquer progressivement au fil des années une pression sur l'enseignement secondaire. Cette « massification » a représenté un véritable défi. Comment fut-il relevé ?

DEUXIEME PARTIE : LES DEFIS DE LA MASSIFICATION

La massification, cela veut dire de plus en plus d'élèves scolarisés dans le secondaire, et des élèves poursuivant leur scolarité de plus en plus longtemps.

1. Toujours plus d'élèves scolarisés plus longtemps...

Particularité française, le développement de la scolarisation s'est effectué dans les deux sens :

Vers l'amont, avec l'école maternelle qui scolarise à partir de l'âge de 3 ans, sans obligation, quoique fréquentée actuellement par 100% des classes d'âge des 3, 4 et 5 ans ; la petite enfance avant 3 ans est prise en charge dans des structures publiques ou privées qui relèvent de l'administration de la Santé et des Affaires sociales (les crèches et haltes-garderies), ou directement par les

familles.

Ces écoles sont la suite des premières « salles d'asile », créées en 1825 et elles-mêmes héritières des « écoles à tricoter » de 1771, car il faut pouvoir libérer les femmes pour le travail en usine, tout en éduquant les enfants.

C'est une véritable école, régie depuis 1986 par un curriculum précis qui formalise les premiers apprentissages, en mettant l'accent sur le développement du langage et la socialisation. Les professeurs y sont recrutés et formés comme ceux de l'école élémentaire. L'organisation de la vie scolaire et des enseignements sont très proches de l'école élémentaire.

Vers l'aval, avec le développement et l'unification progressive des structures d'enseignement secondaire. Et c'est là que les problèmes furent les plus difficiles.

Quelques dates :

- 1930, gratuité de l'enseignement secondaire
- 1932, le ministère de l'éducation nationale remplace le ministère de l'instruction publique (changement d'appellation plutôt symbolique)
- 1935, la scolarisation obligatoire est étendue jusqu'à l'âge de 14 ans ; elle sera prolongée à 16 ans en 1959, sans modification jusqu'à présent
- 1957, suppression de l'examen d'entrée en 6ème, lequel freinait la scolarisation secondaire ; dans les années 1960, on construit en moyenne 1 collège par jour
- 1972, suppression du Certificat d'études primaires, tombé en désuétude dans les années 1960 ; création de filières de préparation à l'apprentissage à partir de la fin de la classe de 5ème pour les élèves jugés incapables de suivre l'enseignement général
- 1975, instauration du « collège unique », sous l'impulsion du ministre René Haby, dans le gouvernement de droite sous la présidence de Valéry Giscard d'Estaing
- 1985, création des baccalauréats professionnels
- Et depuis les années 1990, des réformes successives du lycée qui, dans leurs intentions visaient bien à repousser la sélection plus loin, et à valoriser les voies technologique et professionnelle, mais dont les effets furent assez décevants.

2. ... mais dans des structures séparées, héritées de l'histoire

Où scolariser cet afflux d'élèves qui, ayant achevé l'école primaire, aspirent à poursuivre la scolarité secondaire ? Le problème n'est pas si simple.

Le système scolaire français, comme celui des pays européens comparables, s'est construit à l'origine sur deux types de structures disjointes dont l'unification a été plus lente en France.

Longtemps en effet ont coexisté séparément, jusqu'au milieu du XX^e siècle :

- un « ordre » primaire composé par les écoles communales, héritières indirectes des écoles paroissiales d'Ancien Régime et instaurées par la loi Guizot de 1833 ; il offre peu de possibilités d'accès de ses élèves à l'enseignement secondaire, sauf aux excellents élèves et à condition que les parents soient en mesure d'assumer les sacrifices nécessaires (payer les études, se priver d'un revenu du jeune qui n'est pas mis au travail)
- l'« ordre » secondaire constitué par les lycées napoléoniens et scolarisant les enfants des familles les plus aisées directement depuis l'enseignement primaire jusqu'au baccalauréat (dans les séries prestigieuses Mathématiques élémentaires et Philosophie), voire au-delà dans les classes préparatoires aux Grandes Ecoles.

Cette dualité du système éducatif a affecté la massification dans l'enseignement secondaire : au lieu de faciliter le passage des élèves de fin d'école primaire vers le lycée, on a créé des structures secondaires spécifiques prolongeant l'école primaire. C'est ainsi que l'école primaire s'est vue élargie :

- à un cours supérieur (équivalent des classes de 6^{ème} et 5^{ème}) après le cours moyen
- et à un cours complémentaire (équivalent des classes de 4^{ème} et 3^{ème}), au sein de l'école primaire.

Ces cours seront transformés dans les années 1960 en établissements autonomes du secondaire : les collèges d'enseignement général (CEG), en même temps que l'on créait des collèges d'enseignement technique (CET) pour les élèves jugés inaptes à suivre l'enseignement général.

Quant aux élèves jugés eux-mêmes inaptes à la filière technique, ils étaient scolarisés dans une troisième filière, préparatoire à l'entrée en apprentissage dès

l'âge de 14 ans.

Deux raisons peuvent expliquer ce choix de la dualité et du cloisonnement scolaire :

- l'une objective, le manque de place dans les lycées
- l'autre plus subjective, l'enseignement secondaire en France ayant conservé une forte tradition de sélection, il était difficile d'y accepter massivement des enfants insuffisamment préparés aux exigences d'un enseignement disciplinaire rigoureux.

Illustration historique (avant la II^e Guerre mondiale) :

Au *certificat de fin d'études primaires* (examen passé en fin d'école primaire, supprimé en 1972), l'épreuve de lecture est orale ; on faisait lire à haute voix à l'élève un texte et on l'interrogeait sur des points de vocabulaire et de grammaire.

A *l'examen d'entrée en Sixième* (supprimé en 1957), l'épreuve est écrite ; l'examineur lisait un texte devant les élèves réunis, ceux-ci étant alors chargés chacun individuellement de résumer ce texte par écrit.

A l'heure actuelle, et depuis la réforme de 1975 dite du « collège unique », l'enseignement secondaire est bien séparé entre :

- des établissements appelés collèges (collèges d'enseignement secondaire – CES) et correspondant au secondaire inférieur, quoique dans les grands lycées prestigieux et historiques des grandes villes, cette séparation reste un peu fictive
- des établissements appelés lycées et correspondant au secondaire supérieur, soit général et technologique, soit professionnel.

Cette unification tardive des structures scolaires du secondaire a laissé des traces et permet de comprendre la difficulté du système scolaire français à adopter une réforme pédagogique définissant un « Socle commun de connaissances et de compétences » pour la fin de la scolarité obligatoire à 16 ans, réforme qui ne fut décidée qu'en 2006 et qui peine encore à se mettre en place.

3. Tous les élèves scolarisés jusqu' à 16 ans, pour apprendre quoi et comment ?

L'idée d'un tel socle avait pourtant été proposée au sortir de la II^e Guerre Mondiale dans le célèbre plan pour l'école élaboré par Langevin et Wallon, deux éminentes figures intellectuelles et politiquement très à gauche. Ce plan ne fut jamais appliqué car il se heurta à l'opposition très vive d'une partie de l'opinion publique et des enseignants du secondaire.

L'enjeu était le suivant :

- soit on considérait le secondaire inférieur comme la première étape, le premier cycle de l'enseignement secondaire, et dans ce cas il devait être modélisé sur le lycée, avec des matières bien séparées et des professeurs exerçant chacun leur discipline ; c'est cette option qui l'a emporté, lors de la création du « collège unique » en 1975 ;
- soit il devenait la suite logique d'un enseignement primaire rallongé, et la polyvalence du maître de primaire pouvait être étendue aux premières classes du secondaire, ou bien on pouvait confier à un même professeur d'enseigner deux matières ; ce fut du reste le cas dans les CEG (collège d'enseignement général) avec un corps spécifique de professeurs de collège aujourd'hui disparu et qui fut toujours contesté par les professeurs du secondaire classiques.

La tradition scolaire française est assez étrangère à l'idée de compétence incluse dans la notion de socle. En France, le curriculum ou programme scolaire est fixé par le ministère de l'éducation nationale, pour chacun des niveaux de la scolarité et pour chacune des matières. C'est ce qui doit être enseigné. Pendant très longtemps, il ne définissait que les connaissances à acquérir, dans une logique traditionnelle de transmission du savoir par un professeur rompu à la pratique du cours magistral.

Il serait long et fastidieux d'entrer dans le détail de ces programmes. On y trouve, sous des formes et des appellations variables, avec des contenus adaptés à l'âge des élèves :

- les principales matières d'enseignement, obligatoires : lettres-langue française, mathématiques, langues étrangères, histoire-géographie-éducation civique,

sciences de la vie et de la Terre, physique-chimie, technologie, éducation physique et sportive, éducation musicale, arts plastiques, (+ sciences économiques et sociales au lycée) ;

- des matières d'enseignement facultatives ou en option, qui soit renforcent une matière obligatoire, soit les complètent (langues anciennes, autres langues vivantes étrangères, plus rarement cinéma, théâtre) ;
- des enseignements dits transversaux, qui sont pris en charge par des professeurs volontaires et qui sont en partie inclus dans leurs cours et en partie traités avec l'aide d'intervenants extérieurs (éducation routière, éducation au développement durable, éducation à la santé, apprendre à porter secours, éducation civique, juridique et sociale introduite il y a quelques années au lycée, etc.) ;
- pour la rentrée prochaine, deux nouvelles matières vont être proposées en dernière année de lycée, « Informatique et sciences du numérique » pour la série scientifique du baccalauréat et « Droit et grands enjeux du monde contemporain » dans la série littéraire.

Bien sûr, les programmes les plus récents (ils sont révisés environ tous les 10 ans) font une place aux capacités et aux attitudes, et ils incitent les professeurs à une pédagogie où l'activité et la prise d'initiative de l'élève est renforcée. Cette pédagogie demeure toutefois délicate à mettre en œuvre dans le secondaire :

- les effectifs des classes sont souvent élevés (autour de 30 élèves dans les grandes villes, couramment 35 ou plus dans les lycées) ;
- certains professeurs doivent passer parfois plus de temps à régler les problèmes de comportement de certains élèves qu'à faire vraiment la classe ;
- cette pédagogie n'a pas toujours bonne presse, accusée de rabaisser les exigences et de négliger la transmission des « sacro-saintes » connaissances, d'être au fond, pour certains détracteurs, une pédagogie de l'école primaire qui ne devrait pas avoir sa place au collège.

Les enseignants ont l'obligation de mettre en œuvre ces programmes sur tout le territoire et dans tous les établissements scolaires. Ils sont contrôlés pour cela par les inspecteurs. Mais cette unité cache bien souvent des disparités importantes

selon qu'on est dans un établissement de centre-ville bourgeois ou dans un quartier populaire marqué par de grandes difficultés sociales et culturelles. Car, lorsqu'on s'intéresse non plus seulement à « ce qui doit être enseigné », mais à « ce que savent vraiment les élèves », les écarts deviennent criants.

Ainsi, quelques enquêtes internationales comme PISA ont révélé aux français que leur système éducatif n'était pas – ou plus – le « meilleur du monde » ! Dans PISA, la France se situe tout juste au-dessus de la moyenne, loin derrière des pays comme la Corée du Sud, la Finlande, le Canada et le Japon. Plus inquiétant, les écarts sont plus marqués entre les bons et les faibles, et la situation se dégrade lentement puisque, entre PISA 2000 et PISA 2009, la part des jeunes de 15 ans ne maîtrisant pas la lecture passe de 15% à 20% , soit un tiers de plus. Des études menées également par le ministère français de l'éducation confirment ces alertes inquiétantes, et certains observateurs parlent de « fracture scolaire » entre les élèves qui ont la chance d'être scolarisés dans des établissements qui réussissent encore à mixer les publics et ceux qui sont contraints de fréquenter les écoles et les collèges des quartiers pauvres. Dans ceux-ci, la mixité sociale est faible (avec une forte homogénéité pauvre) et la mixité scolaire est mise en péril par les tentatives de fuite des parents vers d'autres établissements, quand elle n'est pas encouragée de façon démagogique par les pouvoirs publics au motif de donner le choix aux familles.

La définition d'un Socle de connaissances et de compétences pour la fin de la scolarité obligatoire traduit la volonté des autorités de s'attaquer à cette fracture. Le socle, inspiré des recommandations européennes, a retenu 7 « grandes compétences », pour chacune desquelles sont indiquées les connaissances, les capacités et les attitudes à faire acquérir :

1. La langue (française)
2. La pratique d'une langue vivante étrangère (au niveau A1 en fin de primaire et A2 en fin de collège)
3. Les principaux éléments de mathématiques et de culture scientifique et technologique
4. Les technologies usuelles de l'information et de la communication
5. La culture humaniste

6. Les compétences sociales et civiques
7. L'autonomie et l'initiative.

Toutefois, cette réforme peine à se mettre en place. Elle se heurte à plusieurs obstacles :

Les enseignants ne sont pas préparés et formés à une approche par compétence qui n'est pas dans la tradition académique française. Certains y sont carrément hostiles, craignant un affaiblissement du niveau de l'enseignement et y voyant un risque pour la survie de leurs matières d'enseignement.

Ce socle implique une meilleure liaison entre l'école primaire et le collège, or les organisations et le fonctionnement des deux types de structure sont très différents, ce qui ne facilite pas les liens. Des craintes s'expriment que le collège risque de se « primariser ».

La massification a donc été réussie sur un plan strictement quantitatif, puisque aujourd'hui un élève français a une espérance moyenne de scolarisation de 20 années depuis son entrée à l'école maternelle, tandis qu'au début du XX^e siècle, la grande majorité de la population n'effectuait que cinq à sept années d'école primaire. 75 % de la classe d'âge parvient aujourd'hui au niveau du baccalauréat, surtout grâce au bac professionnel créé en 1985. Le baccalauréat est réussi par plus de 80% des élèves, alors qu'il était réservé à une très petite élite encore avant-guerre. Mais de 120 à 150 000 élèves quittent le système éducatif chaque année sans diplôme ou qualification.

C'est justement cela qui fait débat à présent, quand cela ne fait pas polémique : comment garantir la qualité d'un enseignement dispensé à un grand nombre, et surtout comment assurer la réussite scolaire de tous les élèves ?

TROISIEME PARTIE : LES DEFIS ACTUELS DE L'INCLUSION ET DE LA PERSONNALISATION

Dans une école qui autrefois se contentait de sélectionner les meilleurs, l'échec scolaire était traité de façon « mécanique » par la pratique de l'exclusion, brutale ou progressive : redoublement, orientation, apprentissage, vie active. L'échec scolaire

est un concept moderne né de la massification : l'exclusion le faisait disparaître ; la société moins exigeante avait encore la capacité d'insérer professionnellement les élèves en échec.

Le redoublement :

Il consiste à faire refaire à l'élève le niveau de classe où il est en échec, pendant une année scolaire, dans l'espoir qu'il acquière ce qu'il n'a pas acquis pendant l'année en cours. Cette pratique suscite des querelles récurrentes : toutes les études scientifiques montrent que cette pratique est inefficace en même temps que coûteuse, mais périodiquement la polémique est relancée sur ces élèves qui ne savent pas lire à l'entrée en 6ème, ou sur les étudiants qui échouent et n'obtiennent pas de diplôme à l'Université. Sa pratique a diminué, elle a été limitée par la réglementation, mais reste encore assez forte :

- En 2010, 5% des élèves de fin de 3ème redoublent (parfois à la demande des familles pour éviter le passage dans la voie professionnelle)
- Grâce à PISA, on a pu mesurer que, à 15 ans, 37% des élèves français ont redoublé au moins une classe depuis l'école primaire.

L'orientation :

Le passage dans la filière technique, et encore plus professionnelle, est vécu par les élèves, les parents et même les enseignants, comme la « sanction » des mauvais résultats scolaires, plus que comme l'expression d'un choix positif. La douleur est d'autant plus forte que les élèves orientés n'obtiennent même pas toujours la filière qu'ils ont choisie par défaut.

On a également eu tendance à orienter les élèves les plus faibles, en particulier à l'école primaire, dans des classes spécialisées, qui furent appelées « classes de perfectionnement », avec un effectif réduit et, dans le meilleur des cas un maître ayant un diplôme de spécialisation. Ces classes ont fonctionné hélas comme des lieux de relégation, et elles ont été supprimées depuis la fin des années 1990.

Repousser plus loin la sélection fut donc la conséquence nécessaire de la massification scolaire. Mais il ne suffit pas de scolariser plus longtemps, encore faut-il aider les élèves à réussir.

Traditionnellement, l'école s'est longtemps désintéressée de l'aide à l'apprentissage, surtout dans le secondaire. Le schéma classique et caricatural est : « le maître enseigne, l'élève apprend, chacun son travail ! » Si bien qu'il revenait aux parents de chercher des solutions quand leur enfant rencontrait des difficultés, avec une inévitable inégalité sociale :

- aide des parents eux-mêmes ou des frères et sœurs, quand ils en ont les capacités
- cours particuliers (assurés en général par des professeurs) pour ceux qui en ont les moyens ; on a vu ainsi fleurir des entreprises de soutien scolaire qui sont encore actives et prospères.

En sorte que le traitement de la difficulté scolaire s'est trouvé « externalisé » et tendait à exonérer l'école de cet échec, reportant la culpabilité sur les élèves et leurs familles, qui souvent l'intériorisaient et l'acceptaient avec résignation.

Mais de quelles difficultés parle-t-on au juste :

- celles qui sont, à tort ou à raison, associées au handicap,
- celles qui sont en dehors du champ du handicap et témoignent davantage d'une incapacité du système scolaire à s'adapter aux besoins et aux caractéristiques des élèves ?

1. De l'éducation spéciale à l'inclusion scolaire

Très longtemps, ces deux sources de difficultés ont été plus ou moins confondues, à la fois par ignorance et aussi parce que le système éducatif français porte dans sa tradition une logique de ségrégation. Jean-Jacques Rousseau n'avait-il pas affirmé que l'on perdait son temps à enseigner un enfant « faible et malade » ?

Quelques dates :

1756 : premières écoles gratuites pour enfants sourds (Abbé de l'Épée) ou aveugles (Valentin Haüy).

1800 : le Dr Itard accueille le célèbre « enfant sauvage » du département de l'Aveyron et met au point des méthodes d'enseignement pour « arriérés mentaux », comme on dit alors.

Autour de 1880 : le Dr Bourneville œuvre pour la scolarisation des enfants

handicapés au sein de l'hôpital ou dans les établissements spécialisés ; il imagine de créer un corps d'infirmiers-instituteurs qui ne verra pas le jour.

1898 : vote d'une loi qui reconnaît la responsabilité sociale pour les accidentés du travail et retient le principe de la réparation.

1905 : publication par les psychologues Binet et Simon de la première échelle de psychométrie, à l'origine des tests de QI (quotient intellectuel).

1909 : loi qui institue les « classes de perfectionnement » et les « écoles de perfectionnement » pour scolariser les enfants déficients mentaux légers (QI entre 70 et 80), en même temps que le Certificat d'aptitude à l'éducation pour enfants arriérés, spécialisation proposée à des instituteurs.

1945 : création par les associations d'établissements pour accueillir les enfants handicapés, surtout les soigner et les éduquer, la préoccupation de l'enseignement y restant limitée.

1970 : création d'un dispositif dit « d'adaptation scolaire » destiné à des enfants handicapés ou en échec scolaire, articulant l'action d'un psychologue scolaire, d'un ou plusieurs rééducateurs spécialisés et d'un maître lui-même titulaire d'un certificat de spécialisation (dans le meilleur des cas) pouvant accueillir des élèves en difficulté scolaire dans une classe à faible effectif.

1975 : la loi reconnaît un statut à la personne handicapée ; en matière scolaire, elle préconise l'intégration scolaire, mais reste peu contraignante.

2005 : la nouvelle loi institue le droit à compensation pour les personnes handicapées et devient très contraignante pour la scolarisation ; c'est la notion d'inclusion scolaire.

Cet aperçu chronologique souligne bien cette confusion entre difficulté d'apprentissage scolaire et handicap. Il révèle aussi les hésitations à sortir de la logique de « l'éducation à part » pour tous ceux qui ne sont pas dans la « norme ».

Ainsi, entre 1950 et 1960, le ministère de l'éducation nationale ouvre 13 000 classes de perfectionnement, qui deviennent ainsi une voie de relégation pour les élèves dont les maîtres ne peuvent « venir à bout », soit qu'ils sont en échec massif après un ou deux redoublements, soit qu'ils sont perturbateurs, indisciplinés. Ces classes ne seront définitivement supprimées qu'à la fin des années 1990, en même temps que de véritables « classes d'inclusion scolaire » (CLIS) adaptées au type de

handicap sont créées dans les écoles primaires et des « unités localisées d'inclusion scolaire » (ULIS) sont mises en place dans les collèges. Avec obligation de permettre aux élèves d'avoir des contacts avec leurs camarades des classes ordinaires et, lorsque c'est possible, de suivre au moins certains cours dans la classe ordinaire.

Le système éducatif français a mis plusieurs décennies à clarifier la distinction, certes difficile dans certains cas, entre le handicap et la difficulté d'apprendre. La logique sélective qui l'a longtemps animé tendait à préférer exclure, ou mettre à part, ceux qui n'étaient pas spontanément adaptés à l'école, ou dans le meilleur des cas s'en remettre à d'autres en externalisant le soutien scolaire.

2. Des dispositifs de soutien scolaire à la personnalisation

En dehors des cours particuliers et des officines privées, des dispositifs de soutien scolaire ont été organisés par des associations qui embauchent des étudiants et des retraités, avec l'appui financier des municipalités. Ils ont occupé le temps dit périscolaire, le soir après les cours. Ils sont surtout implantés dans les quartiers populaires, là où les familles n'ont pas les moyens de payer des aides privées.

Parallèlement, et depuis très longtemps, les communes chargées des écoles primaires proposent des études surveillées le soir après la classe, payantes mais très bon marché, encadrées soit par un maître soit par un animateur. En pratique, ces études sont davantage des modes de garde pour les parents qui travaillent que de véritables aides à l'apprentissage.

Depuis quelques années seulement, à partir du milieu des années 1990, on a commencé à inclure les dispositifs d'aide dans le temps scolaire ordinaire, non sans susciter quelques réticences et résistances des enseignants, un peu moins dans le primaire que dans le secondaire comme c'est souvent le cas. Le paysage actuel est le suivant :

A l'école primaire	24 heures d'enseignement collectif devant la classe par semaine + 2 heures d'aides personnalisées pour les élèves en difficulté, assurées par un maître de l'école, en général 30 minutes chaque jour sur le temps du déjeuner ou le soir après la classe
--------------------	--

<p>Au collège</p>	<p>De la 6ème à la 3ème, l'horaire hebdomadaire passe de 25 à 26,5 + 2 heures en classe de 6ème d'accompagnement personnalisé dont 1 heure au moins pour tous et 1 heure pour les plus en difficulté + 2 heures pour des activités à caractère pluridisciplinaire en 5ème et 4ème, sans compter les options facultatives + 3 heures de « découverte professionnelle » en 3ème, ou une seconde langue vivante ou régionale, et plus des options + 10 heures annuelles dites de « vie de classe »</p>
<p>Au lycée</p>	<p>Horaire hebdomadaire en classe : de 27 à 30 heures selon la série et le niveau de classe + des options facultatives + 72 heures annuelles d'accompagnement personnalisé pour tous les élèves : soutien, approfondissement, aide à l'orientation + 10 heures annuelles dites de « vie de classe » En lycée professionnel, 22 semaines de stage en entreprise sur les 3 années.</p>

D'autres dispositifs ont également vu le jour, sous des appellations diverses, organisés dans des cadres multiples, rendant le paysage assez illisible. Toutefois, ces dispositifs ont le mérite de structurer les services offerts aux élèves pendant les moments de la journée où les professeurs n'interviennent pas mais pendant lesquels les parents ne sont pas toujours en mesure d'assurer leur garde, notamment parce que l'emploi des femmes est développé en France.

On distingue classiquement en France :

<p>Temps scolaire au sens strict</p>	<p>Enseignements assurés par les professeurs, dont aides et accompagnement personnalisés</p>	<p>Suivi obligatoire pour les élèves</p>
<p>Temps périscolaire = moments de la journée de classe hors les cours</p>	<p>Interclasses du midi pour le déjeuner. Le soir après les cours. A l'école primaire, la garderie d'accueil du matin avant la classe.</p>	<p>Facultatif en fonction des besoins des familles. Payant. Primaire : assuré par les municipalités et/ou des associations, parfois par l'éducation nationale (« accompagnement éducatif »). Secondaire : assuré par l'établissement scolaire, avec l'appui financier du conseil départemental.</p>

<p>Temps extra-scolaire = jours et périodes sans école</p>	<p>Week-ends, jours fériés et congés scolaires.</p>	<p>Laissé à l'initiative des familles en général. Quelques opérations : - stages de remise à niveau pendant les congés (primaire et lycée) - « école ouverte » (collège et lycée)</p>
--	---	--

Si bien que beaucoup d'enfants passent une grande partie de la journée dans leur école ou leur collège, pas loin de 10 heures par jour, et à peine plus de la moitié de ce temps est consacré aux enseignements.

L'année scolaire, qui va de début septembre à début juillet est découpée de la façon suivante :

- 36 semaines de classe, soit environ 140 jours de classe en primaire, davantage au collège (car on y travaille le mercredi), encore plus au lycée où s'ajoute le samedi matin
- 2 semaines de congés toutes les 6 à 7 semaines, et 8 semaines l'été.

Devant la difficulté de réformer les « rythmes scolaires », face à la quasi-impossibilité de réviser le temps de service des enseignants, et pour répondre aux besoins d'encadrement des jeunes, et notamment d'une meilleure personnalisation, les réformes récentes ont cherché à conquérir une partie des temps périscolaire et extrascolaire au service d'activités éducatives, culturelles et d'aide à la scolarité (accompagnement éducatif, stages de remise à niveau,...)

L'accompagnement éducatif

C'est une forme d'encadrement périscolaire dont la double particularité est d'être assuré pour l'essentiel par des enseignants rémunérés en heures supplémentaires et d'avoir été à sa création en 2007 réservé aux établissements classés en éducation prioritaire. Il est gratuit pour les familles et reste sous le contrôle de l'éducation nationale, à la différence des services périscolaires classiques qui dépendent des collectivités ou des associations. Il offre de l'aide aux devoirs, des activités sportives et culturelles, du renforcement et de l'ouverture culturelle en langue vivante étrangère.

Les stages de remise à niveau

Créés en 2008 pour les élèves de CM1 et CM2 ayant des difficultés en Français et Mathématiques, ils ont été étendus en 2010 aux élèves de lycée (mais pas de collège). Gratuits pour les familles, sur la base du volontariat, ils sont assurés par des enseignants volontaires rémunérés en heures supplémentaires. Ils ont lieu pendant les congés de printemps, après la fin des cours en juillet et fin août avant la reprise des cours. Au lycée, ils peuvent avoir lieu au long de l'année, hors temps de classe.

On voit ainsi comment l'Éducation nationale cherche à intégrer les dispositifs d'aide aux apprentissages et à mieux les contrôler, dans une volonté d'offrir un service gratuit face au business du soutien scolaire qui lui-même s'adapte et propose désormais lui aussi ses stages intensifs.

La personnalisation de l'enseignement demeure un enjeu fort pour le système éducatif. Sa mise en œuvre se heurte à deux obstacles :

- La résistance des professeurs, qui répugnent à jouer le rôle de répétiteurs, si bien que dans certains établissements on confie, faute de volontaires enseignants, les « aides aux devoirs » aux assistants d'éducation, nom moderne donné aux surveillants ;
- La course aux meilleures places et aux meilleurs lycées qui poussent les familles, surtout les plus aisées, à rechercher en dehors de l'école un accompagnement scolaire destiné non seulement à surmonter les difficultés, mais surtout à soutenir la compétition entre les élèves les plus performants.

Pour conclure, on peut dire que la tradition scolaire en France est très ancienne, avec une volonté d'instruire le peuple dans une double perspective de socialisation et d'éducation d'une part, d'épanouissement et d'émancipation d'autre part.

Cette ancienneté et la volonté politique affirmée par tous les gouvernements qui se sont succédés explique les principales caractéristiques du système éducatif français, avec ses forces que ses faiblesses :

- Solidité et unité de l'organisation scolaire maintenues grâce à un mode de

gouvernance très centralisé et bureaucratique qui a fait la preuve de son efficacité pendant toute la phase de massification quantitative, mais peine aujourd'hui à relever les défis de la diversité et de la qualité pour tous ;

- Elitisme et cloisonnement de l'enseignement et du fonctionnement des structures scolaires, qui font obstacle à des évolutions nécessaires néanmoins en cours, en recherche d'une meilleure articulation et d'une plus grande continuité entre les contenus d'enseignement et les principales étapes du parcours scolaire de l'élève et pour s'adapter aux besoins des élèves dont on prend conscience de la multiplicité et de la particularité.

Le « modèle scolaire » français demeure incontestablement une référence internationale. Il est confronté aux mêmes défis et il est parcouru par les mêmes problématiques que ceux de ses proches voisins européens et des pays développés en général. Il se réforme progressivement – une nouvelle loi d'orientation est en préparation et sera votée début 2013 ; les comparaisons internationales et les orientations de l'Union européenne devraient le conduire à réussir ces changements.

(Communication donnée lors de la conférence au Centre des Etudes Européennes de l'Université Nanzan, Nagoya, le 1er novembre 2012)

カメルーンの言語政策

カメルーン国立マルア大学
フェリックス・ニコデム・ビコイ
京都ノートルダム女子大学
野田 四郎 訳

I カメルーンの簡単な紹介

1 地理的な紹介

カメルーンはギニア湾の奥に位置するアフリカ中央部の国の一つで、六つの国と国境を接しています。すなわち、ナイジェリア・チャド・中央アフリカ共和国・コンゴ・ガボン・ギニア共和国（赤道地帯）です。カメルーンの国土面積は約50万平方キロ、つまりフランスとほぼ同じであり、2000万人を超える人口を抱えています。

地理学者たちは、カメルーンはアフリカの縮図であると言います。たしかにカメルーンにはアフリカ大陸のすべてのタイプの植物が見られます。南部ではこんもりと茂った密林とサバンナ、北部では草原とサハラの砂漠地帯、西部では高原地帯といった具合です。

気候も同様です。南部ではギニア型およびカメルーン型の赤道直下気候、北部はスーダン型とサヘル地方型の熱帯性気候。水脈という点では、カメルーンはまさしく貯水塔なのです。

人口面ではカメルーンは200以上の民族から構成されており、まず先住民族であるピグミー、そしてバントウ族、セミ・バントウ族、フラニ族、アラブ系民族、さらにスーダン出身の諸部族などです。

カメルーン経済は主として農業と牧畜から成り立っています。しかし、石油ならびに金・ダイヤモンド・ボーキサイト・鉄・金紅石（ルチル）・スズなど、その膨大な地下資源の開発がその経済にとってますます重要な役割を担うようになっていきます。また、農産物加工業も発展しています。さらに、カメルーンはサペリ材・マホガニー・（アフリカ特産の）イロコ材など、世界でも希少価値のある樹木を用いた木材の最も主要な生産国の一つです。

以上の地理的な事情から結論として言えることは、カメルーンがアフリカでも潜在的に最も豊かな国の一つであるということです。まさしくこうした地理が、カメルーンの歴史を理解させてくれるのです。

2 史的概観

カメルーンは三つの植民地支配を経験しました。1884年から1916年にかけてはドイツによる植民地支配。(第一次大戦の終わり1919年に締結された)ベルサイユ条約から1960/61年にかけてはフランスとイギリスの下で委任統治下におかれました。

1960年1月1日にはフランス統治下にある北部が独立し、翌1961年10月1日にはイギリス統治下の西部が独立します。と同時に、この61年10月1日は二つのカメルーンの状態統一の日です。この新生国家は1961年時点での連邦制から1972年には統一国家へと発展していきます。カメルーンはアフリカで唯一、英語とフランスの二カ国語が正式な公用語とされている国なのです。

多くの国は、1990年にイタリアで開催されたワールドカップにおいて、「不屈のライオン」という呼び名で知られるカメルーン代表チームならびにミラ、エトーといった優れたサッカー選手たちの国として認識することになります。

II 「カギ」となる概念の説明

今日の講演では、いくつかのカギとなる概念が用いられます。そこで、誤解をさけるためにその意味を明確に定義しておくことが大切です。

- a) 複言語主義：ある特定の共同体の内部でのさまざまなタイプのコミュニケーションにおける複数言語の使用。なお、複数言語主義にも複数のタイプがあります。一つの支配的言語を伴う複言語主義、少数派の言語が支配的地位にある複言語主義、いくつかの少数派の言語が支配的地位を占める複言語主義。
- b) 国内語：アフリカのフランス語圏では、(カメルーンのような二言語主義の国では英語とともに) フランス語が公用語となっています。ここではアフリカの言語は国内語(ラング・ナショナル)とみなされます。ここでの公用語の概念は明確に定義されます。すなわち、国や学校、そしてメディアで用いられる言語です。
- c) 「言語政策」と「言語計画」：言語政策とは、言語と社会生活あるいは言語と国民生活の間に関係において行われる、意識的選択の総体を意味します。例えば、基本的教育つまり初等教育を行う言語がフランス語か国内語のどちらにするかを決めるのは、言語政策です。これに対し言語計画とは、ある特定の言語政策を実施するのに必要な手段・方策を実施ならびに探究することです。もしも国が小学校の最初の2年間はアフリカの言語で行うことを決定すればそれは言語政策ですが、その教育を実施に移すための教師養成や学習すべき言語の選択などは言語計画の運用ということになります。

Ⅲ カメルーンの言語政策

1 現状

カメルーンは現在、約350の国内言語があり、それに二つの公用語であるフランス語と英語を追加せねばなりません。これらの公用語のどちらかがある程度正しく話しかつ書ける人は人口の約30%と推定されています。

そのことはすなわち、国や学校、メディアで用いられるだけでなく、相手の母国語を話さないような他の同胞（同国人）と意志の疎通をするための共通語でもあるフランス語あるいは英語のどちらも話せず、また書けない人々が人口の半分以上に達するということです。

カメルーンは1960年に独立した時、国内語の保護と学校教育への導入をその憲法に記しました。50年以上が経過した今、状況は当時とそれほど変わっていません。何が問題なのでしょう。

2 多様な言語を管理することの難しさ

19世紀の終わりから20世紀の初めにカメルーンにやってきた、イギリス人やアメリカ人あるいはフランス人といったキリスト教の宣教師たちは、次の五つの言語によりカメルーンをキリスト教化しました。沿岸部および南西部ではドウアラ語、中部および南部ではブル語とバッサ語、西部および北西部ではフェフェ語、そして北部はフルデ語。

したがって、それは現存する350の言語に対しては少数派ではあるが、いくつかの支配的言語を伴った複言語主義を採用するには、出発点として良い土台でした。

独立後、国は複数の課題に直面せねばなりませんでした。すなわち、

- 国家の統一を保つ。
- 言語、そして言語自らがその担い手である文化を保護する。
- より広い意味で人々を教育する、といったことです。

これらの課題を達成するため、カメルーンは次のような言語政策を定めました。

- フランス語と英語を同じ価値を持つ公用語、つまり二言語主義とする。
- カメルーンの国内語を奨励し、人々がそれぞれの言語によって教育を受ける権利を漸進的に得られるようにする。

こうした言語政策を実施するため、国は言語計画の一環として次のことに取り組みました。

- 児童の学校教育ならびに大人向け識字教育活動においても、公用語と国内語をともに使用する包括的な教育制度の実施を促進する。
- 大人の識字教育のために人的および財政的資源を積極的に投入する。

国や分権化された地方自治体、そして開発援助のための二国間あるいは多国間協力の相手国、さらに国内あるいは国際的な団体が、こうした政策の実現に協力しています。ちなみに、日本は10年以上前から全国に学校施設を建設することで、カメルーンがそうした目標を達成できるよう援助してくれています。

IV 50年経った今日、こうした言語政策の総括とは

あまり「ぱっとしない」総括

唯一の言語（しかし外国語である）英語とフランス語がカメルーンの全国民の間での相互理解を可能とする言語にもかかわらず、それを話せるのは少数派でしかありません。国内語はまだ学校で一貫して体系的に教えられているわけではありません。それに350もある言語のうち、どの言語を選べばよいのでしょうか。

二つの公用語による成人の機能的な識字教育はまだ初期段階にあります。識字教育は国内語によって始められましたが、実際にそれが実施されている区域はきわめて少ないのです。

V 以上の状況がもたらす社会・政治・経済面への影響

全員により受け入れられ、かつ一貫性のある言語政策を実施することの「難しさ」は、国民生活の複数の分野に影響を及ぼしています。

一 就学及び教育の面から：

フランス語と英語は知識を得るための唯一の言語です。学校に通い始めるカメルーンの子供は知識を得るためにまずこれらの言語を学ばねばなりません。今や明らかになっていることとして、すべての調査は、カメルーンにおける教育制度のすべてのレベルで見られる大量の脱落者の原因の一つがこのことにあるのを示しています（ちなみに、小学校に入学する100人の生徒に対して卒業証書を得るのはわずか1名）。

カメルーンの成人の識字教育は、完全にカメルーンの言語により行われているわけではありません。したがって、こうした教育は実用的ではないのです。理想としては、仮に同じことをフランス語でやるにしても、まずお百姓さんが自分の言語で読み・書き、そして新たな農業技術を利用することを学ぶようにすることです。

一 社会的・政治的な面から：

カメルーン社会は、同じ言語を分かち合う集団ごとに基づいて分かれています。同じ国民に属するという帰属意識が、まだしっかりとは根付いていないのです。そこにまさしく、国家としての「もろさ」と部族間の絶え間ない争いのリスクが存在するの

です。

一 経済面から見るなら：

意思疎通の問題のせいで国家の有効な機能に組み込まれていない人々は、とりわけ政治家がそうした多様性を利用するような状況では、国の発展に参加することができません。

といったわけで、経済発展に向けた闘いに勝利するための結集は、人々のあいだにあまり反響を呼び起こしてはいないのです。

【結論】

結論として言えることは、カメルーンという国は、言語の多様性が「切り札」でありうるとともに、仮に複言語主義がうまく管理されなければ、それが発展の障害になりうる一例であるということです。

それはさておき、782の言語を抱えるインドのような国の例（ちなみに、1961年の国勢調査では方言を含めて1652の言語が話されているとされていますが）、10億人を超える人口を抱えつつ新興国として成長をとげるインドのような例は、複雑な複言語主義を管理するための手本として参考になります。

そのためには、思い切った選択を行う政治的勇気と確固たる意志、そして、すべての人々が使うことのできるいくつかの国内言語を持つという全国民の本当の意味での意欲が必要なのです。

付記

本稿は2012年11月9日の南山大学における講演にもとづく。

グラン＝ギニョル劇と細菌学 —フランシュヴィル『美しき連隊』を中心に—

外国語学部 真野倫平

はじめに

19世紀後半はヨーロッパにおいて近代細菌学が誕生した時代である。フランスではルイ・パストゥール（1822–95）が自然発生説を否定し、微生物がさまざまな病気の原因であることを解明した。彼はワクチンの予防接種を開発するとともに、低温殺菌法の発明などを行った。同じ頃ドイツではロベルト・コッホ（1843–1910）が炭疽菌・結核菌・コレラ菌などを発見し、細菌培養の技術を確立した。このようにドイツとフランスを中心にして細菌学は急速な進歩を遂げた。

これらの医学的発見は衛生に関する観念を大きく変えた。イグナーツ・ゼンメルヴェイス（1818–65）はすでに1840年代に消毒法による院内感染の予防を訴えていたが、彼の主張は医学界によって黙殺された。しかし1870年代になると医師たちはこぞって伝染病をもたらす細菌の研究に乗り出し、さらに行政も各種の衛生対策に取り組むことになる。

20世紀初頭に成立したグラン＝ギニョル劇は、同時代のブルジョワ階級が現実に抱える不安を想像力の源泉としていた¹。すなわちそこでの恐怖の対象は、犯罪者・プロレタリア・流れ者・異民族・精神病者といったブルジョワ社会にとっての「他者」とも言うべき存在であった。細菌もこれらの脅威とならんでこのジャンルの重要な素材となった。それではグラン＝ギニョル劇は同時代の細菌学的知識をどのように作品に取り入れたのか。本論ではロベール・フランシュヴィル『美しき連隊』（1912）を取り上げて、その導入の方法を明らかにしたい。

1 グラン＝ギニョル劇の特徴については真野倫平編・訳『グラン＝ギニョル傑作選』水声社、2010年の解説を参照。

1 フランシュヴィル『美しき連隊』

フランシュヴィル『美しき連隊』は1912年3月22日にグラン＝ギニョル座で初演された。梗概を以下に記す（全二幕）。(1) ドイツ帝国軍の兵営で天然痘が流行し、軍医のマウザーはワクチンの到着を待っている。ポーランド人の兵士ミロシュは普段から反抗的態度を示し、仲間たちのいじめの的になっている。マウザーは強力な毒性の狂犬病ウィルスを発見し、パリのパストゥール研究所にサンプルを送ることにする。自暴自棄になったミロシュは、たまたま手元にあったウィルスとワクチンの容器を取り替える。(2) 連隊の兵士たちが突然暴動を起こし、町には戒厳令が敷かれている。表向きは反乱とされているが、実は兵士たちが謎の病気で発狂したのである。マウザーは自分が発見した狂犬病ウィルスが原因であることを突き止める。軍の上層部は銃撃による鎮圧を決定し、連隊長は苦渋のすえそれを受け入れる。ミロシュが捕らえられ罪を告白すると、連隊長は彼を死刑に処す。連隊長は攻撃命令を出し、自らも一斉射撃を浴びて倒れる。

本作はワクチン接種の事故によるバイオハザードにより千五百人の兵士が犠牲になるという大惨事を描いている。グラン＝ギニョル劇では一般に俳優の身体性が重視され、登場人物の身体をめぐるドラマツルギーが構築される²。本作でも狂犬病の発作が目撃者の証言によって描写されるとともに、俳優の身体によって実際に舞台上で示される。

ヴォルフ（窓を指す）ごらんなさい。彼らは爪を震わせ、出口を探し、壁をかきむしっている。うなり声を上げて閉まった鉄柵を揺らし、そこにしがみつき、鉄格子に噛みついていて。いいですか、あれらの狂人たちが今にも抑えがたい波となって町に溢れだそうとしているのです。そうなったら何が起こるか考えてみてください³。

2 歴史的背景

この作品を理解するために、いくつかの歴史的背景を明らかにせねばならない。本作の舞台オボルニキはドイツ帝国のポーゼン州、現在のポーランド西部にある。歴史を振り返ると、ポーランド国家は18世紀後半にロシア・プロイセン・オーストリアに

2 前注を参照。

3 Robert Francheville, *Le Beau Régiment in Le Grand Guignol. Le théâtre des peurs de la Belle Epoque*, édition établie par Agnès Pierron, Robert Laffont, 《Bouquins》, 1995, p. 542. 以下本作については引用に続けてページ数を記す。

よるポーランド分割のために消滅した。1807年にナポレオンによりワルシャワ大公国として再び独立したが、1815年のウィーン会議で東部の四分の三はロシア皇帝を元首とするポーランド立憲王国となり、西部はポズナン大公国としてプロイセンの支配下に置かれた。ポズナン大公国は1848年に独立を失いポーゼン州となり、1871年からのビスマルクの文化闘争においてはカトリック系住民に対する激しい弾圧が行われた。ポーランド人に対する抑圧政策はビスマルクの失脚後も行われ、ドイツ帝国崩壊まで続けられた。

兵士ミロシュはポズナン人であり、ドイツ軍に迫害された過去を持つ。軍隊に強制的に徴用されたものの、ドイツを祖国とは認めていないし、軍隊への忠誠心もない。「ああ、これも軍隊の素敵な思い出だ。11月のある朝、憲兵がおれを家まで探しにきた。そいつらはおれに手錠をかけた、まるで殺害犯か窃盗犯みたいに。それから、おふくろを抱くことも許さず、皇帝の名においておれを連れ去った。祖国ドイツに奉仕するようと。おれの祖国でもないのに」（522）。彼の反抗的態度は周りの兵士の反感を買うばかりである。「おまえは革命派だ、アナーキストだ」（522）「こいつはポーランド人で……社会主義者なんです」（527）。

もうひとつの歴史的背景は本作が書かれた時代に関わるものである。普仏戦争に敗北したフランスは1871年のヴェルサイユ仮条約ならびにフランクフルト講和条約によって50億フランの賠償金を課され、アルザス・ロレーヌをドイツ帝国に割譲した。この敗戦はフランス国民に根深い反独感情を植えつけ、そのルサンチマンは後のブーランジェ事件（1889）やドレフュス事件（1894）の心理的背景となった。その後、フランスとドイツは植民地をめぐる激しく対立する。1905年3月にドイツ皇帝ヴィルヘルム2世が突然モロッコ北端のタンジールを訪問し、フランスのモロッコ進出を牽制した（第一次モロッコ事件）。翌年1月のアルヘシラス会議ではモロッコにおけるフランスの優位が追認された。1911年4月にフランスがモロッコの内乱の際に出兵すると、ドイツは7月に軍艦をモロッコ南西のアガディールに派遣した（第二次モロッコ事件）。11月に協定が成立し、翌年3月にモロッコは正式にフランスの保護国となった。

『美しき連隊』が初演された1912年3月は、まさにフランスで反独感情が高揚しナショナリズムの波が押し寄せていた時期に当たる。ドイツ帝国がポズナンに対して行った暴虐をミロシュが糾弾する場面は、ポズナンをアルザス・ロレーヌに置き換えてみれば、ドイツによる併合の不当さを批判するものとして読むことができる。その意味で本作はドイツの誇る「美しき連隊」のもろさを描くことで、ドイツ帝国の威信そのものを批判している。

大佐 さあ、見てみろ、ミロシュ・ペトロヴィッチ。あの千五百人の男たちを。
静かで、誇り高く、身じろぎもせず、まるで輝かしい彫像のようだ。あれがお

まえの馬鹿にする、愛国的義務の生きたシンボルだ。列の中で何ひとつ動くものはない。この力の塊にはわずかな震えさえ見られない。それが命令一つでまとまり、合図一つで解き放たれるんだ。美しいと思わないか？

ミロシュ 遠くから見るぶんには美しいです。(527)

3 細菌学の発達

次に、19世紀後半以降のフランスとドイツにおける細菌学の歴史をたどってみよう。フランスではルイ・パストゥールが1861年に『自然発生説の検討』を著し、従来の「生命の自然発生説」を否定した。彼は1865年に低温殺菌法を開発、1867年にカイコ病根絶に成功し、さらにワクチンによる予防接種の開発を行った（1879年の鶏コレラワクチン、1881年の抗炭疽ワクチン、1885年の狂犬病ワクチン）。また、1887年にはパリ15区にパストゥール研究所が創立され、その後の細菌学研究の世界的な拠点となった。同じ頃ドイツではロベルト・コッホが炭疽菌（1876）、結核菌（1882）、コレラ菌（1883）を発見した。

当時、フランスとドイツは細菌学の二大先進国であり、この分野でも国家の威信を賭けた激しい競争を繰り広げていた。「ドイツとフランスという微生物学の超大国の二つが渡り合う。それぞれが個々にその天才を抱えている。顕微鏡技術の名手であるドイツ人は病原菌の同定技術にかけては名人であるとの評判で、片やフランス人は弱毒化の技術にかけては名人芸を修得していた⁴」。『美しき連隊』ではドイツ人医師が絶えずフランスのパストゥール研究所をライヴァル視し、功を焦るあまり破局を招いてしまう。

マウザー（彼に手紙を差し出し）ほら、ちょうどパリのパストゥール研究所が、われわれの10月9日の報告に対して、いかにも理路整然とこう証明している。どんなに強力なウィルスもウサギを6日以内に殺すことはできない。たとえ穿孔によって直接硬膜に接種した場合においても。

グラーフ それじゃ、われわれはパストゥール研究所に堂々と反論してやることができますね。(524-525)

細菌学の創成期においてワクチン接種による事故は決して珍しいものではなかった。1890年にコッホは結核のワクチンとして「リンパ液」（すなわち「ツベルクリン」）を

4 ピエール・ダルモン『人と細菌 17-20世紀』寺田光徳・田川光照訳、藤原書店、2005年、262頁。

開発したと発表した。しかしこのワクチンに治療効果はなく、各国で接種による甚大な被害をもたらしてしまう。当時、結核はヨーロッパ人にとっての第一の死因であり、ワクチン開発でフランスに後れを取っていたドイツにとって治療薬の開発は大逆転をもたらすはずであった。コッホが功を焦った背景には、国家の威信を賭けた研究という無言の重圧があった⁵。

また、1930年には悪質なワクチン接種による大事故という『美しき連隊』に酷似した事件が実際にドイツで起きている。パストゥール研究所で開発されたばかりのBCG ワクチンの接種によって多くの死者が出た。調査の結果、ドイツの医師がワクチンを処理した際の培養液の取り違えが原因であることが判明した。

1930年5月、恐ろしいニュースが導火線火薬のように世界中に広がる。リュールバックでワクチン接種を受けた何人かの子供が重篤の腸結核に感染したのである。4月26日に最初の子供が死去すると、死者が続々と出る。ワクチンはパストゥール研究所から提供された培養液からその場で用意されたものであった。

被害の拡大が公になり、不安は頂点に達する。250人の子供がワクチンを接種され、そのうち71人が死亡、5人が重体で、27人が軽度の感染を示した⁶。

こうした試行錯誤を重ねつつ細菌学は長足の進歩を遂げた。それは医学を根本的に変革しただけでなく、一般市民の衛生観念の変化をもたらした。衛生学者たちは清浄な水と空気の重要性を訴え、行政は細菌の媒介物であるごみや動物、さらには人間に対する予防措置に取り組んだ。しかしそれは同時に、細菌という目に見えない敵に対する漠然とした不安や根拠のない恐怖を社会全体に広げることになった。「ここで、パストゥール革命が社会的表象や社会的戦略にどのような影響をあたえたか、みておいたほうがいいだろう。細菌の存在の発見によって、ヴィレルメの創始した疫病学は再検討をせまられた。病気をひきおこすおそれのあるものは、さらに広範囲におよび、しかも容易に知覚しにくくなったのであるから、不安はいっそう大きくなっただけだった⁷」。

時には過剰な警戒心から行きすぎた措置が取られることもあった。病人に対して、

5 「ドイツ細菌学の威光については当時誰にも異論の余地がなかった。だがドイツの学者たちは細菌を発見する技術では名手として通っていても、ワクチンをいこうに開発できないことに苦しんだ。ところが1890年にコッホはある治療法を開発したと告げて世界を驚かせた。当時の最大の災厄である結核に対しては治療が大問題とされていたので、治療法だったら何でもよかったのだ！」（同、373頁）

6 同、430頁。

7 アラン・コルバン『においの歴史』藤原書店、1990年、309頁。

さらには発病していない健康な保菌者に対して隔離措置が取られ、あるいは感染源とされる部位の摘出手術が行われた。「健康な保菌者たちは何の症状も示さずに自分の周りに病気の種を蒔く。ひとたび見つけ出されるや、彼らはのけ者になり、時には職を失い、医者 の監視下に置かれ、治療を課せられ、さらには感染源と推定された部位を取り除くために外科的手術さえ強制されるのである⁸」。とりわけ有名なのが「チフスのメアリー」として知られるアメリカの家政婦の例である。20世紀初頭、彼女は勤め先の家族にチフスを感染させたせいで拘束され、残りの人生の大部分を隔離されて過ごした⁹。

4 グラン＝ギニョル劇と伝染病

このような衛生観念の発達を背景にして、伝染病はグラン＝ギニョル劇の重要な主題となった。具体的な作品名を挙げると、ポール・オティエ、ポール・クロクマン『灯台守』(1905)では、隔絶した孤島の灯台で働く灯台守の父子のうち息子に狂犬病の症状が現れる。ポーの『赤死病の仮面』の翻案であるエレヌ・ド・ズイラン・ド・ニーヴェルト男爵夫人『仮面舞踏会は中断される』(1905)では、閉ざされた城館で饗宴を楽しむ人々が伝染病の侵入にみまわれる。アンリ＝ルネ・ルノルマン、ジャン・ダグリュザン『大いなる死』(1909)では、インドの植民地で働く鉄道建設技師が伝染病への恐怖からペストに感染した同僚を殺害する。アンドレ・ド・ロルド、アンリ・ボーシュ『緩慢な死の館』(1916)では、泥棒の兄妹が入り込んだアメリカ西部の豪華な城館が、誰も生きては出られない癩病の療養所であると判明する。アルフレッド・サヴォワール、レオポルド・マルシャン『死を前にして』(1920)では、狂犬病の蔓延するアフリカ北部で、医師である夫が妻とその愛人を幽閉したうえで、二人のどちらかに狂犬病ウィルスを接種したと宣言する。

伝染病を扱った作品には植民地など辺境の地を舞台にしたものが多いが、それは細菌学の発達、帝国主義による植民地拡大とそれともなうさまざまな風土病の発見と分かちがたく結びついているからである。

微生物学の到来は植民地帝国による征服と時期が一致する。およそ20年間でヨーロッパ列強は地球規模で空間を呑み込む。それとともに健康問題が浮上し、それに挑むことができるのは誕生したばかりの微生物学しかないようだった。ヨーロッパから消えた病気(ペスト)、消えんとしている病気(コレラ)から、「ヨーロッ

8 ダルモン、前掲書、684頁。

9 金森修『病魔という悪の物語 チフスのメアリー』ちくまプリマー新書、2006年を参照。

「植民者の」病気（マラリア）あるいは典型的に植民地の病気（黄熱、睡眠病）にいたるまで、いまや科学に対して問いかけている。それらの病気と闘うことが植民地を拡大するための要件のひとつであるため、帝国主義とヒューマンイズムがここで折り合うことになる¹⁰。

例えば近代ヨーロッパではほぼ消滅していた癩病は、19世紀後半に植民地主義の新たな展開とともに再びヨーロッパ人の前に姿を現した。1897年にはベルリンで第一回国際癩会議が開催され、非文明国の病気もたらす脅威から文明国をいかに守るかという観点から予防策が議論された。またペストはヨーロッパでは1820年のマルセイユでの流行以降ほぼ終息していたが、中国やインドでは19世紀後半になってもたびたび大規模な流行が続いていた。それゆえに病原菌に対する恐怖はしばしば異民族に対する恐怖と重なり合っていた¹¹。『美しき連隊』でも軍医が天然痘の伝染をジプシーのせいにする場面がある。「ジプシーの連中がわれわれに細菌を伝染したにちがいません」（529）。このような考え方は当時の医学関係者のあいだでは珍しいものではなかった。

一方、狂犬病はヨーロッパでは昔から激しい恐怖の対象となっていた。実際の被害はそれほど大きいものではなかったが、患者が獣のように荒れ狂う様子が恐怖を幾重にも増加させていた。「たしかに狂犬病の死亡率は取るに足りないものである。[...]それでも病気にかかった人の相貌は大昔から人々の想像力を刺激してきたのである¹²」。それゆえに1885年のパストゥールによる狂犬病ワクチンの開発は、フランス微生物学の栄誉としてジャーナリズムで華々しく取り上げられ、犬に噛まれた瀕死の少年の救済といった劇的なエピソードとともに広く紹介された¹³。

10 ダルモン、前掲書、433頁。

11 「広義には、健康であっても病人と接触した人間はみな感染の疑いがある者となる。見知らぬ人々の上にも同じ疑惑が漂い、浮浪者や外国人がつまはじきされる」（同、671頁）。

12 同、322頁。

13 パストゥールが最初に治療したのはジョゼフ・メステールというアルザスの少年であり、そのことがこの物語にナショナリスティックな色彩を与えることになる。「狂犬病による死を最初に免れたのはアルザス人の少年であった。パストゥールの行動にはもともとナショナリスト的の底意がなかったにもかかわらず、彼がそこから満足感を引き出すことになったのは、おそらくもっともなことであろう」（ダルモン、前掲書、338頁）。この物語にはさらに1940年のドイツによる占領という悲劇的なエピソードが付け加えられる。「ジョゼフ・メステールは悲劇的な最後をとげることになる。パストゥール研究所の守衛になった彼は1940年に自殺する。ドイツ軍のパリ侵攻に耐えて生き残りたくなかったからである」（同、340頁）。

おわりに

グラン＝ギニョル劇は同時代のブルジョワ階級の伝染病に対する漠然とした不安を利用した。狂犬病はその知名度の高さと激しい劇的効果のゆえに恐怖演劇にとっては格好の素材であった。また癩病や赤死病のような容貌の変化をもたらす病気は、グラン＝ギニョル的な身体損壊の主題ゆえに好んで用いられた。興味深いことに、当時の多くの文学作品に登場する梅毒はグラン＝ギニョル劇にはほとんど出てこない¹⁴。梅毒は恐怖演劇の素材とするにはあまりに日常的で身近な存在であったように思われる。恐怖演劇における恐怖の対象は、観客の関心を引きつけるだけの現実性を持ちながら、同時に無害な娯楽としての虚構性を保たなくてはならない。観客はこのような適度な距離を置くことで、悲惨な現実を審美的な観点から安心して眺めることができたのである¹⁵。

最後に参考までに、初期のグラン＝ギニョル座と関連の深かったオクターヴ・ミルボー（1848－1917）の作品を取り上げよう¹⁶。『伝染病』は1898年にアントワヌ座で初演された一幕劇である。ある地方都市の議会で市長が議員たちを前にして報告を行う。ある議員が腐肉を販売したかどで逮捕された。それを聞いた医師は腐肉の安全性を主張し同僚の議員を弁護する。チフスが発生し兵営に被害が出た。それを聞いた議員たちはブルジョワ居住区の安全を確認して胸をなでおろす。そこへブルジョワの一人が伝染病で死亡したとの知らせが入り、議員たちは色めき立つ。市長は故人を称える演説を打ち、医師は病原菌との闘いを宣言する。最後に議員たちは腐肉を販売し伝染病を広めた議員の死刑を全員一致で可決する。

トリセブス医師 衛生だ！ 常設の衛生会議を設立せねばならぬ！

全員 すばらしい！

野党議員 健康委員会を……予防組合を……。

与党議員 医学会議を。

トリセブス医師 パスツール研究所を。

14 梅毒は演劇の分野ではウジェーヌ・ブリューの『梅毒患者』（1902）という駆梅宣伝的な意図を持ったヒット作を生み、その後も多くの焼き直しが作られた。クロード・ケテル『梅毒の歴史』寺田光徳訳、藤原書店、1996年、225-235頁、275-276頁。梅毒と19世紀文学の関係については寺田光徳『梅毒の文学史』平凡社、1999年を参照。

15 グラン＝ギニョル劇の恐怖の対象に対する距離感に関しては、真野倫平「グラン＝ギニョル劇と三面記事」、『南山大学ヨーロッパ研究センター報』第18号、2012年を参照。

16 ミルボーは初期のグラン＝ギニョル座に『老夫婦』*Vieux ménage* (1900)、『やましき』*Scrupule* (1902)、『インタビュー』*Interview* (1904) など時に辛辣な社会批判を含む風刺的コメディを提供した。

野党議員 市の周囲に検疫所を。

全員 そうだ、そうだ！

トリセブス医師 投票しよう！ 病原菌を倒せ！ 死を倒せ！ 科学万歳！¹⁷

議員たちは兵士や貧民が被害者であるうちは伝染病の被害に目もくれないが、被害が自分たちブルジョワの身に及ぶと知ったとたん態度を豹変させる。最初は衛生対策を小馬鹿にしていた議員たちが、最後には必死の形相で病原菌の撲滅に奔走する。本作に利己的で偽善的なブルジョワ階級に対する批判が込められているのは言うまでもないが、ここで注目すべきはむしろ衛生観念そのものに対する批判的視点である。すなわち、一見科学的判断に基づくかに見える伝染病への恐怖が、実際には政治的・社会的理由から人為的に作られていることが示されるのである。無論このような視点の導入は恐怖そのものを相対化してその効果を弱めるがゆえに、グラン＝ギニョル劇のドラマにおいては禁物である。ただしコメディにおいては時に恐怖演劇の素材がパロディ的に扱われて異化効果をもたらすことがある¹⁸。その意味でこの作品は伝染病を喜劇的観点から扱うことで、『美しき連隊』が立脚するブルジョワの衛生観念そのものを風刺している。

付記

本論文は2011年度南山大学パッへ研究奨励金 I-A-2 による研究成果の一部である。

17 Octave Mirbeau, *Théâtre*, Paris, Ernest Flammarion, 3 vol., sans date, t. I, p. 284.

18 例えばミルボーの『やましさ』では大邸宅に忍び込んだ泥棒がブルジョワ以上の紳士ぶりを発揮し、『インタビュー』では殺人犯を追うジャーナリストが犯罪者以上の傍迷惑を繰り広げる。ミルボーはこうして社会正義を転倒することでブルジョワ的な良識を相対化してみせる。

マルセル・ゴーシェの《ライシテ》論

外国語学部 丸岡高弘

ライシテ (laïcité) というフランス語表現も近年ようやく日本でも目にする機会が増えてきた。元々は聖職者に対して「平信徒」を意味する *laïque* という名詞（あるいは形容詞）から作られたこの抽象名詞は直接的には「世俗性」「非宗教性」を意味するが、同時にフランスにおける重要な政治的原則の一つを指示するためにも使用され、その場合には「政教分離原則」と翻訳することも可能である。が、いずれにせよこれはフランス人にとって極めて感情的負荷の高い表現で、それを日本的コンテクストにそのまま置きかえた形で翻訳することで取り落とされるものは極めて大きい。実際、カトリック教会との葛藤的な関係の中で共和政を形成するという特殊な歴史をもったフランス特有の政教関係をできる限り過不足なく表現するためにはフランス語のままこれを表記することが好ましいと感じる人が多くなってきているようだ。そもそもライシテという表現は1946年の第四共和制憲法以来、憲法原則として明記されているということも指摘しておく必要がある。それは数度の憲法改正を経た後も、現行の憲法第一条にひきつがれている¹。つまり「ライシテ」は憲法にも言及され、フランスという国家のあり方のもっとも本質的な一側面と考えられている、そのような概念なのである。

このように「ライシテ」という概念はもともとフランスにおいてきわめて重要な位置を占めていたのだが、近年、この概念は新たな脚光を浴び、知識人の間で盛んに議論的となっているだけでなく、政治家が頻繁に言及し、マスコミも盛んに取り上げる話題となっている。それは何故なのか？

これに対する答えは一見して自明であるように見える。イスラーム系移民がフランスの社会問題における最重要課題として認識されているためである。戦後の高度成長が終わった1970年以來、好況期にフランス本土に大規模に導入された北アフリカ旧植

1 ちなみに現行憲法第一条冒頭に「フランスは不可分の、非宗教的 (*laïque*)、民主的かつ社会的共和国である。」と書かれている。

民地出身者が経済不況で行き場を失うと同時に、新規移民停止でそれまで一時的出稼ぎ労働者でしかなかった移民の定住化が進む。移民労働者は大都市郊外の集合住宅に居住していたが、単純労働者が多かった彼らは経済不況や技術革新の波をもろに受け、失業率が高くなる。さらに、そうした経済的に不利な条件に加え、外国出身者であるというハンディを抱えて移民出身青年は学業挫折に陥る可能性が高く、そのためにそうした社会層は一層脆弱化し、失業が再生産される結果になる。それに加えて文化的伝統を異にした集団の存在に違和感を感じ、外国人排斥の態度をとる人々もフランス社会に存在しなくはない。つまり社会・経済的に疎外されているだけでなく、文化的にも周囲の環境との亀裂を感じざるを得ない集団がフランス社会に出現したのである。しかし同時に、こうした負のイメージを背負わされた移民出身青年層の間で自分達の出身地の文化、とりわけ宗教を、自己の同一性^{アイデンティティ}の核とし、彼らにとって敵対的と感じられる社会のなかで自己の存在を主張するための梃子としようとする者も現れ、そうした集団が宗教的組織を形成するということがもさかんになる。一方、そうした宗教を核とするようなグループの自己主張にたいして、本来的に宗教の公的空間に対する介入に警戒心が強いフランス社会は猜疑の目をむけ、それをフランス的共和主義とフランス社会への統合を拒否する「共同体主義的態度」として批判をする。本来的に外国人排斥的傾向とは無縁であるはずの共和主義的グループの間でさえイスラームに対する警戒心が高まり、敵対的な態度をとるようになるのである。こうして、当初はフランスの大都市「郊外」に集住し、失業率増大・学業挫折増加・非行の拡大・就職差別という負のスパイラルに陥った貧困層が直面する社会問題として認識された「移民問題」が悲劇的な国際情勢も一因となって、いつのまにか宗教的側面が前景化され、「イスラーム問題」と表象されるようになる。つまり西欧近代の民主主義とは異なった宗教的伝統からでてきたイスラーム系移民グループがフランスの国是たるライシテを受け入れることを拒否し、そのためにライシテ原則が危機に瀕している、だからそれに新たな活力をふきこまなければいけない・・・このような危機感がライシテ議論の活発化の原因のひとつとしてあったに違いない。

とはいえライシテへの関心の高まりをそうしたイスラーム系移民やイスラームに対する警戒心の反映とだけ考えるのは問題を矮小化することになるだろう。2005年に勃発した大規模なフランス郊外の《暴動》などを見ても分かるように移民系住民の社会統合問題はフランスにとって最大・最重要な社会問題であることは言うまでもない。また世界で頻発するイスラーム過激派グループによるテロ事件を考えれば、フランス社会がイスラームに懸念をいだくのもある意味では自然ななりゆきかもしれない。そして現今のライシテ議論の高まりにはフランス社会のそうした懸念を政治家が政略的に利用し、そのために議論が白熱化するという側面もあるに違いない。しかしライシテ議論は決してそのような近視眼的な一時しのぎの議論に尽きるわけではなく、むしろ

る意外に大きな射程をもった問題を含んでいるように思われる。つまりフランスにおけるイスラーム住民の社会統合をどのようにするかという、もちろんそれ自体は極めて深刻な問題を越えて、現代社会に潜在するある不安感、社会成立の可能性についての深刻な疑念が議論の底流としてあると考えられるのだ。本論ではライシテ問題をよりスケールの大きい、言わば文明論的なコンテクストの中に置きながら、現代社会の本源的問題に肉迫しようとした例として現代フランスのユニークな思想家ゴーシェのライシテ論をとりあげ、現代社会が自らに対して感じるそうした違和感について論じたい。

【ライシテと《宗教からの脱出》あるいは《世界の脱呪術化》】

近年、日本語訳が出版されたマルセル・ゴーシェの『民主主義と宗教²』は原題は *La Religion dans la démocratie—Parcours de la laïcité* であり、副題に「ライシテの軌跡」とある。原著が1998年に出版されたこの本が上に述べたようなライシテ議論高揚の流れと無関係ではないことは疑いもないが、しかしこうした事情を勘案したとき、本書においてイスラームやフランスの政治状況に関する言及がほとんどないという事実は逆に注目に値する。この本の冒頭でゴーシェはライシテが現代フランスがいだく「不安の源泉のひとつ」とであると述べ、その不安の原因を解明するためにライシテの史的展開を議論するとする。しかしゴーシェはこのライシテという概念はフランス社会の「世俗化」(laïcisation)や「政教分離」(sécularisation)という言葉と関連づけて理解するだけでは不十分であると述べ、宗教をめぐる近代の動きを指し示すために「宗教からの脱出」という表現を提示し、また彼の主著ともいべき書物で分析した概念「世界の脱呪術化³」と関連づけて問題を理解することを提案する。つまりゴーシェにとってライシテとは第四共和政あるいは第三共和政が発明したのではなく、さらにはフランス革命が生み出したものでさえない。それは太古の昔から脈々と流れ続けているある文明史的動きの最突端に位置づけられるものに他ならない。

こうした意味でゴーシェのライシテ論を論じることは彼の思想の全体を論じることに等しいが、ゴーシェの思索の射程は極めて大きい。彼が解明しようとしているのは人間が社会を形成することを可能にする原理そのものであり、そして彼が扱う主題の時間的スケールもエリアーデの言う枢軸期（世界宗教誕生時代）から現在に至るまで広大である。また彼の議論は逆説的な展開に満ちていて、決して簡明な理解を許さな

2 伊達聖伸・藤田尚志訳、トランスビュー刊、2010年。

3 彼の主著とは *Désenchantement du monde—Une histoire politique de la religion*, Gallimard, 《Bibliothèque des Sciences humaines》, 1985.

い。従って本論ではゴーシェ思想の全体像を一挙に解明することを目指すというよりは、ライシテをめぐる彼の議論の提起するいくつかの問題を『民主主義と宗教』その他の著作を広く参照して取り上げることにしたい。

まず彼の主著の題名にもなった「世界の脱呪術化」という概念から出発することしよう。これは彼自身が言及するように「世俗化」とか「政教分離」と微妙に交差しながら、決して重なりあうことがない、そのような概念である。ところで当然のことながら、この言葉からマックス・ヴェーバーの議論を連想する人は多いに違いない。実際、ゴーシェ自身もヴェーバーの用語との類似性については十分自覚的であり、しばしばそれに言及し、ヴェーバーとの距離を定めるよう努力している。たとえば1985年刊行の主著『世界の脱呪術化』冒頭で、ゴーシェはヴェーバーにおいては「脱呪術化」という表現は単に「救済の技術としての呪術の排除」を意味しているが、彼自身はこの言葉をもっと広く「不可視なるものの支配の終焉」や「神への完全依存からの脱却」という意味で用いるとする。しかしゴーシェはこのような意味の拡大はヴェーバーの真意を歪めていないと断言する (p. I-II)。

しかしヴェーバーとゴーシェの類似性と相違についてはもうすこし丁寧な議論が必要であろう。確かに両者の間には全体的な議論の類似性があり、歴史の全般的な展開についてはほぼ同じような方向性を指し示しているように見えることは事実である。しかし、脱呪術化という概念自体についてはその拠って立つ前提そのものに相違があるだけではなく、全体の議論の中でその概念が占めている位置には大きな違いがある。従ってこの二つの概念は、表現の類似性にもかかわらず、全く別物と考えるべきであろう。

ヴェーバーの脱呪術論については今更詳述するまでもない。カルヴィニズムの救済予定説は教会や聖典による救済の可能性を完全に排除し、それによって「世界を呪術から解放する」という宗教史上のあの偉大な過程、すなわち、古代ユダヤの預言者とともに始まり、ギリシャの科学的思考と結合しつつ、救いのためのあらゆる呪術的方法を迷信とし邪悪として排斥したあの呪術からの解放の過程は、ここに完結をみたのだ⁴。確かに「魂の救済」というのは歴史的には人間にとって極めて重要な問題の一つではあったのだろう。しかしゴーシェが「脱呪術化」という言葉で問題にしているものはそれよりも更に根源的な問題である。というのもそこで賭けられているのは「いかにして人は人として存在しうるのか」という問題だからである。

一言で言えばゴーシェが設定する課題は政治的空間の組織のされ方そのものである。

4 マックス・ヴェーバー著大塚久雄訳『プロテスタンティズムの倫理と資本主義の精神』岩波書店、2010年、《ワイド版岩波文庫》、p.157

それを解明するために彼は宗教の歴史的研究をおこなうのだが、その際、キーワードになるのは心理学、すなわち「主体」の歴史である。ただしここで「主体」という表現には注意が必要である。というのもゴーシェが問題にするのは密室の中の孤独な「私」ではなく、常に集団との関わりの中にある「人間」だからである。ゴーシェは自らが志向する学問を「超越論的人間社会学」と呼ぶ。その意味するところはこうだ。

人間的なるもの、人間を人間とするものについての理論という意味で人間学であり、また人間と社会というこの二つの側面は不可避的に関係しているので、それは同時に社会学でもある。最後に、超越論的であるというのはその全体が固有な意味で哲学的次元をもっていること、それが可能性の条件についての問いかけであることを示すためである。人類や社会が存在することが可能なのはどうしてなのか、これが私に関心をもっているテーマである。もっと正確に言うと、人間は本性的に社会的であるのだが、そうした人間のあり方と（・・・）我々の心的な組織とがどのように繋がっているのかを理解しようとしているのである。人間的なるもの＝社会的なるもの（l'humain-social）が変化しながら具現化していく様子を問いかけることによってそうした問題にアプローチしていきたいと思う⁵。

ゴーシェにとって人間がアルということは「社会的な存在」としてアルということである。ルソーのような自然状態の孤立した個人があって、それが社会を形成するという論理構成をゴーシェはとらない。しかし社会的存在としての人間も「自然」にアルわけではない。人間は社会的存在として自分自身を構成するのである。社会の外に人間は存在せず、人間は常に社会的存在としてアル他はないのだが、しかし特定の「社会的あり方」がアプリアリに存在するわけではない。人間はその「社会的存在」としてのあり方を時々刻々と選択する。だから様々な歴史的状況の中でさまざまな社会のありようがある。

しかし、そもそも《社会的存在としての人間》も自然にアルわけではないから、自分自身の「存在の根拠」を常に探し求めざるを得ない。或いはこのように言うことも可能だろう。人間は世界とはこのようなものであるという世界についてのある表象の仕方を選択する。そしてそうした表象がみんなによって共有されることによって初めて社会が成立すると言えるのだが、この表象は社会の、そして（人間は社会的存在でしかあり得ないのだから）人間の「存在論的基盤」ということになる。なぜならば、

5 Marcel Gauchet, *La Condition historique – Entretiens avec François Azouvi et Sylvain Poiron*, 2005, Gallimard, 《Folio-essais》, p. 13

そうした表象は人間=社会空間や人間の個人的・集团的^{アイデンティティ}同一性の可能性を規定し、人間の世界との関係を決定するからである。

【反「上部構造」論と「政治的なるもの」という概念】

人間は自分の存在論的基盤を「選択」する、——ある意味ではこれがゴーシェのもっとも基本的なテーゼである。これが眼目とする所はまず第一にマルクスの上部構造論批判である。経済活動・生産活動を歴史の原動力（下部構造）と考え、政治体制などはそうした下部構造の反映（上部構造）にすぎないとするマルクスの見解⁶に対してゴーシェは政治的なるもの（le politique）——すなわち集団（社会）を構成する原理——の絶対的な優先性を主張する。集団（社会）の中でしか生産活動も経済活動も行えないとしたら、集団（社会）を構成する原理が生産・経済活動によって決定されると考えるのは転倒した思考と言うべきではないだろうか・・・。

私は経済的なるものが政治的なるものを説明するのではなく、むしろ政治的なるものが第一であり、政治的なるものの姿をそれ自身の内部から説明するべきだと考える。そうして初めて経済的なるものがどんな風にしてそこから分離し、全体に影響をあたえていくのかを理解できるのである。（*La Condition historique, op. cit.*, p.21）

ゴーシェのヴェーバーとの共通点を見いだすことができるとしたら、それはまずこの点においてであろう。実際、ヴェーバーの議論の最も顕著な特徴は「資本主義の精神」について、それを資本主義的な生産・経済活動の産物とするのではなく、宗教的な感情にその源泉を求めた点にあったと言っても過言ではないだろう。ヴェーバーは実際ある所で「上部構造」という観念に明示的に言及し、その有効性を否定している⁷。

6 「人間は、その生活の社会的生産において、一定の、必然的な、かれらの意志から独立した諸関係を、つまりかれらの物質的生産諸力の一定の発展段階に対応する生産諸関係を、とりむすぶ。この生産諸関係の総体は社会の経済的機構を形づくっており、これが現実の土台となって、そのうえに、法律的、政治的上部構造がそびえたち、また、一定の社会的意識諸形態は、この現実の土台に対応している。物質的生活の生産様式は、社会的、政治的、精神的生活諸過程一般を制約する。人間の意識がその存在を規定するのではなくて、逆に、人間の社会的存在がその意識を規定するのである。」（マルクス『経済学批判』武田隆夫他訳、岩波書店、2011年、《岩波文庫》、p.13）

7 ベンジャミン・フランクリンの「天職」という観念の発生について述べた箇所ではヴェーバーは「この場合「物質的」関係の「観念的上部構造」への「反映」を云々するのはまったくの無意味だろう」と述べている。（大塚訳、p.85）

しかしそもそもこのような上部構造論批判そして「政治的なるもの」の先行性というテーマはゴーシェが属するグループ、反スターリン主義的左翼グループ《社会主義か野蛮か》の流れをくみ、全体主義批判からリベラリズムの再評価へと向かったグループに共通したものであった。とりわけこのグループの代表的思想家のひとりであり、ゴーシェにとっては大学時代の恩師でもあったクロード・ルフォールにとって「政治的なるもの」(le politique) という概念はその思想の中核をなすものであった⁸。ゴーシェはルフォールのこのような問題設定を継承し、政治的なるものの歴史の中での展開の解明をその中心的な課題の一つとする。ゴーシェによれば「政治的なるもの」とは

一連の構成的分割であり、そのシステムが人間の共同体に還元不可能な独自の特性をあたえる。人間の共同体はそれによって政治的共同体、つまり自己を統御する力をもった共同体となることができるのである。人間の共同体は自分を定義し、自分を組織し、自らに働きかける能力をもつ——実践的に、そして自らの構造を通して。人間的共同体のこうした作用はそのメンバーの意識的・意図的活動に先行するのである⁹。

政治的なるものとは集団を分節化し、構造化し、集団に「形」を与え、集団を集団として成立させるものである。我々は「政治 (la politique)」というと集団を管理するさまざまな装置や行為・活動を考えがちなのであるが、そうしたものに先行して集団を集団として成立させる契機そのものを考える必要がある。それが「政治」と区別される「政治的なるもの (le politique)」なのだが、その「中心的な機能」は「社会のメンバーに自分達が同じ空間に属しているという確信をあたえること、自分達が社会を構成していると理解させること」(ibid., p. 103)である。このような概念設定は、ゴーシェにとって社会が根本的に矛盾した二重性を内包した存在であるということを示唆している。すなわち人間は社会的存在であり、社会のなかでしか存在しえないにもかかわらず、社会そのものは決して「自然に」アルわけではなく、非存在へと転落する危険に常にさらされている……。

「政治的なるものの絶対的優先性」というゴーシェのテーゼに関連して我々はここでもう一人の名前を挙げておかなければならない。それは人類学者ピエール・クラス

8 ルフォールの著作のひとつは『政治的なるもの試論』と題されている。(Essais sur le politique, XIXe-XXe siècle, Seuil, 1986)

9 Marcel Gauchet, *La Condition politique*, Gallimard, 2005, 《Tel》, p.14

トルである。クラストルもやはり《社会主義か野蛮か》グループの周辺にいた人物である。彼は南米インディアンをフィールドとした人類学者で、主著『国家に抗する社会¹⁰』である種の「未開」社会が国家をもたないのは文明が未発達で国家を保有するに至らないからではなく、むしろ国家が発生しないように「意図的」に社会関係が構築されているからであるという主張を展開して大きな注目を浴びた。ゴーシェは『政治的条件』に収められたいくつかの論文（とりわけ1976年に発表された論考「政治と社会——未開人の教訓」）において彼の思索がクラストルの人類学的知見から多くの発想をえていることを明かし、とりわけクラストルの「社会学的行為」という概念の重要性を指摘する¹¹。「社会学的行為」とは「それによってある社会が権力や歴史や自然との関係、人間についての言説などの展開の仕方を決定する」(*La condition politique, op. cit., p.93*)、そのような行為である。こうした定義は抽象的でわかりにくいのだが、たとえば原始社会が国家の発生を抑制するという選択を行うこと（これは南米インディアン社会に関するクラストルの基本的テーゼだが）、このような「選択」が「社会学的行為」ということになる。国家が発生しないのは生産活動が十分発達していないから国家形成ができないという訳ではない、社会が自らの内に支配者と被支配者の分裂を生じさせないという選択を行い、そのように社会制度を構築するからである。社会のあり方は技術的進歩の度合とか生産様式等々によって決定されるのではなく、社会自体がそのあり方を選択し、決定するのだ。

【国家に抗する社会、あるいは絶対的な他律性としての宗教】

ここで我々はようやくゴーシェによる宗教の定義を提示することができる。すなわちゴーシェによれば宗教とは「社会的人間の自分自身に対する否定的な関係を社会的に表現し、具体化する形式」であり、「人間を自分自身に反して制度化する方法」(*Le Désenchantement, op. cit., p.10*)である。つまり宗教の本質とは「今、人間が生きている世界とその根拠との間に根本的な乖離を措定すること」(*ibid., p.11*)に他ならない。その「乖離」は二重の意味で成立することになる。すなわち我々の存在のあり方を決定したのは我々自身ではなく他者（先祖・霊・神々）であること、そしてそれが決定されたのは過去（起源）においてであること。そしてゴーシェによれば後者、

10 Pierre Clastre, *La société contre l'État*, Minuit, 1974 (邦訳、渡辺公三訳『国家に抗する社会——政治人類学研究』水声社、1987)

11 ゴーシェはクラストルのこの概念は「あらゆる社会組織を理解するための条件を根底からくつつがえす可能性がある」(*La condition politique, op. cit., p.93*)とまで述べる。

すなわち時間的な乖離はとりわけ重要な意味をもつ。というのも我々は過去に対してはいかなる働きかけもすることはできないからである。しかも起源において世界のあり方を決定したのは特定の創造神ではない。神が意図したから世界がこうあるわけではなく、起源においてそうであったから、それを我々が繰り返すことを余儀なくされる。従って世界を創造し、それ故に世界を改変する力をもった特定の創造神に訴えかけるという可能性さえ我々には与えられていない。

こうしてゴーシェは宗教を人間存在の自分自身についての絶対的な他律性の確認、自立自存の不可能性の確信と定義する。そうした意味でもっとも純粋な形での宗教は歴史の始原、国家が発生する以前の時代に（のみ）存在する。国家が発生し、世界宗教が誕生する以前、人は自分の（あるいは人間社会の）存在の根拠が自分自身の中ではなく、すべてを、生き方、規則、習慣などすべてを他者（先祖、英雄、神々）に負っていると考えていた。そうしたものは我々自身ではない他者によって、そして起源において一度限りで決定されたのであり、我々はそれを模倣し、繰り返すことができるだけである。

こうした自己の全面的な無根拠性、無力さの認識は原始の人間の物質的無力さとは無関係である。というのもそうした時代にも技術的革新（新石器の発明や農業の開始）は存在したからである。しかし、そのような技術的革新自体が時代の世界表象の中で「神（や先祖）の賜物」として取り込まれ、人間の能動的な活動の結果とはされない。歴史の中で必然的に生じるであろう様々な変化の存在は無視されるのである。つまりここで問題になっているのは事実としての人間の自存能力の有無ではなく、人間が自分を、そして自分の社会を表象する仕方なのである。

純粋状態の宗教、それは（現在と過去の）時間の分割という事実の中に集約される。すなわち現在は神話的な過去に全面的に依存し、現在の人間の活動のすべてが始原の真実を変化させることなく忠実に繰り返す。行為者としての人間は自分達の行為・行動に具体性と意味とを与えているものに対していかなる権利も主張できない——宗教はこのような事実を意味しているのである。（*ibid.*, p. 15）

そして、今一度確認しておこう、このような人間の絶対的他律性の確信が国家発生以前の太古の人々によって共有されたのは彼らの技術力・生産力が無に等しく、外界に対して能動的に働きかける力を欠いていたからではない。それはクラストルの言う「社会学的行為」の結果なのである。というのもゴーシェはこのような宗教概念をクラストルの人類学的知見とその「国家に抗する社会」についての考察からひきだしているからである。ゴーシェは『政治的条件』の序文でクラストルが明らかにした「一

見政治が不在にみえる所での政治という謎¹²」が「現代の政治的条件を理解するための鍵となる」と考えたと述べる。そして彼は次のように結論づけてクラストルに負っているものの大きさを告白しているのだ。

この直感をもとにして私の知的生活の全てが実践された。わたしがそこに何かを付け加えたとしたら、それはこの謎に対して私なりの解答を見つけたというだけにすぎない。(La condition politique, op. cit., p.13)

先に言及した論文「政治と社会」はこの著書『政治的条件』に収録されている。ゴージェはここでクラストル理論を詳しく紹介しているのだが、それを一読するだけでその宗教論がクラストルに負っているものの大きさは理解できる。ゴージェによれば、一般的に我々は現代西洋社会を到達点と考え、原始社会をそれとの比較で「欠如」として捉える傾向があるが、クラストルはそれを反転して肯定的に捉え、欠如としてではなく、積極的な拒否として捉える。すなわち原始社会に国家が存在せず、変化が存在しないのは、原始社会が国家や変化を拒絶し、そうしたものが出現しないように社会を組織しているからである。つまり原始社会は社会のなかに、社会から分離した権力が発生することを阻止する。ここで「権力」とは自らが決定し、それを実行する権限ということである。もちろん原始社会もリーダーの存在を知らないわけではなく、そこに社会的なアシンメトリーが存在するのだが、しかしリーダーが語るのは「先祖の法に従う」ことの勧告だけである。しかもメンバーはその言葉に従うこともないし、反論することもない。それはただ聞きながされる。原始社会に「権力」が存在するとしても、それは完全に「無力な権力」である。ただリーダーは集団の様々な社会関係が集中する中心点であり、社会組織の結節点である。それが社会の組織化を可能にし、社会に同一性アイデンティティを与える。

原始社会において人（あるいはその集合としての社会）は自分自身でそのあり方を決定することができない（と考える）。つまり人間は（あるいは社会は）主体として存在していない。このような社会においてもリーダーは存在し、そしてリーダーは法を遵守することをそのメンバーに勧告する。しかしそうしたリーダーでさえ、自らが語る「法」がどのようなものであるか解釈する権利をもたない。法を決定したのは過去の存在である。重要なことのすべては世界の起源において決定され、人間にはそれを改変する手段はいっさい与えられていない。先に述べたように、これは「他律的」な社会なのだが、このように社会を「外」から規定する力あるいは不可視の存在につ

12 これは「国家に抗する社会」というパラドクスのパラフレーズと考えてよい。

いて、現在我々が宗教という言葉が発するときに連想するような超越的主体を想像してはならない。そうした超越的主体と我々は（理念上は）交流可能であり、我々はそうした存在に祈ったり、懇願したり、その意志を変更するよう働きかけることは可能である。しかし国家に抗する社会において、我々が我々の存在の根拠を負っている不可視の存在は現在にはいない。それはただ過去において我々のあり方を決定したのである。そしてなによりそうした不可視の存在は単一ではなく、多数いて、単一の主体を構成しない。つまり世界の存在を根拠づける「構成的他者」は過去に位置し、そして主観的存在ではない。この世界には二重の意味で主体は存在しない——人間は他律的存在であり、主体ではないという意味において、そして人間の社会を外から存立せしめる不可視の存在も現在に存在する単一の主観的存在ではないという意味において。それでは主体はどのようにして出現するようになるのだろうか。それは「宗教からの脱出」をとおしてである。

【宗教からの脱出あるいは主体の誕生】

2003年に出版された『歴史的條件』は二人の質問者のインタビューに答える形でゴーシェが自らの思想を開陳したものであるが、その第九章は「主体の歴史という観念」と題されている。ここでゴーシェは「宗教からの脱出」を主体の問題と関連させて論じている。ゴーシェはヘーゲル、ハイデッガー的な意味で主体という言葉を用いると宣言し、主体とは近代的理性の歴史的な性格であり、主観性とは典型的に近代の産物であると述べるのだが、しかし実際には彼はそれを独自のやり方で歴史的な文脈の中に位置づけている。ゴーシェはまず三つの概念——「個人」と「人格（*personne*）」と「主体」を区別する。個人とは生物学的な意味での個体である。すべての人間は誕生すると同時に必然的に個体として存在する。次に、こうした個体は集団の中で生存するにつれて、その中で自分が他とは異なるひとつの存在であるという感覚を持ち、また他者からも個別的な存在であると認識される。そうした意味で人間の個体は人格でもあるということが出来る。この二つの審級は知的・社会的存在としての人間が必然的に所有する属性ということができよう。それにたいして「主体」はすぐれて近代の産物である。というのもこのような人格としての人間を内部から変化させ、「それを主体として定立する」（*La Condition historique, op. cit., p.252*）のは近代を生み出した「宗教からの脱出」に他ならないからである。

宗教からの脱出とはある種の人間のあり方——他者の印のもとに自分を把握し、自己措定するというあり方——からの脱出という意味で理解されるべきである。人間はその歩みのほとんどの期間、構成的他者に自らの姿を反映することで自分

を定義してきた。(・・・) 宗教からの脱出とは人間の定義から他者を排除するという現象である。すなわち人間の共同体が自分自身から出発して自分自身を定義するようになる。(・・・) 他律性の支配が自律性の世界に変化する。かつて人間は自分自身から切り離されていたが、こうして人間は自分自身に合流する。人間はかつて従属していたが、今や主体となるのだ。(ibid., p.253-254)

つまり主体とは他者によってその存在の根拠を与えられ、自らのあり方を予め決定された存在ではなく、自分自身の中に自らの存在の根拠を見だし、自らのあり方や行動を自分自身で決定する権利を与えられた(あるいは自らに付与した)存在である。そして先に述べたとおり人間存在がまずなにより社会的存在であるのだから、人間の社会についても同じ事が言える。宗教からの脱出とは人間社会が社会の外部に自らの根拠を見出すことをやめ、みずからの内にその存在の原理を見だし、自らのあり方を決定していく、そのような存在になることに他ならない。

しかしこの「宗教からの脱出」は一度限りで行われるわけではないし、またそれはある特定の仕方では実現されるというわけでもない。宗教からの脱出とそれがもたらす主体の誕生は何度も、そして様々な形で試行される。したがって宗教からの脱出(=主体の誕生)には歴史がある。しかしここでとりわけ重大なことはゴーシェがこの「主体の誕生」、つまり他律的存在から自律的存在への転換を「自己疎外」から「本来的自己への回帰」というシェーマで捉えてはないということである。というのもゴーシェにとって主体の誕生とは外部の他者に依拠することをやめながら、しかし再び自己の内部に「他者」を見出すことに他ならないからである。上の引用に続けて、ゴーシェは次の様に論じる。

しかし人間が主体になるのは極めて意外な道・方法をとおしてである。つまりそれは自分自身との一致とは正反対である。フォイエルバッハ風の自己回復というシェーマに従えば、人間は疎外から解放されることによって自分自身に対する透明さを回復するということになる。しかしおこったことはそれとは正反対である。(・・・) かつて超自然的他者が人間の自分自身との機能的同一性を生みだしていた。自律性という形而上学的同一性が生みだされた今、人間の自分自身に対する関係は機能的他者性となった——、社会や政治の集団的次元においても、また個人的次元においても。(ibid., p.254-255)

超越的他者によって自分を定義し、その同一性を構成することをやめても、人は自分自身になる訳ではない。自分自身の中に再び他者をみいだすのだ。

ただしこの「内的他者性」について誤解が生じないようにする必要があるだろう。

これは構造主義全盛の時代によく語られた「わたしではなく言語（あるいは階級意識、あるいは無意識）が語る・・・」といった類の「主体の消滅」論とは全く異なる。ここで問題となっているのはむしろすべての存在の根源的な無根拠性である。先の引用で示された発言に対してインタビュアーはゴーシェの意図が「宗教から脱出しても、別の疎外に陥るにすぎないということでしょうか」と質問する。それに対してゴーシェは「疎外という言葉は本当は適当ではない。というのも固有の意味で自分とは異なる存在が実体的にあるわけではないから。」と述べる。彼の意図はすなわちこうである、宗教からの脱出の後では、

私は私が何であるかを私とは違う他者と関連づけることをしなくなる。ここで問題になっている他者というのは自分と自分自身のはざまに出現するものだ。それは形而上学的な意味で、自己との最終的同一性の内部に書きこまれるものである。私の行動の理由は私自身から発するのであり、外から押しつけられた運命によるのではない。また、社会の動きを決定する理由も超越的存在に由来するわけではない。しかしそうした理由にアクセスしたいと思っても、この他者性のためにわれわれは構造的迂回路に永遠にさまよい、それとの還元不可能な分離を運命づけられている。それを自分のものとすることは永遠に不可能なのだ。(ibid., p.255)

かつては「宗教によって提供された外的・実体的他者性が人間の内なる他者性を覆い隠し抑圧していた」。その結果、人間は自己の無根拠性を克服し、自分がなにであるかを不安なく確信することができた。しかし宗教によって覆い隠されていた内なる他者性は「宗教の支配が後退するにつれて自己を展開するようになる」(ibid., p.254)。宗教的他者性が排除されることによって人間は真の自分を見いだすのではなく、自分の無根拠性と直接対峙することを余儀なくされるだけだ。自分が存在しないわけではない——この点でゴーシェは「主体の消滅」論者とは完全に異なる¹³。しかし自分が何であるかは永遠に不明であり、永遠に探索されなければならない。主体の誕生とは主体が遂に把握されることがないという認識の誕生でもあるのだ。

集団に関しても同じ事が言える。社会もまた本来的に無根拠な存在であり、自分が

13 ゴーシェは「主体の消滅」論者を「疑惑の哲学」と呼び、次の様に述べる。

疑惑の哲学はこの点で完全に道を間違えている。それは主体の自分自身に対する透明性という誤った信念を否定しようとして主体の不存在を科学的に実証しえたという幻想に陥ってしまったのだ。(・・・) 完全な自己回復を否定しても「主体は存在する」と言うことはできる。むしろ、そうした誤りが正されることによって、主体についての理解は大いに深まるのだ。(ibid., p.262)

何であるか予め自明なものとして与えられていない。だから社会もまた、ひとたび超越的他者によって規定されることをやめると、無限に可塑的なものになる。神話で与えられた世界の起源のシーンが永遠に繰り返される原始社会——つまり起源の時点で存在の「本性」が固定されている社会——から、宗教からの脱出によって自律的社会に変化するという事は、常に変遷し、時間の中で自分の姿を永遠に探索することを余儀なくされるということに他ならない。

こうした新しい状況の中で内的他者性に媒介された新しいタイプの自己反省行為 (réflexivité) が生まれる。

それは自分自身に対して自分が何であるのか、自分が何をするのかを説明することを要求するが、それにたいする答えが与えられたとか獲得できたと感じられることは決してないか、そうでなくともますます減少する。自己を理解し、自己の存在を正当化する欲求があらゆるレベルで増加する。(・・・) 人間は昔からずっと自分の行動の理由づけをおこなってきた。しかし(宗教からの脱出以降) 自分にとっても他人にとっても、自分の真の^{アイデンティティ}同一性・本当の欲求・動機・能力——要するに自分が十全な意味で自分でありうるのは何故なのかについて自分に説明したり、自問したりする必要性がますます高まってきた。人間が《主体》になったというのはそういう意味においてなのである。(ibid., p.257-258)

このように人間の領域から宗教が撤退することによりきわめて逆説的な事態が発生する。すなわち自律的になった人間は外部から意味を与えられることをやめ、自分が「何」であるかを自ら決定し、外部から行動を指示されることをやめて、自らが行動を選択しなければならなくなるのだが、しかし自分が「何」であるかについて予め答えは用意されていない。従ってこうしたプロセスによって誕生した主体は存在しないわけではないが、それ自体は空虚である。しかし空虚でありながら、主体は宗教からの脱出以降の世界において様々な領域で中心的な役割をはたすようになる。宗教的主体、知の主体、政治的主体……。信仰において与えられた啓示から信仰する主体に重点が移り、世界についての知は予め私に与えられるのではなく、「私」が探求する対象となり、そしてホップズからルソー、カントに至るまで、過去を踏襲するのではなく、いかにして主観性に立脚した人間共同体を形成するかについての理論が構築されるようになる。つまり宗教からの脱出以降、様々な歴史が主体的存在という観念を軸として同時平行的に進行していくのだ。

【キリスト教、あるいは宗教からの出口としての宗教】

宗教からの脱出、それは人間の歴史のなかで様々な出来事を契機として徐々に進行していく現象であり、特定の事件によって一度限りで行われるわけではない。もちろん、歴史のなかでとりわけそうした変化を促す画期的な事件はある。そうした宗教からの脱出の顕著な契機となった出来事としてゴーシェが特記するのは次の様なものである——紀元前千年紀にとつぜんおこった国家の出現とエリアーデの言う枢軸期の宗教の誕生、一神教の出現、キリスト教の誕生、プロテスタンティズムの発生、絶対王制＝国民国家の成立……。これらはすべて始原の時代の完全な他律的世界から自律的世界が誕生するためのステップなのだが、ここで挙げられている一連の現象がすべて宗教にかかわるものであり、そして我々にとってはある種の連続性を感じることができるものであることに注目しよう¹⁴。実際、ゴーシェによれば宗教からの脱出と不即不離の現象である主観性は宗教そのものにその源泉をもっているものであり、そしてとりわけキリスト教は「宗教からの出口となる宗教¹⁵」(*Le Désenchantement, op.cit.*, p. II)と——ゴーシェ特有の逆説的な表現で——形容されている。ゴーシェは16世紀から宗教からの脱出の最終的な局面が始まり、そこで人間の主体が到来したとしながら次の様に続ける。

しかし主体はそれ以前に別の次元で存在していた。主体は神的なるものから人間の世界にもたらされたのだ。宗教の内部で、人間的秩序を統括する不可視の優越的原理の主観化が大昔から進行していたのである。(*La Condition historique, op.cit.*, p.281)

つまり「宗教からの脱出」というのは宗教そのものの変質がもたらしたもののなのだ。原始社会にあった宗教は「客観的宗教」つまり徹底的な外在性の宗教であり、起源のシーンを永遠に繰り返すことを強制する宗教であった¹⁶。そこには意志をもって世界を創造したり、変更したりすることができるようなものは存在しない。つまりそれは

14 絶対王制も宗教戦争のなかから生まれてきた。ゴーシェによれば絶対王制とは平和を実現するために戦争の原因となった宗教感情をコントロールする必要がでてきた、そのために「世俗的権力が宗教的権威をも従属させることを宗教的に許可された」、それが「王権神授説と呼ばれるものの論理なのである。」(*ibid.*, p.295)

15 ここで「宗教からの出口」としたのは「宗教からの脱出」と同じ表現、*sortie de la religion* である。*sortie* は「外にでる行為」の他に「外に出るための場所」すなわち「出口」も意味するが「キリスト教」の同格表現としては「出口」の方がふさわしいと判断した。

16 もう一度繰り返そう、ゴーシェによればこれが宗教のもっとも本来的、純粋な形である。

人間にも、また人間に法を強制する根拠となる超越的次元にも、主観性が一切存在しない世界であった。それに対して人格神の宗教では神は意志をもった存在である。だから我々は世界のなかに神の意図を読み解くようたえず促されることになるだろう。もちろん多神教の世界では世界は特定の神の意志によって恣意的に変更されることはない。そうした意味でそのような世界において主観性には限界が存在する。しかしそれでもそれは主観性による世界統御への第一歩となったのだ。

そして一神教が出現すると主観的原理による世界支配はさらに進行する。自然宗教的な神から人格神の発生、一神教の誕生、さらにはキリスト教による神の現世への受肉——こうした一連の事象は一見して超越的存在の全能性を高め、現世への支配力を強化することにより、人間の他律性をより強大にするように見える。しかし実際にはそれはまったく逆の効果をもっているのだ。何故ならそれは超越的存在を恣意的な力の所有者とし、より確固とした主観性を備えた存在にするからである。そうした主観性を保有した超越者に対して人は祈り、嘆願し、意志を変更するよう働きかけることができる、そのような存在にするだろう。それは世界の根拠が過去にあり、現在においては起源の行為を忠実に繰り返すことを余儀なくされ、一切の改変を許されなかった状況を一挙に変更し、超越者を我々と同じ時間的次元（現在）に置くことになる。存在の基礎が過去から現在に移行したこと、これは人間社会の自律性拡大への大きな一歩である。ゴーシェはこうした事態を彼特有の逆説的な表現で次の様に定式化している。

神々が偉大であれば偉大であるほど、人間は自由になる。

(*Le Désenchantement, op.cit.*, p.53)

あまりにも強大な権力は卑小な存在の一挙手一投足に関心を払うことはない。卑小な存在はその卑小さを盾とし、その影に自由な空間を確保することができるのだ。原始宗教の起源という観念に対して国家発生後の、そして枢軸期以降の宗教は創造という観念を対置する。しかし創造主は世界をつくったのだが、同時にこの超越神は世界から不在する。神の創造の意図、つまり世界の意味は存在するが、しかしそれはもう人間に与えられる（あるいは押しつけられる）ことはない。神はあまりにも偉大で隔絶された存在だから、神の意図は超越の世界にのみあり、この世界にはない。意味は与えられることをやめ、解明されるべきものとなる。こうして

世界の客観性が神の分離の究極的な結果である。(*ibid.*, p. 56)

この極度に凝縮された表現を敷衍して説明すると、それはこういうことだ——神が

世界から分離され、超越神となることによって、神の主観から独立した世界の客観性が誕生する。そして

それはさらに人間を神の知性に対して自律的にし、解放して知の主体とする。
(*ibid.*)

神が主観的存在となることにより世界の客観性が誕生し、人間が知と行動の主体として独立する——これもまた極めてゴーシェ的なパラドクスなのだが、それはキリスト教については次の様に表現される。中世において教会権力と国王権力という「ヘゲモニーを主張する可能性のある二つの勢力」が対峙しながら、

その一方(この場合には霊的権力)が白日のもとに自己の立場を確固としたものにしたとき、それは対立する主張(世俗的なものの自律性)の表現を解放し、そして文字どおりそれを刺激する。これは構造の効果である。彼岸に全てを従属させるという意志が、同時に、此岸の還元不可能な独立性を明らかにする。(・・・)神へ奉仕するために此岸での生活をそれなりに犠牲にするだけでは十分ではなく、この世のすべてをそれにむけて組織しなければならない。というのも神は単に世界のなかでもっとも高位の存在であるというのではなく、世界とは絶対的な他者であるからだ。だから地上的次元の自律的正当性と内在的妥当性を体現し、それに形をあたえる権威が出現する可能性が生じる。(*ibid.*, p. 219)

その結果、教皇権の正面に皇帝権力が屹立・対峙するようになる。しかしこの逆説的テーゼの中でとりわけ逆説的なことは、この対立が「新しい信仰の基本的な構造そのもの、すなわち救世主の人間性に根ざしており、その矛盾しながらも不可分な複数の潜在性を表現している」(*ibid.*, p.220)に他ならないという事実である。「人の子」イエスの二重性が彼岸と此岸の併存を正当化し、絶対的な神の主観性から世界の客観性を誕生させる根拠となったのだ。

我々はこれまで何度かヴェーバーについて言及し、そのゴーシェとの距離感を測ってきたが、ここで両者の関係についてもう少し輪郭をはっきりさせることができるだろう。というのもゴーシェがヴェーバーにもっとも近づくのは、脱呪術化という表現の類似性ではなく、このキリスト教が「宗教の出口としての宗教」であるという逆説的な指摘においてである。宗教的動機が外宗教的世界を出現させ、キリスト教という彼岸志向的な宗教そのものが世界内的活動を促進したという逆説、これがゴーシェとヴェーバーをつなぐ一本の太い線である。こうした意味でゴーシェが自分自身を「精神の上でヴェーバー主義者であり、忠実な弟子である」(*Condition historique, op.*

cit., p.190)と形容するのは全く正当である。ただゴーシェはヴェーバーについて極めて重大な留保を表明する。というのもゴーシェは「ヴェーバーはその全般的な見通しを誤っているように自分には思える」(傍点筆者)と述べているからだ。その理由のひとつはヴェーバーが歴史を「合理化」の増大へと向かう一方向的な動きととらえていることである。実際、ゴーシェが我々に展開して見せてくれる歴史の動きは、その一部として合理化という側面を含んでいるにせよ、それとはもっと異なった次元の問題、人間の自らの存在の根拠を探索するという欲求を原動力としているのだ¹⁷。

ゴーシェは「歴史哲学を避けることはできない」という論文でもヴェーバーの「合理化」論に言及し、彼の「脱呪術化」がヴェーバーの「合理化」とは異なると述べ(*ibid.*, p.183)、さらに11世紀にキリスト教によって実現された彼岸と此岸の分離は「歴史の創造性」であるとする。

ちなみに言うと、それだからこそ私はヴェーバーの「合理化」論に追随することができないのだ。合理化という観念は人類が自らの真の力に到達するのは必然的であるという考え方を含んでいるからだ。(*ibid.*, p.198)

「歴史の創造性」、つまりそれは必然的ではない。ゴーシェの脱呪術化論にはある輝かしい未来に向かって歴史が必然的に、そして予定調和的に進行するというイメージを抱く余地は一切ない。むしろそれは不確定な未来へと向かう虚無への跳躍を連想させる。

【近代における《宗教からの脱出》の第三期】

先に「主体」について述べたことをもう一度想起しよう。ゴーシェにとって主体の自律化は疎外からの解放や本来的な我との合流を意味しない。むしろそれは自分自身の中にある「他者性」という新たな亀裂を見出すことに他ならなかった。集団的な次元で言えば、これは脱呪術化が社会の宗教からの「解放」を意味しているにしても、それは必ずしもより「合理的」に組織された、あるいは本来あるべき社会の実現を意味しているわけではない。むしろ脱呪術化の極点にゴーシェはある種の危惧を感じているようにさえ思われる。あらゆる桎梏から解放され、自律的であろうとする社会は社会として成立し続けることができるのだろうか。それは社会統合力を失って、アノ

17 「(合理化という概念は) 西洋世界を推進する力が形而上学的な源泉をもっていることを見えずなくするという大きな不都合をもっている。」(*La Condition historique, op.cit.*, p.191)

ミー的な社会に陥ってしまうのではないだろうか——このような危惧がゴーシェの論調の中に感じられるのである。このことを明らかにするために『民主主義と宗教』で展開された議論を紹介することにしよう。ここでゴーシェは近代における宗教と国家の関係について、それを三つの時期に分けて論じている。それは疑いもなく社会がより大きな自律性を獲得していく過程なのであるが、その極点に待ち受けているものが何であるかについてはオプティミストとは言いがたい記述しかない。

近代の第一期、それは絶対主義王政時代から大革命までの「絶対主義的従属」の時代である。王権神授説とは宗教的正当性の名の下に国家が宗教的権威から独立し、さらには教会が国王権に対して「従属」的な地位をもつようになったことを意味する。確かに個人も絶対王権に従属する。しかし社会は全体として宗教の支配から解放され、そうした意味で人間社会はより「自律的」になる¹⁸。個人の意識もドグマからの自律性を獲得する¹⁹。さらに絶対主義は教会支配からの脱却を実現することによって国民主権の思想を準備する。

近代の第二期は大革命から1975年にいたる「共和主義的分離」の時代である。とりわけこの時代については第三共和政時代の政教分離をその到達点として考えるべきだが、その特徴はリベラルな政教分離である。すなわち宗教が絶対王権に従属するのではなく、宗教と政治権力が分離し、宗教に公的空間以外の新しい活動の場が与えられる。1905年の政教分離法も、公的空間からの教会の影響力の排除というよりも、私的空間で集団的なもの（宗教も含む）が構成される自由が創設されたという点に力点を置いて考えられるべきなのだ²⁰。ただこの宥和的な分離も「公的領域の卓越性が非常に目立つ枠組みにおいてなされた」。そしてこの「公的領域の卓越性」がフランスにおいて共和主義と呼ばれたものに他ならない。（p.77）

こうした自由主義的な分離は共和国を弱体化させるどころか、それを強化する。というのも政治権力は宗教と分離すると同時に、それ自体が霊的な価値を帯びたものになっていくからである。

18 「これまでは、神とのかかわりにおいて信仰者が個人として自律化したことが、近代的個人主義のルーツとみなされて、大きく取り上げられてきた。ところが、それに劣らず重要なのは、集合体を秩序づける原理が宗教的に自律化して、国家に具現されたことなのだ。」（『民主主義と宗教』前掲書、p.63）

19 「ここで重要なのは、この（宗教の政治への）従属化が良心の尊重へとつながっていったことである。」（同上、p.65）

20 「（第三共和政における）共和派とカトリック派の争いは、国家の権威の伝統という観点から眺めると、自由主義的な分離の精神にかかわっている。課題は、市民社会が有する自律的な組織能力の承認であり、宗教問題もこの構図に収めることだった」（同上、p.76-77）

教会と国家の分離は、精神的な射程を有する卓越性の原理を、現世的権力に適用する道が探られてはじめて可能になった。(p.79)

ゴーシェは誤解を避けるために極めて慎重な物言いをしているために引用したテキストの表現が抽象的になっているが、要するに教会に代わって共和国が聖性を帯びた観念になるが、しかし国家はかつての教会と同じ役割をはたすわけではない。ゴーシェは第三共和政時代の思想家ルノーヴィエを引用しながら、こう語る——共和国の市民は学校教育において「市民が祖国に対して神聖な負債を負っていることの意味が教えられ、集合的なものが第一義的に重要だということが叩き込まれる。」(p.86)ただしそれは「人間が自分達の運命を集団で決める力をもつ」(p.87)という自律性原則が大前提となる、そうした意味での「共和国の聖性」と理解されなければならない。

そして現代は近代の第三期とされ、「戴冠せる市民社会」の時代と形容されるが、それは教会の圧力が極限まで低下したためにそれと対抗して自己規定してきた国家自体が緊張感を喪失し、集団的なものの価値が低下した時代と言うことができる。「他律性」という観念が政治的意味を喪失したためにその対概念である市民の「自律性」という観念自体が変質を余儀なくされる。今や信仰をもつ人々にとってさえ人間の共同体の成立のためには超越的なものに依拠しなければならないなどという考え方はナンセンスにしか思われえない。しかし

同時に、それと並行して、それまで他律を転倒させることで作り上げられてきた自律のイメージは、そのダイナミズムを失ってしまった。勝利を収めることによって凡庸化してしまった。(p.117)

この第三期の特徴としてゴーシェがあげるものを列举しよう。公的空間の卓越性が喪失され、それと同時に私的空間が自己主張を始める。集団的目標に価値が感じられなくなり、集団的なものに参加するよりも個人の自由の保護が中心課題になる。生きることの意味が公的空間から私的空間に移行する。国家から独立した市民社会が自由に活動を始めるようになる。個人の私的権利が最優先されるようになり、公的権力は公益を追求するというよりもそうした個人の私的権利を実現するための手段にすぎなくなる・・・。

ゴーシェによればこれは転倒した論理である。共和国の起源において「権利」というのは集団的なものへの帰属によって根拠づけられたものだが、いまやそれは個人の中からひきだされたものとなる。かつては市民であること（すなわち集団のメンバーの一員であること）が個人であるための「決定的な契機となるような政治参加のイメージ」が存在していた。

人間集団に形を与える作業に参画している瞬間こそ、個人は最も自分自身であり、自分の根源的な条件を見いだす。（・・・）市民としての社会への所属と、個人としての社会からの独立とは、矛盾するどころか、互いの真正性を保証しあっていた。人間は、市民であるとき十全に人間となるのである。（p.127）

しかし今や市民であることから発する「市民権」に依拠するのではなく、「個人に帰属する権利」（p.125）である人権が政治的主張のもっとも強力な道具となる。他律性と自律性、集団的なるものと個人的なるものの対立の中で成立したバランスが現代において崩壊し、個人がひたすら自分自身の中に存在の根拠を見いだそうとするとき、社会は依然として存在し続けることができるのだろうか——このような不安に満ちた問いをゴーシェのテキストから聞き分けざるを得ないのである。

【ボベロによる近代における《世俗化（laïcisation）》の第三段階】

ゴーシェの問題意識の性格を際立たせるために、ここでライシテ研究の重鎮のひとり目されるジャン・ボベロの議論を取り上げよう。ボベロもライシテを論じたある著作²¹で近代におけるライシテの歴史を三つの段階に注目しながら論じている。その時代区分はゴーシェのそれと少々ずれるが、それは大きな問題ではない。ボベロの第一段階は1789～1806の人権宣言からナポレオンのコンコルダに至る時期、第二段階は1880～1905の第三共和政時代の政教分離、第三段階は1968－1989の現代である。第一・第二段階は政治権力による教会権力のコントロール拡大の時期であり、年代的なズレはあるがゴーシェの「絶対主義的従属」、「共和主義的分離」にはほぼ相当すると考えてよい。しかしボベロによればフランスにおいては世俗化 laïcisation は世俗的なるものの神聖化をもたらしたのだ。

フランスでは他国よりも葛藤的な形で宗教の脱呪術化のプロセスをたどったが、その結果、包括的な（社会全体の）世俗化とその一部としての脱宗教化は《共和国の価値》を強調する中で世俗主義的な呪術化の要素を多数含むようになった。（p.59－60）

その例としてボベロは医学をあげる。革命前、宗教が死を管理し、重病になると終油の秘蹟をうけることが重要であった。しかし徐々に治療優先となり、そのために終油

21 Jean Baubérot, *Laïcité 1905–2005, entre passion et raison*, Seuil, 2004

の秘蹟を受けない者も多くなる。そして1803年、「無資格医療行為禁止法」が制定される。医学がまだ《呪術的段階》にあって、近代的科学として成立しておらず、治療法として実効性がないにもかかわらず、医学が共和主義的の制度の中に確固とした位置づけを与えられたのである。これは世俗的手段の呪術化と言うべきであろう。こうして死の管理が聖職者から医師の手に移り、死が制度として「世俗化」される。が、それは同時に国家という世俗的の制度の呪術化の過程でもあったのだ。19世紀末には国家が国民に医療を提供することが義務化され、1902年には種痘法で個人が医療措置を受ける義務さえ発生する。共和国の制度の一環として医学や教育が国家の義務であると同時に、個人の義務となる。それは個人が自己の判断で受け入れるか拒絶するか決定するものではなく、市民として無条件に受け入れることを強制された制度なのである。

そして第三段階、それはこうした共和主義的公的の制度（すなわち脱呪術化した公権力それ自身が「呪術化」した結果成立したの制度）自身が脱呪術化される時代である。医学に関しては我々は今や安楽死など医療を受けない権利を獲得したり、あるいは議論したりしているし、また一方的に医療措置を押しつけられるのではなく、患者の知る権利、治療を選択する権利が保障されるようになっている。教育についても19世紀末のめざましい教育改革は国民に「その子弟に教育を受けさせる義務」を強制したのだが、いま我々は教育を受ける側の権利に対する配慮なしに国民教育について議論することは不可能になっている。つまり共和主義的世俗的の制度自身が脱制度化され、世俗化によって確立されたの制度が脱呪術化されつつあるのである。

ボベロ風に表現されたこの第三段階は拘束的の幻想からのさらなる覚醒ということになるだろう。第一・第二段階に成立した世俗主義的の制度がそれ自身、拘束的の幻想となってしまったからである。それに対してゴーシェの第三期にはそのような解放がもたらす明るい光は輝いてはいる。それはむしろ寿命を迎えた太陽が爆発を起こす寸前のような不気味な光で輝いている光景なのである。

【結論に代えて —— あるいは脱幻想という幻想】

ゴーシェは哲学者リュック・フェリーとの対談を収めた本の中で「脱幻想という幻想」について語っている。

我々の文化の中で教育された人々が（「絶対」に属する）経験を理解するためにもちいる言葉から出発しなければならない。そうした経験が存在するということが自体は、それを脱構築すると主張する人ですら否定はしない。ただ彼らは、我々より上から来る呼びかけの背後にどんな抑圧・支配・決定論的思考が隠されてい

るかを示し、そうした病から未来の人類を治療しようとしているだけだ。彼らは要するに我々に思慮深いエゴイズムを教育しようとしているのだ。まるで我々にはそういう教育が必要であるかのように・・・²²。

ゴーシェの宗教論・文明論は極めて独創的な性格をもっているのだが、この近代の第三期の評価については彼を現代フランスのある有力な思想潮流に位置づけることができるだろう。それは西川長夫が「共和主義的反動²³」と呼ぶ、本来はフランス思想界の左翼的な環境から出て来たが、近年、公共空間の弱体化に強い危機感を感じる人々、ツヴェタン・トドロフ、アラン・フィンケルクロート、レジス・ドゥブレなどである。フランスでは依然として左翼・右翼という概念が（日本とは異なり）機能し続けているが、しかしそれだけでは整理が不可能になっていることは確かである。そうした軸にもう一本、共和主義的普遍主義と多文化主義的個別主義、あるいは公共性の回復を最も優先的に考える人々とそれに対立する人々という軸を付け加えるべきであろう。後者はまた同時に脱幻想の永久運動を信じるロマンティスト、前者は批判的批判の限界を批判するプラグマティストということになるだろうか。ゴーシェの議論は極めて微細なニュアンスに満ちており、明確な判断は容易ではないが、この点については彼が後者のグループに属することだけは確かであろう。

22 Luc Ferry et Marcel Gauchet, *Le Religieux après la religion*, Grasset, 2007, 《Le livre de Poche》, p.85-86 (1ère éd. Grasset et Fasquelle, 2004)

23 西川長夫「共和主義的反動について」（三浦信孝編『普遍性か差異か——共和主義の臨界、フランス』藤原書店、2001年所収）

The Prussian Encounter with Japan in the Personal Letters of Friedrich zu Eulenburg, Leader of the Prussian Expedition to East Asia, 1860-1862

外国語学部 Richard Szippel

Introduction

In 1900, in the wake of the recent acquisition of colonial concessions in Tsingtao in China and as a result of the positive efforts of Kaiser Wilhelm II to promote German colonization and commerce in East Asia there was great public interest in German colonial activity in the Far East. It was in this context that Graf Philip zu Eulenburg published the personal letters addressed to him and his family by his brother Graf Fritz zu Eulenburg (1815-1881), leader of the Prussian Expedition to East Asia from 1860-1862.¹ Eulenburg had been entrusted with the mission of obtaining official commercial treaties with Japan, China and Siam, which he was able to accomplish after painstaking negotiations in the case of Japan and China. Eulenburg, who never married, addressed his letters to his only brother and his family, with whom he maintained a very close relationship. While the letters were never intended for publication and indeed contain many references to family members and their activities, as the editor remarks, the history of the opening of official relations between Prussia and Japan described in the letters takes on new meaning for the expansion of German activity in East Asia at the time. Furthermore, the letters also give a good description of the circumstances involved in diplomacy in parts of the world that were still more or less closed to contact with European countries at the time.²

This paper will examine Eulenburg's letters in order to show how the leader of the Prussian Expedition personally understood the nature and significance of the first official encounter between a German state and Japan.

The letters deal with the entire expedition to East Asia, that is China, Japan and Siam, but this paper will limit itself to a discussion of Eulenburg's activities in Japan. After a brief sketch of the background of relations between East Asia and the Western powers and the commissioning of the Prussian Expedition, the paper will describe Eulenburg's observations on Japan, depicting not only his encounters with Japanese officials in the process of the negotiations, but also his observations of Japan and the Japanese people. In contrast to the official narratives of the Prussian Expedition³, which aim to provide a factual and general description of conditions in East Asia, the personal letters of Eulenburg present a close-up, first-hand account of the often difficult relations between European nations and Japan in the first years after the opening of the country to diplomatic and commercial relations after two centuries of self-imposed isolation.

I. The Prussian Expedition to East Asia, 1860-1862.

East Asia and the Western Powers

Contacts between Europe and East Asia in modern times began with European overseas exploration in the sixteenth century. However, these contacts were relatively limited due to the great geographical distances and traditional attitudes towards foreign nations which made China and Japan reluctant to deal with the encroaching Europeans. With the industrialization of Europe, the populous East Asia countries attracted renewed interest as potential customers for European goods, but due to deep reluctance to engage the Western powers, formal relations were established with China only after direct military action and in the case of Japan, only under the threat of military action.

A series of treaties formalized the relations between China and the major powers, The Treaty of Nanking (1842), which settled the "Opium War" between China and Great Britain, the treaty of Wanghsia (1844) with the United States, the Treaty of Tientsin (1858), signed by China with Great Britain, France, Russia and the United States in the aftermath of further Anglo-Chinese hostilities, together created an unequal treaty system, which guaranteed the rights of Westerners at the expense of the Chinese, lasting

into the twentieth century. This treaty system stipulated the opening of certain Chinese ports to trade under consular supervision, the principle of extraterritoriality, whereby foreign citizens would be placed under the legal jurisdiction of consular and mixed courts, a tariff rate highly favorable to the Western powers, the establishment of foreign legations in Peking, and the admission of Christian missionaries to the interior of China. This treaty system also became the model for European relations with Japan.

European relations with Japan began with the arrival of Portuguese missionaries and merchants at the end of the sixteenth and beginning of the seventeenth centuries. For a time, English and Dutch merchants also traded in Japan until fears of the potentially subversive influence of Christian missionaries led the Tokugawa regime to close the country to all Europeans, except for the Dutch, who were permitted after 1641 to trade under close supervision at a small settlement on a man-made island called Dejima in the confines of Nagasaki harbor.

At the same time as interest in trade with China grew, Japan also attracted the attention of the European nations. Several attempts in the first half of the nineteenth century by Great Britain, Russia, France, and the United States failed to establish relations. In 1854, United States was able to pressure Japan with a thinly veiled threat of force into accepting a treaty of "friendship" allowing, among other things, for American ships to call in the ports of Shimoda and Hakodate and to purchase supplies. Other Western powers soon made similar treaties. In the face of China's defeat by Western powers and its forced acceptance of the opening of the country, the Japanese reluctantly accepted a treaty with the United States in 1858 that stipulated a treaty port system similar to that of China: the opening of certain Japanese ports and permanent residence of merchants, consuls and diplomats, conventional tariff rate, the right of legal extraterritoriality. The Netherlands, Russia, Great Britain and France soon negotiated similar treaties with Japan.

The Prussian Expedition to East Asia, 1860-1861

The opening of China and Japan for trade and commerce created interest among shipping and commercial circles in the northern states of Germany,

especially in Prussia, and the Hanseatic cities of Hamburg, Bremen, and Lübeck, and in countries of the Zollverein. Since the 1840s German ships and merchants had been trading in Asian waters, there was a Prussian proposal in 1843 to make an approach to China to demand the same rights for its citizens as had been already conceded to Great Britain. According to the proposal, a *Handelssocietät* was to be established in Singapore, which would then be able to expand its activity to China.⁴

Due to the small number of German ships involved in the Asian trade, most merchants were willing to allow the other powers with formal treaties to represent their interests when necessary. However, as rivalries and nationalistic feeling among the powers grew with the expansion of trade, it was becoming less and less desirable for German interests to be represented by other powers, since German merchants were afraid of being disadvantaged without the legal protection offered them through consular officials of their own nation.⁵

The opening of China and Japan to foreign trade created great interest in Asia not only among the German commercial and shipping circles. Two Germans, who had participated in the expedition of Perry to Japan in 1853-54, Wilhelm Heine⁶ an illustrator on Perry's expedition to Japan, and Friedrich Lühdorf⁷, captain of the *Greta*, a German ship hired to carry coal for Perry's expedition, wrote accounts of their travels in Asia which also served to heighten interest in China and Japan.⁸ In Germany, newspapers like the *Kölnische Zeitung* had also been closely following events in Japan.⁹

In the midst of growing interest in East Asian trade, on 15 August 1859, a Prussian cabinet order approved a plan for an official expedition to the area for the purpose of signing treaties of trade and commerce with the governments of China, Japan, and Siam. Appointed to lead the expedition was Graf Friedrich zu Eulenburg, who was named “Außerordentlicher Gesandter” (envoy extraordinaire) and “Bevollmächtigter Minister” (plenipotentiary) to the courts of China, Japan, and Siam, and was authorized to negotiate treaties not only on behalf of Prussia, but also for the Zollverein States, for the Hanseatic cities of Bremen, Hamburg, and Lübeck, and for the archduchies of Mecklenburg-Schwerin and Mecklenburg-Strelitz. Preparations for the Expedition were begun after the Prussian Landtag gave its approval for the expenditures of the mission in March 1860.¹⁰

Graf Fredrich zu Eulenburg was born in Königsberg in 1815 into a well respected aristocratic family and had a long career in the Prussian civil service. After studying in Königsberg and Berlin, in 1835 he began several years of work at various administrative positions, and served in various diplomatic posts beginning with an appointment as Generalkonsul in Antwerp in 1852 and Generalkonsul in Warsaw in 1858. After the successful completion of his mission to the Far East, he was awarded a high Prussian order, the Order of the Red Eagle (Rother Adlerorden II. Classe). He became Minister of the Interior under Bismarck and was well-known for his efforts to introduce various administrative reforms. Retiring from public service in 1878, he died in 1881 in Schöneberg near Berlin.¹¹

As noted in the Official Narrative, the Expedition had several other objectives in addition to the signing of official treaties of trade and commerce with the governments of Japan, China and Siam. For example, the Expedition was also intended to provide an opportunity for Prussia to show its flag abroad and to provide its fledgling Navy to prove its worth, thus allowing it to raise its prestige at home and abroad. Another stated purpose of the Expedition was to make a contribution to the growing body of scientific knowledge of the geography, flora and fauna, and the natural environment of the East Asian countries visited. It was also expected to investigate the possibilities for the development of markets in the area for the expansion of German industry and commerce.¹²

The political importance of the Prussian Expedition to East Asia has been noted in several studies that treat the role of Prussia in the rise of Germany and its expansion in the age of imperialism in the latter half of the nineteenth-century. The successful completion of the treaties not only gave a solid legal and practical basis for German trading activities in Asia, it also raised the prestige and influence of Prussia as the leading economic and political power of Germany and helped consolidate its role in the eventual unification of Germany in the establishment of the German Empire in 1871. Although Germany was a late-comer to overseas colonial and trade expansion in the second half of the nineteenth and beginning of the twentieth centuries, the success of the Prussian Expedition to East Asia helped established the basis for Germany's advancement as one of the major players on the stage of international politics in East Asia at the turn of the twentieth century.¹³

Apart from the political significance of the expedition, however, the inclusion of scientists and merchants among the members of the Expedition to collect scientific and commercially useful information served to broaden the appeal of the Expedition beyond the boundaries of Prussia and contributed to the formation of a sense of nationalism throughout the various German states. The *Kölnische Zeitung*, a newspaper known for its liberalism and patriotic-national spirit, devoted much coverage to the plan and preparations for the Expedition. As the newspaper pointed out, although the Expedition was being organized by the Prussia government, it had also been given authorization to negotiate treaties on behalf of the German Zollverein, the Hanseatic cities, and the two Mecklenburgs. The paper thus referred to it as the “*deutsche*” Expedition.¹⁴

Altogether, some 800 men comprised the personnel of the Expedition, including the crew of the four ships assigned to transport the group. Eulenburg's immediate staff included four diplomats: Legations-Secretär Pieschel and three attachés, von Brandt, von Bunsen, and Graf August zu Eulenburg, the nephew of the leader of the Expedition. There were also several scientists and experts: the botanist Wichura, the zoologist Dr. von Martens, the geologist Dr. Freiherr von Richthofen, the agricultural expert Dr. Maron, the artist A. Berg, the illustrator Wilhelm Heine, the photographer Bismark, the gardener Schottmüller, the Prussian merchants Grube, and Jakob, the Prussian Councilor of Commerce Wolff, and the merchant Spiess, who was a representative of the Chamber of Commerce of Saxony.¹⁵ Several members of the expedition, including the above mentioned Spiess,¹⁶ Maron,¹⁷ and Heine,¹⁸ as well as the Arcona's naval chaplain J. Kreyher¹⁹ and Capt. Reinhold Werner,²⁰ commander of the *Elbe*, later published accounts of their travels in East Asia with the Expedition.²¹

After completion of the mission, an official narrative of the Expedition was published in a three-part series containing a total of eight volumes. The first part consists of four volumes and describes the journey of the Expedition from Europe to Asia and the conditions in those countries, together with an account of the treaty negotiations.²² The second part consists of a scholarly description of the flora and fauna encountered during the Expedition by the botanist von Martens (vol. 5 and 6) and the biologist Wichura (vol. 7).²³ The third part, which comprises the eighth volume, is a collection of drawings by

Berg, depicting various scenes of Japan, China, and Siam.²⁴

II. The Prussian Encounter with Japan during the Expedition

The letters of Eulenburg give a close-up, personal description of the activities of the Expedition in the Japan from the viewpoint of its leader. Several things stand out as he describes his dealings with the Japanese during his five month stay in Japan. First, there are the difficulties involved in the negotiation of the treaties. Eulenburg complains time and time again about the obstinacy of the Japanese officials, and their refusal to take the Europeans and Americans as serious partners in the international political and economic setting. On the other hand, he paints a rather positive picture of his experiences with the still relatively unknown Japanese people, their culture, and their way of life.

The Difficulty of Dealing with Reluctant Japanese officials

Graf Friedrich zu Eulenburg and the main members of his immediate entourage sailed from Ancona on May 23, 1860, travelling on commercial ships via Suez and Ceylon, arriving in Singapore on 2 August, where they met up with the four vessels assigned to the Expedition: the 2320-ton steam-powered corvette *Arkona*, which served as the flag ship, the 1533-ton sail frigate *Thetis*, the 95-ton schooner *Frauenlob*, and the clipper *Elbe*, which had been purchased for the purpose of carrying the supplies for the Expedition's needs as well as gifts, and samples of German products to be distributed in the countries to be visited by the Expedition.²⁵

The *Thetis* and *Frauenlob* left Singapore on 11 August, while the *Arcona* left two days later, on 13 August. On the way to Japan, the ships encountered a typhoon, delaying their arrival, with the *Arcona* arriving in Edo on 4 September, the *Thetis* ten days later, on 14 September.²⁶ The *Frauenlob*, with all hands aboard, was lost at sea. Deeply touched by the loss of the schooner, Eulenburg regretted the loss of the excellent officer who commanded the schooner and thought that it was a mistake to send such a small ship on the mission.²⁷ The *Elbe*, which had sailed by a different route and had orders to stop in Hong Kong if necessary, arrived in Edo on 6

December, to Eulenburg's relief.²⁸

Upon arrival in Japan, Eulenburg immediately wrote an official request to the Japanese government asking for suitable lodging for himself and his staff. The government sent several officials on 5 September to inform Eulenburg of the preparations and a note was sent on 6 September explaining that living quarters had been arranged in Akabane.²⁹ Eulenburg's first encounters with Japanese officials took place after moving into his quarters. On 8 September Eulenburg received three "governors" (*bugyō*)—Sakai Oki no kami, Hori Oribe no kami, and one whom Eulenburg described as the official "spy," whose name he did not know—accompanied by a large retinue. After introductions, they smoked and drank tea.³⁰ A few days later, they had another visit from the same *bugyō* and a translator. In his description of the encounter, Eulenburg writes of the lively atmosphere of the meeting that was enhanced by the Japanese officials' fondness for champagne.³¹

Eulenburg's first direct contact with the Japanese government took place on 14 September, when Eulenburg visited one of the Ministers of Foreign Affairs. Wishing to follow what he understood to be the Japanese custom, he rode in a *norimono*, escorted by his sailors and a marine honor guard with the Prussian Flag in the vanguard, and accompanied by several other minor attendants carrying umbrellas and other objects. After introductions and exchanging pleasantries, the discussion became more serious and lasted a total of three hours. The minister told Eulenburg that it was impossible for the Japanese government to make a treaty with Prussia, because of strong public opinion against it. When Eulenburg replied that he would not leave Japan until he had a treaty, the minister promised to bring the matter up to the *Taikun* (*Shōgun*) again and would send a reply. Summing up the day's events, Eulenburg complained that he was in a "bad mood" and that "nothing had gone as planned."³²

Eulenburg had been worried about the success of his mission from the start, and with negotiations beginning on such a poor footing, he began to grow impatient. About a week later on 18 September Eulenburg again received the three *bugyō*, who merely repeated the Minister's position that it was impossible to make a treaty because of the strong domestic opposition to the opening of the country. In his letter to his brother, Eulenburg wrote that he had told the *bugyō* that if he did not receive a more favorable answer

within the week, he would take a more strident tone. He also related that he served the officials champagne and sardines, but wouldn't offer them anything again unless they brought better news next time.³³ A few days later, the same three *bugyō* appeared unexpectedly and repeated the same message. Losing his patience, Eulenburg wrote, that he could not conduct business with them anymore unless they had authorization from their government to negotiate a treaty. He also requested them to ask the minister for another meeting.³⁴

On 24 September, the *bugyō* came to announce to Eulenburg that the Minister of Foreign Affairs would see Eulenburg on 4 October. The official business ended, they then proceeded to have a private conversation while enjoying champagne, cigars and pipes. The promised meeting took place on 2 October. However, although the meeting took a long time, nothing much was accomplished. Eulenburg described the Japanese as stubborn, yet admitted that they had made at least one step forward, in that although they insisted that they were not able to conclude a treaty now, they did promise that they would negotiate one in the future. Eulenburg rejected this offer outright and when he declared that he would write a diplomatic note to explain his position and asked for another meeting to discuss it, they agreed. Eulenburg was clearly frustrated: "In the meantime, I will explode my last mine through the mediation of the other foreign envoys. If that doesn't help, then I am at my wit's end."³⁵

Due to the importance of the treaty for Prussia and with a long mission to obtain treaties from China and Siam ahead of him, Eulenburg's growing impatience with the lack of progress in negotiations is understandable. However, from the Japanese viewpoint, the longer the negotiation process could be drawn out, the more time it had to deal with the domestic opposition to the opening of the country. As Michael Auslin points out, the Japanese considered negotiation as a way to defend itself against the encroaching Western powers: "Negotiation was more than mere dialogue with the treaty powers, however; it encompassed the response to the West. In the Japanese case, negotiation is better understood as a form of resistance.... Japanese officials selectively employed tactics designed to frustrate Western plans while maintaining the fiction of adhering to the treaties."³⁶ As we shall see, although it took another two months, a breakthrough was achieved through the good offices of Townsend Harris, the American envoy.

A similar sign of progress was also made, as Eulenburg wrote on 15 October, when the Japanese agreed to various requests concerning the exchange of money, the furnishing of the quarters and the supplying of the vessels of the Expedition.³⁷ Nevertheless, Eulenburg's patience was growing thin. Members of the Expedition, especially the captains of the naval vessels were complaining of boredom. As he wrote, not only was he himself frustrated at the lack of progress, he now had to listen to the complaints of his own staff, which demanded even more patience.³⁸

Eulenburg had to wait more than four weeks for a reply to his letter to the Minister. In the meantime, He unpacked some of the gifts for the *Shōgun*, a pair of globes, which he planned to send in hopes of accelerating progress in the negotiations. “He won't get the other gifts until I have my treaty, and if I don't get a treaty, he won't get anything either.”³⁹ On October 26, 1860 Eulenburg presented the globes to the *bugyō* and also gave them pieces of amber jewelry for their wives.⁴⁰

Eulenburg also tried to make use of what he had learned about the Japanese art of diplomacy from dealing with the Japanese so far. On October 26, 1860, when he called the *bugyō* to visit him and asked them the status of his latest note to the Minister and they refused to talk business, he feigned disinterest: “Since, as I have learned from experience, here in Japan it is better to assume the appearance of complete indifference, I didn't ask them if the Minister intended to see me again soon. I am convinced that they will report this indifference to him and that he will let me hear something from him.”⁴¹

Eulenburg's frustration and doubts about the prospects of success were also clearly expressed in a letter dated 29 October. While holding out hope that the mediation of the American envoy Townsend Harris would bring progress to the negotiations, he also expressed anxiety, complaining that “it takes divine patience to proceed with the slow pace of negotiations without getting nervous, especially when one can be sure that the whole world believes that the blame rests simply in my ineptitude. But what means should I use to make the Japanese more amenable?” He goes on to explain that he can only use the power of persuasion, and cannot resort to bombarding the city of Yeddo (Edo) with the small fleet at his disposal. Furthermore, the other objectives of the Expedition were also in jeopardy, since the scientists, and

specialists were unable to gather much information.⁴² The reference to naval bombardment was an allusion to the pressure of military power that nations such as Britain and France were able to bring to bear in their relations with the Japan and China. In fact, Eulenburg was hoping that the news of the recent capture of the forts at the mouth of the Peiho River by the French and British in their war with China would make an impression on the Japanese: “Perhaps that will give the Japanese a little scare and make them more pliant towards us.”⁴³

On 1 November 1860 Eulenburg received discouraging news from Townsend Harris, who reported that the Japanese government maintained that it was still not in a position to make a treaty with Prussia. Eulenburg did not hide his disappointment, but wrote that he had had many bitter experiences in life and that this setback put him in a bad mood for a few hours, and then he was over it: “I have nothing to blame myself for, and *ultra posse nemo obligatur*.”⁴⁴

The reply from the Minister to Eulenburg's diplomatic note that finally came on 12 November 1860 was negative, however: the Minister had written that Prussia would surely be “reasonable enough not try to force a treaty on Japan when it had no desire to do so.” For Eulenburg, it was enough to “make me lose courage and patience.”⁴⁵

However, a breakthrough in the stalemate was reached on 6 December, four months after Eulenburg's arrival in Japan, when Townsend Harris visited Eulenburg to report the “good news” that the Japanese government was prepared to name a plenipotentiary to negotiate a treaty with Prussia.⁴⁶ In one of his letters, Eulenburg wrote that the British envoy Rutherford Alcock mistakenly thought that it was British intervention that brought about the breakthrough. Eulenburg himself considered the American envoy Harris the most helpful and skillful of the foreign representatives in Japan and attributed the recent success to his good offices. However, Eulenburg did say that he was also grateful for Alcock's assistance in general, although he dismissed the French envoy as being too preoccupied with himself to be of much help to the Prussians.⁴⁷

Indeed, Harris' intervention was instrumental in breaking the Japanese resistance to the Prussians. In his meetings with the Japanese government to recommend the Prussian treaty, Harris proposed that the opening of Japanese

ports to the Prussians could be arranged to be carried out not immediately, but delayed by a year or two. This delay was very attractive to the Japanese government, which saw in it a way to assuage the growing movement in the circles that opposed the opening of the country.⁴⁸

The official exchange of credentials took place a week later, on 13 December. Eulenburg describes the customary reluctance of the Japanese to engage the matter directly, so he decided to move things along by presenting his own credentials, which was then reciprocated by the Japanese. The formalities were followed by the usual champagne, sardines, cold meat and conversation.⁴⁹

Although the substantive negotiations had begun, things did not go smoothly, and Eulenburg was still very anxious about the outcome. On 22 December, after receiving the *bugyō* and a new interpreter, Eulenburg wrote: "I am still anxious and imagine that there will still be something that comes up to disturb the progress of negotiations."⁵⁰ He also described a meeting with the minister on 24 December as "unpleasant," and wrote that he was on the point of becoming rude at the minister's obstinacy and pettiness.⁵¹

Further substantive negotiations took place on 28 December 1860, when basic agreement was reached on the seven articles of the treaty. However, Eulenburg was afraid that at the next meeting the finicky Japanese would demand to go over it all again. "At the negotiations, the people are terribly ponderous. It takes great effort to express a sentence or even a word differently than the wording of the earlier treaties. For an hour today they questioned what kind of relationship there was between the Prince Regent and the King, and why the latter doesn't abdicate, if he is so sick, or whether the Prince Regent exercises all royal powers, or shares them with the King."⁵²

To Eulenburg's chagrin, the negotiations dragged on for a month since the Japanese "raise objections over every detail." Eulenburg shrewdly conceded several non-essential points and was able to get some concessions in return.⁵³ He described the similar circumstances of a meeting on 3 January:

The people have no idea of the real sense and import of the terms of the treaty. They fight only over words, but so obstinately that today it took two and a half hours to dissuade them from a completely senseless wording of an article which they had proposed. The interpreter Moriyama is the only one who

understands something, but he is a damned fellow, who continually makes things difficult for me. Despite all this, we have finished the entire deliberations today. However it is to be taken for granted that the Japanese will raise a host of objections again later.⁵⁴

In fact, the interpreter Moriyama did raise further questions over detail several times, but Eulenburg refused to deal with him and demanded to deal directly with the *bugyō*, who 8 January 1861 finally declared that they were satisfied with the wording of the treaties and considered the negotiations to be completed.⁵⁵ Nevertheless, a week later, on 15 January 1861, when Eulenburg tried to hand over the official gifts for the *Shōgun*, the *bugyō* requested additional changes, and Eulenburg refused. Eulenburg's resoluteness had an effect and they did not insist on the changes. The gifts were then handed over.⁵⁶

That same day, another serious complication hampered the negotiations. This was the murder of Henry Heusken, the interpreter of the American legation, whom Townsend Harris had put at the disposal of Eulenburg to help in the negotiations. Heusken was used to spending almost every day with the Prussians, and would return to his lodgings at the American legation after supper. Although accompanied by Japanese officials assigned to guard him, he was waylaid by seven men on the way home and was fatally wounded in the stomach. Eulenburg sent Dr. Lucius, his physician, to aid him, but Heusken died within a few hours, ostensibly from loss of blood. Eulenburg was deeply moved by the death of Heusken, who had been a constant companion during the Expedition's time in Japan.⁵⁷

In the wake of Heusken's death, Eulenburg feared that the incident might be used by the Japanese as an excuse to refuse to sign the treaty. His repeated inquiries about the status of the treaties were answered by the simple statement that the Japanese government was not yet ready: In the aftermath of the murder of Heusken, there had not been enough time to prepare the necessary copies of the treaty. Eulenburg wondered "whether there would be a signing of the treaty, or whether the Japanese government is so perfidious as to place more difficulties in the way."⁵⁸ On 22 January, he received word from Harris that the Japanese Minister for Foreign Affairs had told him that the treaty with Prussia would be ready within a week.⁵⁹

The next day, the *bugyō* called on Eulenburg to tell him that they would come the next day at 1:00 pm for the official signing of the treaty. There was, however, one last delay. In his last meeting with the Minister, Eulenburg had asked for and was promised a guarantee in writing that Prussians already in Japan would be allowed stay even before the treaty was to go into effect on 1 January 1863. Eulenburg had yet to receive this written guarantee and it was clear from the explanation of the *bugyō* that the Japanese intended to renege on the promise. At this point, Eulenburg lost his patience and declared that “such behavior appears to be faithless to me, and I would under no condition sign the treaty until I had the written promise of the Minister in my hands.”⁶⁰ The document was delivered several hours later, which led Eulenburg to believe that the document had already been prepared, but the *bugyō* had been instructed to dissuade him not to insist on it. He reacted to this tactic of the Japanese by describing them as “Perfides Volk!”⁶¹

Finally, on 24 January, five months after the arrival of the Expedition in Japan, the signing ceremony took place. As it turned out, Eulenburg had succeeded in concluding a treaty between Japan and Prussia alone, without the states of the German Zollverein, the Hanseatic cities, and the two Mecklenburgs. Eulenburg, was of course disappointed, yet he realized the value of the treaty to German interests in general, especially in allowing Prussia to enhance its status among the German States. Overwhelmed with joy, Eulenburg wrote in a letter on the day of the signing ceremony, he took the treaty to his room and pressed it to his heart “like a child that came into the world with a difficult birth.” He further observed that “it no longer mattered what becomes of the rest of the Expedition. Whether anything more is achieved or not, whether we drown or otherwise perish, the main objective has been fulfilled and there can be no more talk of disgrace. I thank God on my knees for helping so much.”⁶² Actually, already on 24 December, Eulenburg wrote that he had resigned himself to the fact that it would apply only to Prussia, and not the other German states.⁶³

In a letter dated 11 January 1861, Eulenburg wrote that the treaty would definitely not include the other German states. While he admitted that this did not reflect well on his diplomatic skill, he maintained that it was still a good outcome for Prussia, and for Germany as a whole. In fact, he wrote,

just as he arrived in Japan, Prussian merchants had been ordered to leave the country, but now they had been guaranteed the right to stay and to engage in business. The treaty would also allow Prussia to take the initiative among the other German states:

Prussian will be able to take part in the lively trade between China and Japan, but only Prussian ships and not ships of Hannover, Oldenburg and Hamburg. Germans wishing to do business in Japan must become Prussian or pretend to be Prussian. Whoever wishes to export German goods to Japan must use Prussian ships. For the next ten or twenty years, Germany will be represented here only by the black and white flag of Prussia, and I think "c'est précisément ce qu'il faut." ⁶⁴

Since Eulenburg had been authorized to negotiate also for other north German states, the failure to include them in the treaty caused considerable disappointment in Germany.⁶⁵ In actuality, as indicated by Eulenburg's remarks above, the problem could be solved by the other German states flying the Prussian flag. This setback was also mitigated by the fact that the treaty with China, signed on 2 September 1861, and the treaty with Siam, signed 6 February 1862, included all the German states that Eulenburg had been authorized to represent.

Furthermore, the treaty with Japan had greater significance for Prussia and Germany than the treaty with China. In a letter dated 20 December 1860 Eulenburg commented on a news he had received from Lord Elgin, British High Commissioner to China, who at the time was overseeing British military operations in the recently ended Second Opium War with China. Eulenburg had been expecting some diplomatic help from Elgin in obtaining a treaty with China. However, Lord Elgin informed him that the Chinese might not be willing to deal with Prussia until they see how the present treaties with the other powers would work out. This was a disappointment to Eulenburg, but he felt that with what he had learned in Japan, he would not need to depend as much on diplomatic help as before. Furthermore, he considered the treaty with China less important than the one with Japan:

If I only get a treaty here, then the essential thing has been achieved. I will act

on my own in China, and if I don't succeed, that won't hurt, for Prussian ships and Prussian subjects are already now being treated like Englishmen and Frenchmen, and have little to lose if a treaty with China is not made. The situation here is different. The subject of a state that has no treaty with Japan is not even allowed on land, and if I leave without a treaty, Japan will be closed to Prussia for a long time.⁶⁶

Having accomplished his mission in Japan with the signing of the treaty, Eulenburg made preparations to pack up his things and personnel to move on to China for the next leg of the Expedition's journey. After making the appropriate courtesy calls to the foreign legations, including a sad farewell to the still deeply grieving Townshend Harris, and receiving Japanese officials for the last time, Eulenburg left his lodgings on 28 January with his staff and military escort for the landing place in Edo Bay to board the *Arcona*. The ship sailed to Yokohama and departed from there with the rest of the fleet on 31 January, bound for Shanghai, via Nagasaki.⁶⁷

Observations on the Japanese people in general

As we have seen, Eulenburg's account of the tedious treaty negotiations is filled with frustration at the intransigence and obstinacy of the Japanese officials with whom he was dealing. On the other hand, in other parts of his letters, Eulenburg writes with a curious admiration for the Japanese people, their culture, and their way of life. Eulenburg and his staff made frequent, almost daily rides on horseback to see various parts of Edo as well as the country side. They were always accompanied by Japanese officials carrying the two swords of the samurai warrior class, who were stationed at the quarters of the Prussian legation to provide security for the Prussians.⁶⁸ Eulenburg resented the limitations that this put on his movements, and often complained of being under guard and feeling imprisoned.⁶⁹ Eulenburg put little stock in the reliability of the Japanese police and the officials assigned to protect him, and carried a revolver when he went out on his rides.⁷⁰ His resentment did not diminish, even when the Japanese government increased the guards at the foreign legations and requested that going out be avoided out of fear of attacks on Westerners by a plot of 500 *rōnin*, or masterless

samurai, who opposed the opening of the country. Eulenburg considered the threat to be exaggerated by the Japanese government in order to gain some diplomatic advantages from the foreigners,⁷¹ and preferred to manage his own security by strengthening the guard with his own sailors and marines.⁷² Even after the murder of Heusken, when the Japanese government recommended that the foreign legations withdraw to Yokohama, Eulenburg considered the danger exaggerated. At a conference of the British, American, French and Prussian representatives to deal with aftermath of Heusken's murder, Eulenburg tried to play the mediator, toning down the harsh tone of the diplomatic note to the Japanese Government that had been drafted, which to Eulenburg sounded like a "declaration of war."⁷³ The British, French and Dutch envoys thought that all the legations should withdraw to Yokohama, while the American Townsend Harris had decided to stay in Edo. For his part, Eulenburg intended to remain in Edo, but he nevertheless agreed to write his own note declaring that the withdrawal of the legations was justified.⁷⁴

Despite the danger and the Japanese close supervision of his movements and as a diversion from the tedium of the protracted negotiations, Eulenburg made many excursions which allowed him to observe some of the life of the people in Edo and its surroundings. He found the city itself full of hustle and bustle, the noise of which sometimes disturbed his work in his lodgings, and considered the busiest quarter of Berlin to have a monastic quiet in comparison.⁷⁵ Eulenburg was not very impressed by the view he saw from a hill overlooking the city, pointing out the lack of tall buildings or towers, with houses of the same height spreading out as far as the eye could see.⁷⁶ On the other hand, Eulenburg thoroughly enjoyed the natural beauty of the Japanese landscape on his rides through the countryside, remarking on one occasion that he had never seen such beautiful fall foliage.⁷⁷ Similarly, enjoying the view from a mountaintop cemetery overlooking Nagasaki harbor, he observed that there was nothing more peaceful than a Japanese cemetery.⁷⁸

Among the things that caught Eulenburg's attention on his rides were markets, tea houses, temples and bath houses. As for the latter, Eulenburg was especially struck by the nonchalance and lack of shame of the Japanese bathers who did not try to hide their nakedness.⁷⁹ Wherever Eulenburg and

his company went, they attracted much attention among the people. Eulenburg writes of being crowded so closely that they could not pass through. Sometimes police and officials cordoned off sections of the places that the Prussians visited, to keep the crowds away.⁸⁰ At times Eulenburg found the laughing and shouting crowds annoying, especially when they called the Westerners “Tojdjien backa” [*tōjin baka*], or “crazy Chinese or foreigner,” an epithet that Eulenburg sarcastically described as “very flattering.”⁸¹ At the same time, however, he seemed to enjoy amusing the curious and onlookers by passing out buttons to the women and children.⁸²

Interestingly, Eulenburg showed some understanding for the curiosity of the Japanese and their excited reaction to the Westerners whom they were seeing up close for the first time. “We must appear strange to them as Japanese would appear to us in Berlin.”⁸³ Nor did he seem to mind the crowds when they happened to come upon a puppet show and he and his party seemed to attract more attention than the performance itself. He even found the puppets depicting Westerners to be humorous and laughed at them along with the crowd.⁸⁴ Eulenburg showed a similar openness to Japanese culture in describing a several course dinner that had sent over from the Japanese government shortly after arrival of the Expedition in Japan. He admired the small, delicate dishes in which the food was served, and although he found the taste of *sake* “horrible” and the food “unpalatable” to European tastes, this did not prevent him from tasting everything, and he found the entire thing “very amusing.”⁸⁵

There were also several aspects of the Japanese people that he admired and described in positive terms. For example, some small figurines he had brought from Europe as gifts had broken on the voyage to Japan. He had thought they were impossible to repair, since they were made of cast-iron, but a Japanese handworker surprised him by being able to fix them: “One of the figurines came back today, excellently repaired. The people are very skillful.”⁸⁶ He was also amused by the dexterity of Japanese performers who made small butterflies out of paper and could make them fly around the room by waving a fan at them. He described the performance as one “surpassing in grace anything I have ever seen” in this type of performance.⁸⁷

Other characteristics of the Japanese that Eulenburg admired were their frugality, interest in learning, and child-rearing practices. As an example of

Japanese frugality, he related the story of a resourceful *rōnin*. While many *rōnin*, he explained, resorted to robbery and crime to support themselves, the son of a *rōnin* employed by his interpreter Heusken was able to support his family on the modest salary he was given for his services. “Could someone live in an aristocratic residence among us at home on a monthly income of 1 *Thaler* and 15 *halbengroschen*?”⁸⁸

He was also surprised to hear a Japanese asking in passable German about the needle guns that the Prussians carried. Eulenburg dismissed the assumption of his staff that the man had been assigned to spy on them, pointing out how easily some of the Japanese servants engaged for the household needs of the expedition had been able to count in German and understand simple commands. He also found it amusing that one of the *betto*, a minor official, enjoyed addressing his comrades with the word “Schafskopf.”⁸⁹

Similarly, Eulenburg also admired the way Japanese raised and cared for their children. He was quite impressed by the ten- to twelve-year old boys who accompanied the Japanese merchants. Eulenburg described them as well-bred and with the best of manners and appearances. He also admired the childrearing practices of the Japanese, who, as he related, never struck their children, and for that reason one never heard a Japan child crying, unless it had fallen and hurt itself, or was frightened by the sudden appearance of the Westerners galloping by.⁹⁰

On the other hand, Eulenburg found other aspects of Japanese culture less praiseworthy or even peculiar. For example, commenting on a recent large fire that destroyed the three biggest theaters in Edo, he added that he had never been to the Japanese theater and would never go, since “they are not at all set up for a good and proper clientele. The good and proper Japanese never go to the theater.”⁹¹ He also referred to the Japanese custom of displaying the severed heads of executed criminals on trees. The head is displayed for one, two, or three days, depending on the nature of the crime and if no one came to claim it, it is thrown to the dogs. The death penalty is levied for many crimes, and a servant who steals from his master is killed “mercilessly.”⁹²

Another thing that Eulenburg found peculiar was the Japanese custom of ritual suicide, *hara-kiri*. Around the middle of October, Eulenburg had been

informed that the Lord of Mito, who had been involved in the murder of the “regent”⁹³ a few months earlier, had died and that there would be an eight-day mourning period for him. When he later learned that the Lord of Mito had actually committed ritual suicide, Eulenburg remarked how strange it was “that the government had ordered the lord to kill himself and then announced a mourning period for him.”⁹⁴

We have already seen that Eulenburg was greatly frustrated by the tedious treaty negotiations with the Japanese government officials. Although he realized that this obstinacy was a result of the reluctance to make concessions to the encroaching Westerners in face of domestic opposition to the opening of the country, he also considered the protracted art of negotiating a part of Japanese culture. For example, on one of his excursions, he wished to visit a Buddhist temple, but the priests did not want to let him and his party in. Eventually the Japanese officials accompanying him persuaded the monks to allow the visit. “Every discussion among the Japanese takes a long time. The present one took an hour or so.”⁹⁵

Conclusion

When the Prussian Expedition to East Asia was commissioned, Japan and China were still relatively unknown, mysterious and exotic lands to most Europeans. As the examples from his personal letters show, Eulenburg's account of the Expedition's activities with his personal first hand observations embellishes the description of the official narrative of the Prussian Expedition to East Asia. The official narrative also describes Japanese officials as polite, yet strict and keen on limiting the contact of the Westerners with the local populace as much as possible, constantly supervising them, and even going so far as to prevent their exercise of the right of free trade.⁹⁶ Essentially, the officials seemed to be doing all they could to delay the implementation of the treaties.⁹⁷ Eulenburg's accounts of his dealings with the Japanese officials fleshes out the story and supplies concrete details of the intricacies of the negotiating among people of different cultures, with limited experience of contact with each other.

Similarly, the comments in Eulenburg's letters on the general character and disposition of the Japanese fills out in greater detail the official

narrative's account of encounters with ordinary Japanese, whom it described as basically friendly and hospitable, especially when encountering the Westerners for the first time.⁹⁸ As the official narrative relates, during their excursions in the countryside, the members of the Expedition were treated with friendliness as well as curiosity, but never with suspicion, by the people.⁹⁹ Similarly, the Japanese whom the Prussians engaged as servants proved to be very faithful and loyal, and won the praise of their masters.¹⁰⁰ Eulenburg's descriptions add color and detail to the account of the encounter of the Prussians with Japan from the personal viewpoint of the leader of the Expedition.

Where the official narrative of the Expedition aimed at providing a factual and general description of conditions in East Asia, the personal letters of Eulenburg gives an insight into the intricacies of cross-cultural encounters between Germans and Japanese who had until then very little contact with each other. As such they also paint a very colorful picture of the behind the scenes workings of diplomacy at a time when European nations and Japan were learning how to deal with each other in the aftermath of the abrupt opening of the country after two centuries of self-imposed isolation.

NOTES

- 1 *Ost-Asien 1860-1862 in Briefen des Grafen Fritz zu Eulenburg, Königlich Preußischen Gesandten, betraut mit außerordentlicher Mission nach China, Japan und Siam.* Edited by Graf Philipp zu Eulenburg-Hertefeld, Berlin : Ernst Siegfried Mittler und Sohn, 1900.
- 2 *Ibid.*, p. v.
- 3 Richard Szimpl, "The Image of Japan and Europe in the Official Narrative of the Prussian Expedition to East Asia, 1860-1862," 南山大学ヨーロッパ研究センター報 第9号、2003年 37-56頁 [Bulletin of the Nanzan University Center for European Studies, vol. 9, 2003, pp. 37-56].
- 4 *Die preussische Expedition nach Ostasien. Nach amtlichen Quellen.* 4 Bände. Berlin, 1864-1873., Bd. I, p. vii.
- 5 Georg Kerst, *Die deutsche Expedition nach Japan und ihre Auswirkung.* Hamburg: Cram, de Gruyter 1962, pp. 16-17.
- 6 Wilhelm Heine, *Reise um die Erde nach Japan*, 2 Bde. New York und Leipzig,

1856. There are one-volume translations in both English and Japanese of the section concerning Japan: William Heine, *With Perry to Japan: A Memoir by William Heine*. Translated, with an Introduction and Annotations by Frederic Trautmann. Honolulu: University of Hawaii Press, 1990; Japanese translation: 中井晶夫訳『ハイネ世界周航日本への旅』(新異国叢書 第II輯2 雄松堂書店 昭和58年).
- 7 Friedrich August Lühdorf, *Acht Monate in Japan nach Abschluß des Vertrages von Kanagawa*. Bremen, 1857. Japanese Translation: 中村起訳『グレタ号日本通商記』(新異国叢書 第II輯3 雄松堂書店 昭和59年).
- 8 Kerst, *Die deutsche Expedition nach Japan*, p. 15.
- 9 Georg Kerst, *Die Anfänge der Erschließung Japans im Spiegel der zeitgenössischen Presse-Untersucht auf Grund der Veröffentlichungen der Kölnischen Zeitung*, Hamburg, 1953.
- 10 *Die preussische Expedition nach Ostasien. Nach amtlichen Quellen*. Bd. I, p. xii.
- 11 *Ibid.*, p. iii-iv; Lotz, A. "Eulenburg, Friedrich", in *Allgemeine Deutsche Biographie* 55 (1910), pp. 743-747. URL: <http://www.deutschebiographie.de/pnd119178931.html>. Retrieved 1 February 2013.
- 12 *Die preussische Expedition nach Ostasien. Nach amtlichen Quellen*. Bd. I, p. xi.
- 13 See for example Georg Kerst, *Die deutsche Expedition nach Japan und ihre Auswirkung*. Hamburg: Cram, de Gruyter 1962; Holmer Stahncke, *Die diplomatischen Beziehungen zwischen Deutschland und Japan, 1854-1868* Stuttgart: Franz Steiner Verlag, 1987; 鈴木楠緒子「オイレンブルク使節団とプロイセン自由主義者——小ドイツ主義的統一国家建設との関連で——」『史学会』第112編第1号 2003年 75-98頁. [Suzuki Naoko "Oirenburuku shisetudan to puroisen jiyushugi-shōdoitsushugteki tōitsu kokkakensetsu to no kanrende" in *Shigakukai* Vol. 112, No. 1 2003, pp. 75-98]; 鈴木楠緒子『ドイツ帝国の成立と東アジア : 遅れてきたプロイセンによる「開国」』ミネルヴァ書房 2012年, 73-110頁 [Suzuki Naoko, *Doitsuteikoku no seiritu to higashi ajia: okuretekita puroisen ni yoru "kaikoku."* Minerva Shobō, 2012, pp. 73-110.]
- 14 Kerst, *Die deutsche Expedition nach Japan*, p. 20.
- 15 *Die preussische Expedition nach Ostasien. Nach amtlichen Quellen*, pp. xiii-xiv.
- 16 Gustav Spieß, *Die Preußische Expedition nach Ostasien während der Jahre 1860-1862. Reise-Skizzen aus Japan, China, Siam und der indischen Inselwelt*. Berlin, Leipzig: Otto Spamer, 1864.

- 17 Hermann Maron, *Japan und China. Reiseskizzen entworfen während der Preußischen Expedition nach Ost-Asien von dem Mitglied derselben Dr. Hermann Maron*. Berlin: Otto Janke, 1863.
- 18 Wilhelm Heine, *Eine Weltreise um die nördliche Hemisphäre in Verbindung mit der Ostasiatischen Expedition in den Jahren 1860 und 1861*. Leipzig: F. A. Brockhaus, 1864.
- 19 J. Kreyher, *Die preußische Expedition nach Ostasien in den Jahren 1859-1862. Reisebilder aus Japan, China und Siam. Aus dem Tagebuche von J. Kreyher, ehem. Schiffsprediger an Bord S. M. S. „Arcona”*. Hamburg: Agentur des Rauhen Hauses, 1863.
- 20 Reinhold Werner, *Die preußische Expedition nach China, Japan und Siam in den Jahren 1860, 1861 und 1862. Reisebriefe von Reinhold Werner, Kapitän zur See in der kaiserlich deutschen Marine*. (2. Auflage) Leipzig: F. A. Brockhaus, 1873.
- 21 See also Holmer Stahncke, ed., *Preußens Weg nach Japan: Japan in den Berichten von Mitgliedern der preußischen Ostasienexpedition 1860-1861*. München: Judicium, 2000.
- 22 *Die preussische Expedition nach Ostasien. Nach amtlichen Quellen*. 4 Bände. Berlin, 1864-1873. The section of the narrative concerning Japan, i.e., the first two volumes, has been translated into Japanese: 中井晶夫訳『オイレンブルク日本遠征記上・下』（新異国叢書 13 雄松堂書店 昭和44年）.
- 23 Described in E. Ohrt. “Die preussische Expedition nach Japan, 1860-1861.” Vortrag gehalten von Dr. E. Ohrt in der Sitzung zu Yokohama am 7. Dezember 1910. in: *Mitteilung der deutschen Gesellschaft für Natur- und Völkerkunde Ostasiens*, Bd. XIII, p. 200.
- 24 *Die preussische Expedition nach Ost-Asien: Ansichten aus Japan China und Siam 1860-1862*. Berlin: R.V. Decker, 1864.
- 25 *Die preussische Expedition nach Ostasien. Nach amtlichen Quellen*. Bd. I, p. xv.
- 26 *Ost-Asien 1860-1862 in Briefen des Grafen Fritz zu Eulenburg*, p. 62.
- 27 *Ibid.*, p. 72.
- 28 *Ibid.*, p. 122.
- 29 *Ibid.*, p. 65.
- 30 *Ibid.*, p. 67.
- 31 *Ibid.*, p. 71-72.

- 32 *Ibid.*, p. 72-73.
- 33 *Ibid.*, p. 75.
- 34 *Ibid.*, p. 77.
- 35 *Ibid.*, p. 84.
- 36 Michael Auslin, *Negotiating with Imperialism: The Unequal Treaties and the Culture of Japanese Diplomacy*. Harvard University Press, 2004., p. 4.
- 37 *Ost-Asien 1860-1862 in Briefen des Grafen Fritz zu Eulenburg*, p. 94.
- 38 *Ibid.*, p. 96.
- 39 *Ibid.*, p. 94-95.
- 40 *Ibid.*, p. 101.
- 41 *Ibid.*, p. 99.
- 42 *Ibid.*, p. 101
- 43 *Ibid.*, p. 74.
- 44 *Ibid.*, p.103.
- 45 *Ibid.*, p. 108.
- 46 *Ibid.*, p. 122.
- 47 *Ibid.*, p. 128-129.
- 48 宮永孝著『開国の使者—ハリスとヒュースケン—』雄松堂出版1986年 (Miyanaga Takashi, *Kaikoku no shisha-Harisu to Hyusuken*, Yushodo Shuppan 1986), p. 183.
- 49 *Ost-Asien 1860-1862 in Briefen des Grafen Fritz zu Eulenburg*, p. 125.
- 50 *Ibid.*, p. 132.
- 51 *Ibid.*, p. 133.
- 52 *Ibid.*, p. 136.
- 53 *Ibid.*, p. 138.
- 54 *Ibid.*, p. 142.
- 55 *Ibid.*, p. 143-144.
- 56 *Ibid.*, p. 149.
- 57 *Ibid.*, pp. 149-151.
- 58 *Ibid.*, p. 156.
- 59 *Ibid.*, p. 157.
- 60 *Ibid.*, p. 157.
- 61 *Ibid.*, p. 158.
- 62 *Ibid.*, p. 158.
- 63 *Ibid.*, p. 133.

- 64 *Ibid.*, p. 147.
- 65 Kerst, *Die deutsche Expedition nach Japan*, pp. 29-30; 鈴木楠緒子「オイレンブルク使節団とプロイセン自由主義者——小ドイツ主義的統一国家建設との関連で——」[Suzuki Naoko “Oirenburuku shisetudan to puroisen jiyushugishōdoitsushugteki tōitsu kokkakensetsu to no kanrende,” p. 84-87.]
- 66 *Ost-Asien 1860-1862 in Briefen des Grafen Fritz zu Eulenburg*, p. 130.
- 67 *Ibid.*, p. 159-162, 164.
- 68 *Ibid.*, p. 67.
- 69 *Ibid.*, p. 83.
- 70 *Ibid.*, p. 97.
- 71 *Ibid.*, p. 140.
- 72 *Ibid.*, p. 141-142.
- 73 In his memoirs, Rutherford Alcock, the British envoy, describes the conference and content of the note as follows: “We had determined at the second conference, with entire unanimity, to withdraw from Yeddo; sending in at the same time a vigorous protest against the whole system of intimidation and murder, of which we were made the victims, *with the cognizance and seemingly tacit acquiescence* [emphasis in original] of the Government to which we were accredited.” Rutherford Alcock, *The capital of the Tycoon: A Narrative of a Three Year's Residence in Japan*. Vol. II. New York: Greenwood Press, 1969 reprint, p. 42.
- 74 *Ost-Asien 1860-1862 in Briefen des Grafen Fritz zu Eulenburg*, p. 154-156.
- 75 *Ibid.*, p. 91.
- 76 *Ibid.*, p. 69.
- 77 *Ibid.*, p. 114.
- 78 *Ibid.*, p. 170.
- 79 *Ibid.*, p. 110-111.
- 80 *Ibid.*, pp. 82, 105, 107, 146.
- 81 *Ibid.*, pp. 80, 84, 91.
- 82 *Ibid.*, p. 91, 146.
- 83 *Ibid.*, p. 96.
- 84 *Ibid.*, p. 99.
- 85 *Ibid.*, p. 67.
- 86 *Ibid.*, p. 133, 144.
- 87 *Ibid.*, p. 73.

- 88 *Ibid.*, p. 138.
- 89 *Ibid.*, p. 132.
- 90 *Ibid.*, p. 113.
- 91 *Ibid.*, p. 90.
- 92 *Ibid.*, p. 104.
- 93 Ii Naosuke, (井伊直弼) the chief minister of the *Shōgun*. As the central figure in the negotiation of treaties with Western powers, he was the target of the opposition to opening the country.
- 94 *Ost-Asien 1860-1862 in Briefen des Grafen Fritz zu Eulenburg*, p. 90-91.
- 95 *Ibid.*, p. 92.
- 96 *Die preussische Expedition nach Ost-asien. Nach amtlichen Quellen*. Bd. I, pp. 267, 269; Bd. II., p. 5.
- 97 *Ibid.*, Bd. I, p. 273.
- 98 *Ibid.*, Bd. I, p. 269.
- 99 *Ibid.*, Bd. II, pp. 3, 8.
- 100 *Ibid.*, Bd. II, p. 4.

2012, VERS L'OBSOLESCENCE DU CLIVAGE DROITE-GAUCHE ?

EXERCICE DE PROSPECTIVE SUR L'ÉVOLUTION DU SYSTÈME DES PARTIS EN FRANCE

外国語学部 David Courron

À la différence des élections présidentielles antérieures, celle qui a vu la victoire de François Hollande, deuxième président socialiste¹ de la V^{ème} République, le 6 mai 2012², n'aura finalement ménagé aucune surprise³ tant les études d'opinion

-
- 1 Le 10 mai 1981, François Mitterrand était élu président de la République avec 51,8% des suffrages exprimés et 15 708 262 voix. Il sera réélu en 1988 avec 54,0% des suffrages exprimés. Conseil constitutionnel, *Décision n°81-47 du 15 mai 1981 portant proclamation des résultats de l'élection du Président de la République* [en ligne]. Disponible sur : <<http://www.conseil-constitutionnel.fr/conseil-constitutionnel/francais/les-decisions/acces-par-date/decisions-depuis-1959/1981/81-47-pdr/decision-n-81-47-pdr-du-15-mai-1981.110165.html>> (consulté le 08.04.2013).
 - 2 Les résultats du scrutin pour l'élection du Président de la République, auquel il a été procédé le 22 avril 2012, sont les suivants : Nicolas Sarkozy 27,2% des suffrages exprimés (9 753 629 voix), François Hollande 28,6% (10 272 705), François Bayrou 9,1% (3 275 122), Marine Le Pen 17,9% (6 421 426), Philippe Poutou 1,1% (411 160), Nicolas Dupont-Aignan 1,8% (643 907), Jean-Luc Mélenchon 11,1% (3 984 822), Eva Joly 2,3% (828 345), Nathalie Arthaud 0,5% (202 548) et Jacques Cheminade 0,2% (89 545). Conseil constitutionnel, *Déclaration du 25 avril 2012 relative aux résultats du premier tour de l'élection du Président de la République* [en ligne]. Disponible sur : <<http://www.conseil-constitutionnel.fr/conseil-constitutionnel/francais/les-decisions/acces-par-date/decisions-depuis-1959/2012/2012-152-pdr/decision-n-2012-152-pdr-du-25-avril-2012.108521.html>> (consulté le 02.04.2013). Les résultats du scrutin pour l'élection du Président de la République, auquel il a été procédé le 6 mai 2012, sont les suivants : François Hollande 51,64% des suffrages exprimés (18 000 668 voix) et Nicolas Sarkozy 48,36% (16 860 685). Le nombre des votes blancs et nuls (votants - exprimés) s'élève à 2 154 956. Les abstentions (inscrits - votants) représentent 9 049 998 (19,65%) pour un taux de participation de 80,35%. Conseil constitutionnel, *Décision du 10 mai 2012 portant proclamation des résultats de l'élection du Président de la République* [en ligne]. Disponible sur : <<http://www.conseil-constitutionnel.fr/conseil-constitutionnel/francais/les-decisions/acces-par-date/decisions-depuis-1959/2012/2012-154-pdr/decision-n-2012-154-pdr-du-10-mai-2012.108531.html>> (consulté le 02.04.2013).
 - 3 Pour mémoire, on rappellera la mise en ballottage du Général de Gaulle par François

avaient annoncé avec constance dès 2009 la défaite du Président sortant. Bien plus que la dégradation de la situation économique et sociale, celle-ci s'explique par l'impopolarité persistante de Nicolas Sarkozy, installée dès l'automne 2007, et plus précisément de son style tapageur⁴ caractérisé par un goût prononcé pour le luxe et un mélange des genres, associée à une stratégie radicale de reconquête tous azimuts de l'électorat du Front national (FN) en fin de campagne. Pourtant, cette présidentielle survenait dans un contexte marqué par la crise financière mondiale de 2008 où un grand nombre d'inconnues pouvait venir compliquer l'équation. « Cette crise, lourde de conséquences économiques, sociales, sociétales et à terme politiques contribue[rail]t-elle à une montée en puissance de forces radicales porteuses de projets de rupture anticapitalistes, écologiste, nationaliste et protectionniste »⁵ avec le risque d'un nouveau "21 avril"⁶ ? Ce

Mitterrand en 1965, l'éviction du second tour du communiste Jacques Duclos en 1969, l'élimination de l'héritier gaulliste Chaban-Delmas par le centriste Giscard d'Estaing en 1974, les débuts de l'effondrement des communistes avec la contre-performance de Georges Marchais en 1981, la quatrième place de Jean-Marie Le Pen, déjà, en 1988 ou encore l'arrivée largement en tête de Lionel Jospin en 1995, jusqu'à l'improbable qualification du leader frontiste en 2002 et la position d'arbitre du deuxième tour à François Bayrou arrivé troisième en 2007.

- 4 En visite au Salon de l'agriculture en 2008, le président Sarkozy avait provoqué un tollé en adressant les mots "*Casse-toi, pauvre con !*" à un badaud qui refusait de lui serrer la main. En 2010, devant la mairie de Chambéry, c'est à un jeune homme qui s'était essuyé la main sur son pull après avoir serré celle du président qu'il lancera un "*Fais pas le malin, toi !*" qui lui sera reproché. « *Après "casse-toi pauvre con", le "fais pas le malin" de Nicolas Sarkozy* », Le Monde, 22 avril 2010.
- 5 LE GALL Gérard, « Présidentielle 2012 : une victoire politique de François Hollande, à contre-courant idéologique ? » in *Revue Politique et Parlementaire*, Paris, n°1063-1064, avril/septembre 2012, pp. 18-43.
- 6 L'expression "21 avril" fait référence à la configuration exceptionnelle du second tour de l'élection présidentielle de 2002 qui a vu s'affronter Jacques Chirac et Jean-Marie Le Pen après la disqualification du candidat socialiste Lionel Jospin arrivé en troisième position au soir du premier tour de scrutin le 21 avril 2002. Par extension, elle désigne tout cas de figure dans lequel le second tour ne se déroulerait pas selon un mode bipartisan droite/gauche avec l'extrême droite prenant la place de l'une ou l'autre.

scrutin verrait-il « l'expression d'une logique référendaire, pour ou contre le Président sortant, ou dès lors, une expression électorale hyper bi-polarisante entre le président Sarkozy et son concurrent socialiste François Hollande ou, a contrario, une expression centripète favorable à une rationalité proportionalisante ? »⁷.

Ces interrogations pouvaient certes trouver un début de réponse, de façon générale, dans la nature intrinsèque au système de partis mis en place avec la première alternance réalisée par l'élection de François Mitterrand, et de façon plus empirique, dans ce phénomène récurrent de l'alternance comme mode d'expression d'un « vote sanction ». En dépit de la stabilité politique réelle que les institutions garantissent à chaque équipe dirigeante pour la durée du mandat qui lui est confié, aucune d'entre elles depuis 1978 n'est cependant parvenue à être reconduite lors de consultations majeures, présidentielles ou législatives⁸, victime « [d']une défiance particulièrement significative de la société française vis-à-vis de ses élites politiques [...] [qui] se traduit également par une abstention en hausse dans les élections intermédiaires, une montée du vote blanc ou nul, un vote important en faveur de partis protestataires [...] ou un rejet particulièrement vif des partis politiques dans les enquêtes d'opinion »⁹. Et de fait, si alternance il y a bien eu, en revanche, la séquence électorale de 2012 semble, au premier abord, ne pas avoir révolutionné le système de partis qui prévaut depuis 1981. Dans ce système dualiste¹⁰ subdivisé en duopoles bilatéraux¹¹, la « quadrille bipolaire » pour reprendre la formule de

7 LE GALL, « Présidentielle 2012 : une victoire politique de François Hollande... », op. cit., p. 18.

8 Depuis 1978, pas une seule équipe sortante n'est parvenue à obtenir un nouveau mandat : les présidents Valéry Giscard d'Estaing en 1981 et Nicolas Sarkozy en 2012, les premiers ministres de cohabitation Jacques Chirac en 1988, Édouard Balladur en 1995 et Lionel Jospin en 2002 ou encore les majorités de gauche en 1986 et 1993 et de droite en 1988, 1997 et 2012.

9 FOUGIER Eddy, « It's the French Exception, Stupid! », *Télos*, 24 mai 2012 [en ligne]. Disponible sur : <<http://www.telos-eu.com/fr/vie-politique/its-the-french-exception-stupid.html>> (consulté le 23.03.2013).

10 Il s'agit, en 2012, de l'Union pour un mouvement populaire (UMP) à droite et du Parti socialiste (PS) à gauche.

11 Dans ce rôle, en 2012, on trouve le Front national (FN) à la droite de la droite et la gauche non-socialiste, principalement le Front de gauche, à la gauche de la gauche). DUVERGER Maurice, *Les partis politiques*, Paris : Le Seuil, 1992, 563 p.

Parodi¹², « la pondération respective des forces n'est [...] pas stable et le système est continuellement travaillé de tensions internes entre les composantes des deux sous-ensembles bipolaires »¹³. Mais il n'en reste pas moins qu'en 2012, comme en 2007, le Parti socialiste (PS) et l'Union pour un mouvement populaire (UMP) demeurent les deux seules formations politiques à pouvoir remporter les quatre tours de scrutin successifs, conséquence de l'adoption du quinquennat et de l'inversion du calendrier plaçant les élections législatives dans la foulée de l'élection présidentielle¹⁴, et ce d'autant plus que « situer les enjeux politiques en termes de gouvernement à assumer dissipe fatalement les vapeurs de l'idéologie »¹⁵ au profit des partis de gouvernement. Dans « ce système multipartisan bipolarisé avec deux partis dominants »¹⁶, la permanence de partis tiers¹⁷ ouvre certes autant de canaux à l'expression des mécontentements divers sans qu'ils paraissent toutefois vraiment

12 PARODI Jean-Luc, « Le nouvel espace politique français », in MÉNY Yves, *Idéologies, partis politiques et groupes sociaux*, Paris : Presses de Sciences Po, 1991, pp. 49-59.

13 AVRIL Pierre, *Essais sur les partis politiques*, Paris : Payot, 226 p., pp. 201-218.

14 Cet ordre entre la présidentielle et les législatives n'a absolument rien à voir avec la lettre de la Constitution mais plus avec son esprit. Il a été rendu possible de façon plus systématique qu'auparavant avec l'adoption du quinquennat en 2000 (qui égalise la durée des mandats du Président de la République et des députés à 5 ans) et la décision du Premier ministre Lionel Jospin d'inverser le calendrier électoral en 2002 qui, suite à la dissolution de 1997, aurait dû voir l'élection des députés précéder de quelques semaines celle du Président (loi organique n°2001-419 du 15 mai 2001 modifiant la date d'expiration des pouvoirs de l'Assemblée nationale). Cet ordre dépend de facteurs purement conjoncturels et n'a aucune garantie quant à sa permanence dans la mesure où une dissolution de l'Assemblée nationale ou la fin anticipée du mandat du Président désynchroniseraient à nouveau le calendrier électoral.

15 AVRIL, *Essais sur les partis politiques*, op. cit., pp. 201-218.

16 DUHAMEL Olivier, GRUNBERG Gérard, « Les partis et la Cinquième République : post-scriptum » in *Commentaire*, Paris, n°25 (99), automne 2002, pp. 601-607.

17 « La tendance au bipartisme ne suppose pas automatiquement la réduction du nombre de partis, ni même nécessairement la marginalisation électorale des partis non-dominants. Dans le cas français, la fragmentation du système demeure d'ailleurs forte, et, même si elle ne traduit pas toujours des différences sociales ou idéologiques justifiant l'existence d'un si grand nombre de partis, on peut parier qu'elle le restera. » GRUNBERG Gérard, HAEGEL Florence, *La France vers le bipartisme ? La présidentialisation du PS et de l'UMP*, Paris : Les Presses de Sciences Po, 2007, 122 p., pp. 20-21.

en mesure d'influencer le jeu parlementaire et la constitution d'un gouvernement durable¹⁸ autour de l'UMP ou du PS. Autrement dit : du traditionnel clivage droite-gauche idéologique.

Paradoxalement, alors que l'élection présidentielle de 2012 a confirmé la forte tendance à la personnalisation de la campagne déjà constatée en 2007, personnalisation qu'illustrent les prises de position individuelles, souvent contradictoires, des candidats par rapport au programme de leur parti, le rôle de ces derniers ne cesse de se renforcer tant par leur capacité à intégrer, avec l'instauration de primaires partisans fermées, la logique institutionnelle qui fait de l'élection du Président de la République au suffrage universel direct le moment essentiel de la vie politique française que par celle à « s'imposer dans leur camp, à trouver des alliés, à se placer au cœur des coalitions et à y prendre l'ascendant »¹⁹. En dépit de l'illégitimité qui reste forte aux yeux de leurs partenaires potentiels, les récents résultats confirment la position dominante, dans leur camp respectif, de l'UMP et du PS dont les deux candidats totalisent 55,8% des suffrages (chiffre stable en regard des 57,1% de 2007). En 2012, ces deux formations demeurent donc les « seul[es] [...] à pouvoir faire élire l'un des [leurs] Président de la République, à pouvoir constituer et diriger une majorité à l'Assemblée nationale (majorité absolue ou relative, en situation de cohabitation ou en situation hors cohabitation) et à diriger un gouvernement (en cohabitation ou hors cohabitation) »²⁰ confirmant une tendance lourde depuis 1981 avec 2 présidents issus des rangs de chacun des deux partis, 7 premiers ministres issus du PS et 6 de l'UMP (RPR) et 4 législatures en position majoritaire pour chacune de ces formations²¹. Dans ce contexte de

18 SEILER Daniel-Louis, *Les partis politiques*, Paris : Armand Colin, 2000, 249 p., pp. 196-210.

19 GRUNBERG et HAEGEL, *La France vers le bipartisme ?*, op. cit., pp. 7-9.

20 Ibid., pp. 20-42.

21 Il s'agit, pour l'UMP (RPR), des Présidents Chirac (1995-2007) et Sarkozy (2007-2012), des gouvernements Chirac (1986-1988), Balladur (1993-1995), Juppé (1995-1997), Raffarin (2002-2005), Villepin (2005-2007) et Fillon (2007-2012) et des législatures 1986-1988, 1993-1997, 2002-2007 et 2007-2012, et pour le PS, des Présidents Mitterrand (1981-1995) et Hollande (depuis 2012), des gouvernements Mauroy (1981-1984), Fabius (1984-1986), Rocard (1988-1991), Cresson (1991-1992), Bérégovoy (1992-1993), Jospin (1997-2002) et Ayrault (depuis 2012) et des législatures 1981-1986, 1988-1993, 1997-2002 et depuis 2012.

renforcement du phénomène bipartisan à l'œuvre avec la présidentialisation des forces politiques, la vigueur structurante du clivage droite-gauche semble ainsi ne pas pouvoir être mise en question. Et pourtant, aussi bien au PS, de retour aux affaires mais pressé d'engager son aggiornamento idéologique dans un climat de remise en question de la consistance politique de la gauche (I) et sous les critiques imprévisibles d'alliés naturels intéressés ou hostiles (II), qu'à l'UMP, contrainte, sur fond de guerre des chefs, à une introspection idéologique par la « dédialisation » du FN et les velléités existentielles du centre (III), la séquence électorale de 2012 a mis à découvert un nouveau jeu de failles idéologiques fondé sur la gestion de la problématique européenne qui clive de façon radicale le paysage politique entre les partis aptes à gouverner et les autres et vide de sens les notions de droite et de gauche du point de vue de l'action politique (IV).

I - Le PS, de retour aux affaires dans un contexte de remise en question de la consistance politique de la gauche, est pressé de faire son aggiornamento idéologique

a- L'élection (par défaut ?) de François Hollande et la victoire du PS. Le rejet constant de la personne de Nicolas Sarkozy par les Français a pu faire penser que l'élection du candidat socialiste, par son caractère inéluctable, relevait plus d'une victoire à la Pyrrhus (51,6% des suffrages exprimés mais seulement 48,6% des votants). Le jugement est néanmoins sévère d'autant que le sortant a lui réussi à afficher un résultat fort honorable (48,36%) au regard des prévisions des sondages qui, en moyenne sur les trois mois précédant le scrutin, le créditaient de 45,8% d'intentions de vote. Il n'en demeure pas moins que l'élection de François Hollande consacre une remarquable victoire politique auréolée du succès personnel (56,6% contre Martine Aubry) et collectif (près de 3 millions de votants) qu'a représenté la primaire citoyenne ouverte à tous en octobre 2011. Au premier tour, le candidat socialiste confirme aussi l'implantation historique du socialisme sur ses terres d'élection du sud-ouest et sa progression dans les régions du grand ouest, retrouve le soutien que lui apportent majoritairement femmes, employés, cadres supérieurs et professions intellectuelles et, fait nouveau, bénéficie même d'une orientation très favorable à la gauche du comportement électoral des musulmans sans toutefois que soient décelés des indices d'un vote communautaire. En outre,

il est perçu pour incarner auprès de son électorat « une attitude nettement plus empreinte de volonté de “rassemblement et d’apaisement” plutôt qu’une attente “de force et de ténacité” » et pour pencher « plus vers la “justice sociale et la solidarité” que vers la “valeur du travail et du courage” »²², facteurs considérés comme des qualités essentielles par temps de crise aiguë. En dépit d’une arithmétique favorable à la droite au soir du 22 avril (le décompte des suffrages Sarkozy, Le Pen, Dupont-Aignan totalisant 48,32% contre 43,75% pour ceux cumulés de Hollande, Mélenchon, Joly, Poutou et Arthaud), les bons reports de voix à gauche pendant l’entre-deux tours consacrent un net succès pour Hollande au second malgré l’adoption, à droite, d’une ligne très dure sur les questions de société, en particulier l’immigration, et l’expression de la crainte d’une augmentation de la pression fiscale. Le retour au pouvoir du PS s’inscrit également « plutôt [dans] une France contrastée que [dans] une France en proie au choc entre blocs homogènes et antagoniques »²³ caractérisée par une relative égalité entre les deux candidats qui parviennent à rassembler autant d’ouvriers que de propriétaires dans un phénomène d’interclassisme dominant. La diversité sociologique et idéologique qui traverse ainsi chacun des deux camps, outre le fait qu’elle n’a pas affecté le bipartisme, semblerait même indiquer que la victoire de Hollande soit « à contre-courant idéologique »²⁴. En revanche, conformément à l’esprit des institutions, les élections législatives des 10 et 17 juin 2012 ont confirmé les résultats de la présidentielle en garantissant la majorité absolue des sièges à l’Assemblée nationale au PS. Quatre inconnues demeuraient toutefois sur la capacité de mobilisation des différents électorats, le score du FN, la transformation de la percée de Jean-Luc Mélenchon par le Front de gauche et le niveau de la participation. C’est surtout le taux d’abstention qui a retenu l’attention atteignant un record historique sous la V^{ème} République avec 42,78% au premier et 46,74% au second tour de scrutin²⁵ et confirmant le désintérêt de l’électorat français pour ces élections transformées en

22 LE GALL, « Présidentielle 2012 : une victoire politique de François Hollande... », op. cit., pp. 23-27.

23 Ibid., p. 43.

24 Ibid.

25 Les taux d’abstention enregistrés lors des consultations de 2002 et 2007 sont les suivants : 35,60% (1er tour) et 39,70% (2ème tour) ; 39,60% (1er tour) et 40,00% (2ème tour).

simples élections de ratification de la présidentielle : « Plus vraiment scrutins de premier ordre à part entière (car largement sous l'emprise de cette dernière), mais pas non plus totalement élections de second ordre [...] (car il s'agit tout de même de donner une majorité au gouvernement), les législatives ont ainsi un statut très particulier dans le système institutionnel français. Et à moins d'une improbable dissolution de l'Assemblée nationale, ce déclassement est voué à perdurer, et avec lui la forte démobilisation électorale qui est désormais consubstantielle à ce scrutin. »²⁶

b- Le programme du PS à la recherche d'un équilibre délicat entre idéologie et pragmatisme. « La gauche est généralement perçue comme étant, du point de vue des valeurs politiques, en faveur de l'égalité, de la fraternité, de la liberté et de l'émancipation, et du point de vue de l'action politique, en faveur d'un gouvernement plus actif, de l'État-providence et des couches ou classes marginalisées de la population [alors que] [l]es politiques de droite sont généralement perçues en termes de maintien d'un statu quo, de valeurs conservatrices, d'individualisme, d'un rôle réduit du gouvernement, de l'accumulation de la richesse, de la maximisation du profit et de l'idéologie de l'économie de marché »²⁷. Cette définition, si elle vaut pour toutes les social-démocraties du monde, ne s'applique en revanche qu'à moitié pour le PS qui, par idéologie, reste fidèle aux politiques keynésiennes de la demande et ne parvient pas à passer un compromis avec le capitalisme tenu en suspicion au même titre que l'entreprise et la notion de profit. Comme le remarque Grunberg, seules les entreprises créent des emplois pour produire des biens ou des services, condition *sine qua non* pour envisager la moindre politique redistributrice chère aux socialistes français, or « leur idéologie les empêche de comprendre la

26 CANN Yves-Marie, SAINTE-MARIE Jérôme, « Un scrutin législatif de confirmation » in *Revue Politique et Parlementaire*, Paris, n°1063-1064, avril/septembre 2012, pp. 120-131.

27 SAMUEL John, « Que reste-t-il de la gauche ? » (titre original en anglais : What is left of the Left?), *Infochange* (News and analysis on social justice and development issues in India) - Centre for Communication and Development Studies (CCDS), mars 2011 [en ligne]. Disponible sur : <<http://base.d-p-h.info/en/fiches/dph/fiche-dph-8759.html>> (consulté le 23.03.2012).

dynamique de la mondialisation et les efforts à faire pour s'y adapter. »²⁸ Une promesse de campagne surprise du candidat Hollande résume, à elle seule, toute la contradiction socialiste entre la posture idéologique et la pratique du gouvernement : l'instauration d'un taux marginal d'imposition à 75% sur les revenus supérieurs à un million d'euros. Soumis, lors de la campagne électorale à la surenchère de Jean-Luc Mélenchon, le candidat du Front de gauche, le candidat socialiste s'est trouvé contraint de donner le change aux communistes et à l'extrême-gauche avec lesquels le PS ne parvient toujours pas à rompre au motif de son identité de gauche et d'une recherche désormais illusoire de l'unité de la gauche. L'épisode du taux marginal d'imposition à 75% illustre le grand écart que doit en permanence réaliser le PS entre une idéologie non social-démocrate et une stratégie social-démocrate : « les dirigeants socialistes connaissent leur parti et son idéologie. Ils sont poussés avant chaque élection à épouser celle-ci. Une fois au pouvoir ils ne savent comment s'en débarrasser. Le résultat est toujours le même : du temps perdu et des politiques contradictoires. »²⁹ Les précédentes expériences au gouvernement ont enseigné aux socialistes que seule la voie social-démocrate était praticable. En choisissant la voie européenne et le renforcement de l'euro qui conduit à une fédéralisation de l'Union européenne, le PS se trouve acculé au pied du mur et, plus que jamais, dans l'urgence de son aggiornamento idéologique.

II - Le PS aux prises avec les critiques d'alliés insaisissables, les écologistes, et radicaux, la gauche de la gauche, cantonnés dans le rôle d'aiguillon

a- La surenchère antisystème et antimondialisation de la gauche anticapitaliste et le phénomène populiste Mélenchon. Le seul effet de surprise de la présidentielle 2012 se cache peut-être dans les 11,1% de suffrages qui se sont portés sur la candidature de Jean-Luc Mélenchon et la signification politique qu'ils revêtent pour la gauche non-socialiste. Le Front de gauche désigne une alliance électorale nouée à l'approche des élections européennes de 2009 et qui sera systématiquement

28 GRUNBERG Gérard, « L'aggiornamento socialiste, une nécessité absolue », *Télos*, 6 novembre 2012 [en ligne]. Disponible sur : <<http://www.telos-eu.com/fr/politique-economique/laggiornamento-socialiste-une-necessite-absolue.html>> (consulté le 8.01.2013).

29 Ibid.

renouvelée pour les consultations suivantes : régionales en 2010, cantonales en 2011, présidentielle et législatives en 2012. Organisée principalement autour du Parti communiste français (PCF) et du Parti de gauche (PG), cette alliance associe, dans une « conjonction d'intérêts », divers mouvements issus de l'extrême-gauche, du chevènementisme, de la gauche alternative, féministe et écologique, ainsi que d'anciens refondateurs communistes³⁰, ce qui fait dire à certains analystes que le Front de gauche « c'est la rencontre entre un parti en manque de leader (le PCF) et un leader en manque de militants (Jean-Luc Mélenchon) »³¹. En effet, les objectifs poursuivis par les uns et les autres témoignent de trajectoires et d'ambitions différentes. Pour le PCF, dont la candidate en 2007, Marie-George Buffet, avait été laminée ne recueillant que 1,93% des voix, il s'agit de desserrer l'étau entre le PS et l'extrême-gauche pour retrouver un espace, « de régler sans le dire le problème de son appellation, problème qui est en débat depuis l'effondrement de l'Union soviétique » et « de se placer dans une situation plus confortable sur le plan électoral, avec la possibilité d'engranger un éventuel succès sans avoir à subir directement les conséquences d'un échec »³². Pour Jean-Luc Mélenchon, ancien du PS, il s'agit, d'une part, d'ajoinde une base militante populaire (les 130 000 adhérents revendiqués du PCF) en correctif de celle du Parti de gauche trop étroite (environ 10 000) et en majeure partie composée de cadres, et d'autre part, de légitimer sa candidature grâce à l'onction de l'appareil du PCF confirmée par un vote de ses militants. Associée au volontarisme en matière économique et sociale, la virulence de la stratégie de campagne antifasciste que Mélenchon choisit d'adopter, si elle trahit l'hétérogénéité du Front de gauche, dont les composantes ont toutes au moins en commun leur rejet de l'extrême-droite, s'explique par la

30 Il s'agit respectivement de la Gauche unitaire (anciens militants de la LCR), de Convergence et Alternative (anciens militants du NPA), de République et Socialisme, de la Fédération pour une alternative sociale et écologique (FASE créée en 2008), du mouvement des Communistes unitaires et de plusieurs parlementaires ex-communistes dont Patrick Braouezec et Jacqueline Fraysse.

31 TOURNIER Vincent, « Jean-Luc Mélenchon et l'élection présidentielle : Un score honorable pour le "grand perturbateur" » in *Revue Politique et Parlementaire*, Paris, n°1063-1064, avril/ septembre 2012, pp. 60-74.

32 Ibid.

concurrence âpre que se livrent le FG et le FN en vue de s'assurer le soutien des votes populaires et ouvriers et s'avère assez rapidement payante. Toutefois, « le revers de cette stratégie est d'avoir suscité une polémique sur son style populiste »³³ qui finit par l'affubler d'une image à la limite de l'infréquentabilité (en particulier eu égard à ses déclarations sur les régimes cubain et colombien) et n'est pas sans lien avec son essoufflement dans les enquêtes d'opinion. D'autant plus que, depuis ses prises de position anti-européennes à partir de 2005, il n'hésite plus à « emprunte[r] une part du populisme de droite pour profiter d'un peu de sa victoire [...]. La promotion de l'opinion xénophobe [étant] une condition *sine qua non* du succès électoral populiste »³⁴. Ses relations avec le PS offre un autre angle pour tenter d'apprécier la sincérité du bruyant positionnement antisystème du FG : « D'un côté, Jean-Luc Mélenchon [prend] ses distances, annonçant qu'il ne participerait pas à un gouvernement dirigé par les socialistes ; de l'autre, il se présente comme un partenaire fidèle du futur président puisque sa volonté de faire battre Nicolas Sarkozy ne laisse subsister aucun doute sur ses intentions au second tour »³⁵. Cette attitude loyaliste vis-à-vis du PS, exploitée par ses adversaires du FN, a fortement contribué non seulement à faire douter de la sincérité de son engagement antisystème mais aussi à faire apparaître le FN comme le seul parti véritablement antisystème. Le FG n'aura, quoi qu'il en soit, eu qu'une influence très modeste sur le PS n'obligeant jamais François Hollande à gauchir sa campagne ni contre son gré ni à l'excès. Qu'en est-il alors de son impact sur le système des partis ? Une grande partie de la réponse dépendra de l'évolution des rapports entre le Parti de gauche et le PCF autour de la transformation en véritable formation politique de leur alliance électorale. Une chose est sûre : « la véritable nouveauté consiste moins [...] en un véritable progrès de la gauche non socialiste qu'en la polarisation des électeurs proches de cette gauche sur un seul candidat »³⁶ au point d'avoir asphyxié les candidatures de Lutte ouvrière et du

33 Ibid.

34 REYNIÉ Dominique, *Populismes : la pente fatale*, Paris : 2011, 280 p., pp. 226-229.

35 TOURNIER, « Jean-Luc Mélenchon et l'élection présidentielle... », op. cit., pp. 73-74.

36 GRUNBERG Gérard, « Mélenchon : un danger pour Hollande ? », *Télos*, 2 avril 2012 [en ligne]. Disponible sur : <<http://www.telos-eu.com/fr/vie-politique/politique-francaise/melenchon-un-danger-pour-hollande.html>> (consulté le 30.01.2013).

Nouveau parti anticapitaliste³⁷. Le pari de Mélenchon était de reproduire le schéma de la gauche radicale allemande avec Die Linke. « Il s'agissait pour lui de réunir dans un seul parti toutes les forces à la gauche du PS afin de récupérer l'espace occupé par le Parti communiste avant 1981. Le NPA a refusé la fusion avec le Front de gauche et cette erreur stratégique pourrait signifier la fin de l'extrême-gauche trotskyste en France. [Il] est donc peut-être en train de réussir la fusion des électeurs des différentes extrêmes-gauches »³⁸. Mais là aussi rien n'est moins sûr tant cet électorat contestataire reste par définition volatile. En définitive, 2012 confirme l'existence constante d'une demande en faveur d'une gauche radicale dont l'étiage s'établit à une dizaine de points. Qu'elle soit satisfaite par un Jean-Luc Mélenchon unificateur ou qu'elle s'éparpille entre un PCF en quête de lui-même et les différentes déclinaisons de l'extrême-gauche, cela n'affecte nullement l'équilibre du système des partis.

b- La schizophrénie de la stratégie de survie du PCF et l'insaisissable partenaire Vert : deux non-problèmes pour le PS. « À l'issue de l'élection présidentielle, le Front de gauche affiche des objectifs ambitieux. Misant sur une trentaine de députés, il espère empêcher le Parti socialiste d'obtenir à lui tout seul la majorité absolue. [...] En l'absence d'accord avec le Parti socialiste, les résultats des législatives s'avèrent décevants, mais le Front de gauche parvient néanmoins à améliorer le score du Parti communiste de 2007 et à conserver son groupe parlementaire. Le Front de gauche reste cependant confronté à des tensions internes et doit tenir compte de la volonté du Parti communiste de retrouver son autonomie ».³⁹ C'est effectivement la tonalité qui se dégage des orientations débattues lors de son 36^{ème} Congrès à

37 Ce fait est confirmé par l'examen du total des voix recueillies par le groupe PCF/FG et les diverses extrêmes gauches au premier tour de l'élection présidentielle depuis dix ans : en 2002, Robert Hue (PCF) 3,37%, Arlette Laguiller (LO) 5,72%, Olivier Besancenot (LCR) 4,25%, Daniel Gluckstein (PT) 0,47%, soit un total de 13,81% ; en 2007, Marie-George Buffet (PCF) 1,93%, Arlette Laguiller (LO) 1,33%, Olivier Besancenot (LCR) 4,08%, Gérard Schivardi (POI) 0,34%, soit un total de 7,68% ; en 2012, Jean-Luc Mélenchon (FG) 11,10%, Nathalie Arthaud (LO) 0,56%, Philippe Poutou (NPA) 1,15%, soit un total de 12,81%.

38 GRUNBERG, « Mélenchon : un danger pour Hollande ? », op. cit.

39 TOURNIER Vincent, « Le Front de gauche et les législatives » in *Revue Politique et Parlementaire*, Paris, n°1063-1064, avril/septembre 2012, pp. 145-159.

Aubervilliers du 7 au 10 février 2013. Son secrétaire national, Pierre Laurent, y définit en effet une ligne nationale qui semble inspirée de l'attitude d'opposition frontale au gouvernement socialiste préconisée par Mélenchon avec « pour objectif clair d'affaiblir suffisamment le Parti socialiste pour permettre l'essor d'une véritable extrême-gauche »⁴⁰. Interrogé à cet égard, il déclare : « Notre travail a été décisif pour ancrer, au cœur de la majorité populaire qui a permis la victoire de François Hollande, une forte volonté de changement. Avec la ratification du traité budgétaire européen, le pacte de compétitivité et, maintenant, le soutien à l'accord sur la flexibilisation signé sous la pression du Medef, le gouvernement lui tourne le dos. [...] C'est la posture actuelle du gouvernement qui, si elle reste en l'état, nourrira la déception, la résignation et le sentiment d'impuissance, et qui ouvrira un boulevard à la droite et à l'extrême-droite. [...] Il serait suicidaire d'enfermer les forces de gauche dans cette alternative : ou l'alignement sans broncher sur les choix actuels du gouvernement, ou le rejet dans le camp de la droite de ceux qui contestent ce cap »⁴¹. A contrario, la position des communistes au plan local, si elle apparaît contradictoire à première vue, reflète sans ambiguïté leurs intérêts essentiels : « Le chemin que nous devons trouver est celui qui combinera le rassemblement face à la droite et la construction de majorités municipales de gauche porteuses de notre combat contre l'austérité. [...] Je récusé l'idée que l'une des deux échéances, européenne ou municipale, serait plus importante que l'autre. Le temps de la constitution des listes et des alliances viendra. Nous ne fermons aucune porte. Personne à gauche ne réussira le rassemblement en demandant aux autres de s'aligner sur ses seules positions »⁴². La concomitance en 2014 d'une consultation aux enjeux nationaux, les européennes, avec une consultation aux enjeux locaux, les municipales, place le PCF face à ses contradictions, dans la mesure où il sait, d'une part, que sans la personnalité et la position de critique systématique de la

40 GRUNBERG Gérard, « Les communistes à 100% dans l'opposition ? », *Télos*, 18 février 2013 [en ligne]. Disponible sur : <<http://www.telos-eu.com/fr/vie-politique/politique-francaise/les-communistes-a-100-dans-l'opposition.html>> (consulté le 27.03.2013).

41 LAURENT Pierre, « Il est urgent d'ouvrir une autre voie à gauche », *L'Humanité*, 7 février 2013 [en ligne]. Disponible sur : <<http://www.humanite.fr/politique/pierre-laurent-il-est-urgent-d-ouvrir-une-autre-vo-514719>> (consulté le 30.03.2013).

42 Ibid.

politique du gouvernement socialiste de Jean-Luc Mélenchon son score risque d'être décevant, et d'autre part, que « pour tenter de conserver les positions de pouvoir locales, non négligeables, qui sont encore les siennes, il a un besoin vital de renouveler les accords électoraux avec le Parti socialiste »⁴³. Aussi bien le FG que le PCF se trouvent donc dans une véritable impasse stratégique dont la résolution ne dépend que d'eux-mêmes. Les logiques présidentielle et majoritaire et le système de partis qui en découle leur assignent une place à la périphérie. Leurs choix stratégiques de coopération ou de confrontation avec le PS décideront du périmètre de leur intervention ou de leur degré de marginalisation. La stratégie d'Europe Écologie-Les Verts (EELV), pour surprenante et insaisissable qu'elle soit, jette quant à elle une lumière crue sur la disparition de toute signification politique de la notion de gauche et confirme que le clivage droite-gauche est bel et bien devenu obsolète. Les 2,31% de voix obtenus par leur candidate Eva Joly signent un nouvel échec des écologistes à la présidentielle. Erreur de casting, séquelles de la primaire interne, stratégie de campagne incertaine et mécanique inexorable du vote utile, les défaites de l'écologie politique à l'élection présidentielle relèvent du cas d'école. Le désistement en faveur du candidat socialiste aussi. Toutefois, le volet électoral de l'accord négocié avec le PS est une nouveauté par l'ampleur du geste fait à l'endroit d'EELV. Ce volet « prévoyait de concéder 63 circonscriptions aux écologistes, dont une vingtaine de gagnables, c'est-à-dire suffisamment pour obtenir les 15 députés nécessaires à un groupe à l'Assemblée »⁴⁴. EELV en obtiendra 18 et deux portefeuilles ministériels. Cependant, au lieu de soutenir l'action du gouvernement dans une de ses dimensions les plus fondamentales, ces députés ont préféré rejoindre l'opposition en refusant la ratification du pacte de stabilité⁴⁵. Cet acte de défiance illustre combien c'est désormais le clivage européen qui sépare en réalité les partis de gouvernement, PS et UMP, et les autres et notamment EELV.

43 GRUNBERG, « Les communistes à 100% dans l'opposition ? », op. cit.

44 BOZONNET Jean-Paul, « EELV aux législatives : les somptueux dividendes de l'alliance avec le PS » in *Revue Politique et Parlementaire*, Paris, n°1063-1064, avril/septembre 2012, pp. 140-144.

45 Officiellement dénommé Traité sur la stabilité, la coordination et la gouvernance (TSCG), ce texte a été signé le 2 mars 2012 et est entré en vigueur le 1^{er} janvier 2013.

III - L'UMP contrainte, sur fond de guerre des chefs, à une introspection idéologique par la normalisation du FN et les velléités existentielles du centre

a- La dérive extrême-droitière, stratégie électorale ou dérèglement de la droite ?

Depuis les travaux de René Rémond, la permanence au sein de la droite française d'une pluralité de traditions, légitimiste, orléaniste et bonapartiste, élaborées sur des invariants idéologiques et culturels est un fait bien connu⁴⁶. À tel point que, même si la naissance de l'UMP en novembre 2002 représente assurément « un changement important dans le système de partis français, motivée par la volonté de connecter les logiques parlementaire et présidentielle, partiellement indépendantes au sein de la droite française »⁴⁷, puisqu'elle assure à la droite modérée une position hégémonique à l'Assemblée nationale et supprime le risque que faisait peser la concurrence de l'UDF à chaque élection présidentielle, elle ne fait simplement qu'intérioriser ses traditions. En aucun cas l'UMP ne les annule. En revanche, depuis dix ans, celle-ci ne parvient pas à les prémunir des assauts électoraux du FN. Pas plus les droites que le système bipartisan d'ailleurs, comme l'a brutalement démontré l'éviction du candidat socialiste du second tour de l'élection présidentielle de 2002. Outre le risque de la disqualification, « [si] leur score est assez bas pour affaiblir leur légitimité politique et encourager leurs compétiteurs à poursuivre dans la voie de l'opposition radicale à leur égard »⁴⁸, celui d'une contre-performance électorale de l'UMP et du PS peut se révéler tout aussi lourd de conséquences. Or, les tentatives de réduction de l'offre électorale (en limitant l'octroi des parrainages ou en négociant des désistements en échange de circonscriptions législatives gagnables) entreprises par la droite envers quelques-uns de ses partenaires⁴⁹ tentés par une aventure en solitaire, n'ont pas eu l'effet escompté,

46 RÉMOND René, *Les droites en France*, Paris : 1992, 544 p.

47 HAEGEL Florence, « Faire l'union : la refondation des partis de droite après les élections de 2002 » in *Revue française de science politique*, Paris, n°52 (5-6), octobre-décembre 2002, pp. 561-576.

48 GRUNBERG et HAEGEL, *La France vers le bipartisme ?*, op. cit., p. 33.

49 Parmi lesquels, ont finalement renoncé à une candidature élyséenne Christine Boutin (Parti chrétien-démocrate), Hervé Morin (Nouveau centre), Frédéric Nihous (Chasse, pêche, nature et traditions), Dominique de Villepin (République solidaire) et Jean-Louis Borloo (Union des démocrates et indépendants).

à la fois en raison de l'enracinement durable du FN dans le paysage électoral français depuis sa percée en 1984⁵⁰ et de son positionnement systématique comme parti antisystème. Alors même que la logique majoritaire l'a jusqu'à présent privé d'une représentation conséquente à l'Assemblée nationale, la capacité de nuisance du FN se rappelle régulièrement à la droite parlementaire victime, aux élections législatives de 1997, du maintien du candidat FN dans 132 circonscriptions, ou encore aux élections régionales de 1998, des déchirements entraînés par les alliances locales conclues pour conserver la présidence de certaines régions. Après plusieurs années d'affaiblissement caractérisé par la stratégie présidentielle de Nicolas Sarkozy de la rupture avec les politiques menées, tant par la gauche que par la droite depuis 1981, qui a trouvé un écho parmi ses électeurs, le FN renoue avec les moments fastes de la présidentielle de 2002. En 2012, sa candidate, Marine Le Pen, réalise même un meilleur score que son père et se place en troisième position avec 17,9% des suffrages en agrégeant des électors fluides aux profils politiques hétérogènes, puisque des électeurs de la gauche antilibérale et de la composante protestataire de Bayrou côtoient ceux du FN qui s'étaient portés sur l'UMP en 2007. Certes, le climat est favorable : en dehors de l'impopularité de l'exécutif sortant, la dégradation du contexte économique et social marqué par le ralentissement de l'activité et la reprise du chômage se superposent aux incertitudes apparues sur la scène internationale dues aux différentes crises européennes, de l'euro et des dettes publiques, ainsi qu'à l'instabilité géopolitique au sud de la Méditerranée conséquence des révoltes arabes. En outre, « de nombreux efforts ont été consentis par la nouvelle équipe dirigeante pour tenter de corriger l'image du parti dans l'opinion publique »⁵¹ qui ont partiellement dédramatisé le FN, même si « [a]u regard de la continuité programmatique sur les thèmes forts du parti, la distanciation avec le patrimoine idéologique de l'extrême-droite demeure très discutable »⁵². Face à cet inquiétant regain de popularité du

50 Aux élections européennes de 1984, la liste du Front national recueille 11% des suffrages exprimés.

51 IVALDI Gilles, « Front national : une élection présidentielle de reconquête » in *Revue Politique et Parlementaire*, Paris, n°1063-1064, avril/septembre 2012, pp. 101-118.

52 Ibid.

FN, l'équipe Sarkozy a essayé, avec une fortune bien différente, de rejouer la partie de 2007 sur les conseils de son conseiller Patrick Buisson dont la stratégie « visait à mettre à l'agenda des enjeux culturels et sociétaux très clivants, afin de sortir du débat sur l'économie lequel ne pouvait que ramener le candidat UMP à ses échecs depuis cinq ans s'agissant du chômage et du pouvoir d'achat »⁵³. Est-ce à dire pour autant que le système de partis se trouve durablement affecté par le rôle joué par le FN dans la défaite du candidat UMP ? Selon Gilles Ivaldi, « Marine Le Pen a clairement posé les premiers jalons d'une possible recomposition de la droite autour des nouvelles lignes de clivage esquissées sur certaines questions culturelles tout au long de la campagne présidentielle –immigration, frontières, mariage homosexuel ou droit de vote des étrangers, notamment. Et ce d'autant plus que des fractures idéologiques se dessinent d'ores et déjà au sein de la nouvelle opposition parlementaire sur plusieurs de ces questions, tensions qui pourraient conduire à terme à une confrontation ouverte entre les pôles centristes et droitiers de l'UMP »⁵⁴. Certes, ces questions sociétales importent dans le débat politique national. Cependant, elles manquent de la dimension internationale des lignes de fracture autour des enjeux européens et du rôle et de la place de la France par rapport à ses partenaires de l'Union européenne. L'analyse des résultats des scrutins de 2012 montre que les périphéries du système (les deux fronts national et de gauche) rassemblent 30,7% des voix (à rapprocher des 33% de 2002). Ce phénomène traduit une colère profonde au cœur de l'électorat face au traitement, jugé insatisfaisant, des enjeux économiques, sociaux et européens par l'UMP et le PS, partis de gouvernement, piliers du système bipartisan. Une telle situation pourrait à terme se révéler dangereuse si ces deux formations devaient rechigner à dépasser le clivage droite-gauche pour un autre clivage « [...] entre d'un côté ces deux partis qui savent que l'avenir de la France est dans une Europe de plus

53 LABOURET Simon, « La défaite annoncée de Nicolas Sarkozy : que reste-t-il de la rupture de 2007 ? » in *Revue Politique et Parlementaire*, Paris, n°1063-1064, avril/septembre 2012, pp. 85-100.

54 IVALDI, « Front national : une élection présidentielle de reconquête », op. cit., p. 117.

en plus intégrée et donc dans l'acceptation de règles budgétaires contraignantes, et d'un autre côté ceux, FN et FG, qui pensent que la France peut échapper aux contraintes de la mondialisation, des marchés et des règles européennes et qui estiment que la France doit refuser son intégration à "l'Europe libérale" et reconquérir sa pleine souveraineté »⁵⁵. La crise qui déchire l'UMP pour le contrôle de la présidence du parti entre François Fillon et Jean-François Copé, derrière ses multiples rebondissements révélateurs d'un problème de gouvernance interne, traduit l'inéluctabilité et désormais l'urgence⁵⁶ de faire ou non ce choix.

b- Entre naufrages, scissions et résurrections, le centre victime de la logique de la V^{ème} République. Dans un essai sur le centrisme français⁵⁷, Maurice Duverger fait remarquer que « [s]ous la plupart des régimes –Directoire, Premier Empire, Monarchie de Juillet, Second Empire, Troisième et Quatrième République– la politique française est dominée par le centre. On y trouve bien une certaine oscillation du pendule, mais de faible amplitude. Le balancier ne se déplace pas d'un mouvement large (droite-gauche, gauche-droite) mais d'un mouvement étriqué, à l'intérieur du centre (centre droit - centre gauche, centre gauche - centre droit). Le trait caractéristique de la politique française, c'est le centrisme ». Il constate dès 1964 –le phénomène nous est depuis devenu familier– que « [l]es conditions sociologiques d'un bipartisme et d'une alternance qui n'existaient pas auparavant sont en train de se développer rapidement ». Puis, il conclut sa démonstration par cette prophétie : « Il semble qu'à long terme la conjonction des centres soit

55 GRUNBERG Gérard, « L'UMP en danger », *Télos*, 23 avril 2012 [en ligne]. Disponible sur : <<http://www.telos-eu.com/fr/vie-politique/politique-francaise/lump-en-danger.html>> (consulté le 26.03.2013).

56 Dans un contexte d'abstention record, l'élection législative partielle de la deuxième circonscription de l'Oise, le 24 mars 2013, a été marquée par la très forte progression du FN, avec 48,59% des suffrages exprimés au second tour contre 26,6% au premier tour, face au candidat UMP sortant, Jean-François Mancel, ancien secrétaire général du RPR.

57 DUVERGER Maurice, « L'éternel marais. Essai sur le centrisme français » in *Revue française de science politique*, Paris, 14^{ème} année, n° 1, 1964, pp. 33-51.

donc condamnée ». Les divisions de la nébuleuse centriste⁵⁸ en 2012, résultats de naufrages, scissions et résurrections, parlent d'elles-mêmes avec, pour simplifier le tableau, le MoDem de François Bayrou, le Nouveau Centre d'Hervé Morin et l'UDI de Jean-Louis Borloo. Par ailleurs, en 1969, Colette Ysmal décelait déjà, à propos de l'expression politique du centrisme, « l'esquisse de deux tactiques préférentielles, l'une qui insiste sur ce qui rapproche du gaullisme et tend à accepter, au-delà des « pesanteurs sociologiques », la politique de la majorité, le régime et ses contraintes ; l'autre qui rapproche de la gauche non communiste parce qu'on se sent ou se veut opposition et qui, dans un style proche du « Cartel des non » de 1962, conduit à oublier ce qui divise pour retenir ce qui unit : un commun refus du comportement majoritaire »⁵⁹. Esquisse confirmée par l'analyse du vote centriste lors des scrutins de 2012 à l'occasion duquel « [l]a quête d'indépendance du MoDem le handicape dans des scrutins où il se heurte aux grandes forces politiques de gauche et de droite [et] la stratégie d'alliance du Nouveau Centre le contraint politiquement et se solde par des départs réguliers pour rejoindre l'UMP »⁶⁰. Le Nouveau Centre a opéré avec le concours de l'UMP un choix stratégique symétrique à celui d'EELV avec le concours du PS. En revanche, la stratégie du refus du schéma bipolaire et de la dépendance (quoique relative comme l'a montré EELV) politique qu'elle induit à l'égard des grands partis a coûté au MoDem l'essentiel de sa représentation à l'Assemblée nationale. Le départ de l'UMP de sa composante de centre-droit emmenée par Jean-Louis Borloo et sa tentative de faire renaître l'ancienne UDF sous l'appellation de l'Union des Démocrates et Indépendants (UDI) seront-ils de taille pour faire mentir les augures ? À moins que le FN ne soit le catalyseur d'un

58 Les candidats centristes se sont présentés aux élections législatives sous différentes étiquettes (Centre pour la France, Nouveau Centre, Alliance centriste) avec des fortunes tout aussi diverses. Le Mouvement démocrate (MoDem) obtient 2 députés avec 1,77% des voix au plan national au premier tour, le Nouveau Centre envoie 12 députés au Palais Bourbon avec 2,2% des voix et l'Alliance centriste 2 élus avec 0,66% des suffrages.

59 YSMAL Colette, « Unité ou pluralité du centrisme » in *Revue française de science politique*, Paris, 19^{ème} année, n°1, 1969, pp. 171-182.

60 DOMPNIER Nathalie, « Les "Centres" à l'Assemblée nationale face aux logiques de la bipolarisation » in *Revue Politique et Parlementaire*, Paris, n° 1063-1064, avril/septembre 2012, pp. 160-166.

éclatement de l'UMP qui laisserait le champ libre à l'UDI ou que l'UDI ne soit en mesure d'organiser avec l'UMP des primaires de la droite modérée⁶¹, compte-tenu de la logique du système politique et institutionnel, les mêmes causes produisant les mêmes effets, rien ne laisse présager que ces velléités de faire vivre un parti centriste indépendant aient plus de chances de réussite que les précédentes.

IV - La problématique européenne au cœur du nouveau clivage politique français ?

La position symétrique dans laquelle le système bipartisan et la convergence des organisations placent l'UMP et le PS ne les entraîne-t-elle pas à formuler le même type d'offre politique avec pour conséquence directe un « brouillage des clivages »⁶² ? Certes, le scrutin présidentiel « offre une fenêtre d'opportunité pour des stratégies anti-bipolarisation »⁶³ qu'elles soient structurelles avec le FN ou conjoncturelles avec le centre et l'extrême-gauche. Cependant, le problème se situe à un autre niveau. Au-delà d'une remise en cause du phénomène bipartisan à l'œuvre avec la présidentialisation des forces politiques, remise en cause qui équivaldrait purement et simplement à récuser l'agencement institutionnel de la V^{ème} République, la séquence électorale de 2012 met en lumière l'obsolescence du clivage droite-gauche dans sa facture idéologique traditionnelle, et laisse entrevoir l'émergence d'une nouvelle ligne de fracture autour du traitement à réserver à la question européenne. Ce n'est donc pas la bipolarisation du système de partis qui est en jeu mais, plus essentiellement, la nature même des données du débat national qui lui est sous-jacent et pour lequel elle offre une grille de lecture et un cadre au déploiement et à l'expression⁶⁴.

61 GRUNBERG Gérard, « Borloo fera-t-il mieux que Bayrou ? », *Télos*, 24 octobre 2012 [en ligne].
Disponible sur : <<http://www.telos-eu.com/fr/vie-politique/borloo-fera-t-il-mieux-que-bayrou.html>> (consulté le 29.03.2013).

62 GRUNBERG et HAEGEL, *La France vers le bipartisme ?*, op. cit., p. 9.

63 Ibid., p. 33.

64 « S'appuyant sur les clivages sociaux et culturels, souvent anciens, qui divisent la société et structurent les conflits, ils simplifient ces clivages, les hiérarchisent, les activent et leur donnent leur signification politique » rappellent, évoquant le rôle des partis politiques, GRUNBERG et HAEGEL, Ibid., p. 95.

En leur temps, les souverainistes, de droite comme de gauche, ont porté les premiers coups de boutoir au clivage droite-gauche identifié à travers le bipartisme de fait UMP-PS et fait apparaître les lignes de fracture autour desquelles un nouveau clivage pourrait bien se restructurer après les scrutins de 2012. L'émergence électorale du souverainisme remonte à la campagne référendaire pour la ratification du Traité de Maastricht en 1992. À cette époque, « [l]e RPR et l'UDF, favorables à la ratification du Traité de l'Union européenne, ont été confrontés à des oppositions internes, allant finalement jusqu'à des scissions, le décalage entre les dirigeants et les adhérents étant particulièrement net au RPR »⁶⁵, alors même que la gauche n'était pas en reste avec le Pôle républicain de Jean-Pierre Chevènement qui récusait le clivage droite-gauche sur une thématique souverainiste assez proche. Plus tard, en 2005, la campagne pour la ratification du Traité constitutionnel européen a durablement divisé le PS entre d'une part une direction, animée par François Hollande, favorable au texte et d'autre part une aile gauche, emmenée par Laurent Fabius, hostile mais en phase avec le rejet de ce texte majoritairement exprimé dans l'opinion publique. L'introduction dans la vie politique française, par ces deux votes référendaires, de ce clivage autour d'étapes fondamentales de la construction européenne comme la monnaie unique et la constitution européenne, même si elle n'a eu « [aucune] consistance politique propre à opérer une restructuration des forces politiques autour de lui » a, bien plus que les contingences du système bipartisan, contribué au brouillage du clivage droite-gauche, dans la mesure où il s'agit « de clivages transversaux qui traversent les principales familles politiques »⁶⁶. Comme le relève Grunberg, désormais, « [l]es deux grands partis sont confrontés à la même contradiction : comment concilier l'euro-scepticisme d'une partie de leur électorat potentiel avec la dynamique de la politique européenne qui, à la faveur ou sous la contrainte de la grave crise en cours, les conduit à une intégration politique toujours plus poussée »⁶⁷.

65 Ibid., p. 37.

66 DEHOUSSE Renaud, « La France du non, arbitre de la présidentielle ? », *Télos*, 26 mars 2012 [en ligne]. Disponible sur : <<http://www.telos-eu.com/fr/vie-politique/politique-francaise/la-france-du-non-arbitre-de-la-presidentielle.html>> (consulté le 29.10.2012).

67 GRUNBERG Gérard, « Leçons des élections (fin) », *Télos*, 26 juin 2012 [en ligne]. Disponible sur : <<http://www.telos-eu.com/fr/vie-politique/lecons-des-elections-fin.html>> (consulté le 8.11.2012).

En effet, les menaces que ne cessent de faire peser sur l'euro depuis 2009 les crises bancaires grecque ou chypriote et celles des dettes publiques ont amplement démontré que la gestion individuelle, par chacun des États de la zone, d'une monnaie commune relevait non seulement d'un non-sens en matière de bonne gouvernance économique, monétaire et budgétaire, mais aussi d'un déficit en matière de fonctionnement démocratique. Elles ont aussi accentué fortement la pression sur les gouvernements européens pour qu'ils engagent des réformes structurelles profondes notamment de leur dette publique identifiées, par les opinions publiques, aux politiques d'austérité honnies par principe. Ce faisant, elles ont imposé, en filigrane, au débat présidentiel français, la problématique européenne et les choix auxquels elle confine. Ainsi, après s'être mis d'accord, le 10 mai 2010, sur la création du Fonds européen de stabilité financière (FESF), une enveloppe dotée de 750 milliards d'euros⁶⁸, qui évoluera plus tard en Mécanisme européen de stabilité (MES), les partenaires européens ont-ils décidé, en juin 2012, de mettre en œuvre un chantier d'une tout autre envergure, celui d'une union bancaire destinée à renforcer la cohésion de l'Union européenne et à stabiliser la zone euro⁶⁹. Auparavant, le traité sur la stabilité, la coordination et la gouvernance

68 Ce fonds devait aussi adresser un message aux marchés selon lequel les pays de la zone euro n'entendaient nullement les laisser mettre à mal la monnaie unique et se dotaient d'un instrument capable de venir en aide aux pays qui seraient mis en difficulté.

69 Conclusions du Conseil européen des 18-19 octobre 2012, Bruxelles : 19 octobre 2012 [en ligne]. Disponible sur : <www.consilium.europa.eu/uedocs/cms_data/docs/pressdata/fr/ec/132991.pdf> (consulté le 2.02.2013). On peut y lire notamment : « Le processus devant mener à une union économique et monétaire plus intégrée [...] nous devons avancer sur la voie de la mise en place d'un cadre financier intégré ». « [L]e Conseil européen invite les législateurs à poursuivre en priorité les travaux sur les propositions législatives relatives au mécanisme de surveillance unique (MSU) [qui] sera fondé sur les normes les plus élevées en matière de surveillance bancaire et la BCE sera en mesure d'assurer, de manière différenciée, une surveillance directe ».

au sein de l'Union économique et monétaire (TSCG)⁷⁰ avait préalablement renforcé la discipline budgétaire dans la zone, conformément aux conclusions du Conseil européen qui précisait que « les réformes structurelles et les efforts d'assainissement budgétaire doivent se poursuivre pour jeter les bases d'un retour à une croissance durable »⁷¹. Parmi les dispositions du traité, dont l'article 1 pose que « les parties contractantes conviennent, en tant qu'États membres de l'Union européenne, de renforcer le pilier économique de l'Union économique et monétaire en adoptant un ensemble de règles destinées à favoriser la discipline budgétaire au moyen d'un pacte budgétaire, à renforcer la coordination de leurs politiques économiques et à améliorer la gouvernance de la zone euro, en soutenant ainsi la réalisation des objectifs de l'Union européenne en matière de croissance durable, d'emploi, de compétitivité et de cohésion sociale »⁷², on signalera le principe de la règle d'or budgétaire, « dispositions contraignantes et permanentes, de préférence constitutionnelles, ou dont le plein respect et la stricte observance tout au long des processus budgétaires nationaux sont garantis de quelque autre façon » (art. 3.2), la correction automatique du non-respect des déficits autorisés (art. 3.1e), l'établissement de sanctions de la Cour de justice de l'Union européenne s'agissant de la mise en place des règles d'or dans les ordres juridiques nationaux (art. 8.1)

70 Solution de nature intergouvernementale et non pas communautaire décidée lors du Conseil européen du 9 décembre 2011, ce traité, qui ne concerne que 25 des 27 pays membres, suite au refus du Royaume-Uni et de la République tchèque de s'y associer, apporte une consécration juridique au dispositif appelé « Six Pack ». Arrêté le 16 novembre 2011, il s'agit d'un ensemble de six textes qui réforment la gouvernance économique européenne (trois règlements réformant spécifiquement le Pacte de stabilité et de croissance, deux autres élargissant la surveillance à l'ensemble des déséquilibres macroéconomiques et une directive énonçant des règles applicables aux cadres budgétaires des États membres). GAILLARD Marion, « La zone euro dans la tourmente : la crise de la dette depuis 2010 », 4 février 2012 [en ligne]. Disponible sur : <<http://www.vie-publique.fr/decouverte-institutions/union-europeenne/approfondissements/zone-euro-tourmente-crise-dette-depuis-2010.html>> (consulté le 17.11.2012).

71 Conclusions du Conseil européen du 9 décembre 2011, Bruxelles : 25 janvier 2012 [en ligne]. Disponible sur : <www.consilium.europa.eu/uedocs/cms_data/docs/pressdata/fr/ec/126719.pdf> (consulté le 31.08.2012).

72 Traité sur la stabilité, la coordination et la gouvernance au sein de l'Union économique et monétaire du 2 mars 2012 [en ligne]. Disponible sur : <www.european-council.europa.eu/media/639232/8_-tscg.fr.12.pdf> (consulté le 15.09.2012).

et des sanctions quasi automatiques pour les déficits excessifs (art. 8.2). En outre, en posant le fait que « [s]ur la base de la coordination des politiques économiques définie dans le traité sur le fonctionnement de l'Union européenne, les parties contractantes s'engagent à œuvrer conjointement à une politique économique qui favorise le bon fonctionnement de l'Union économique et monétaire et qui promeut la croissance économique grâce au renforcement de la convergence et de la compétitivité [en entreprenant] les actions et [en adoptant] les mesures nécessaires dans tous les domaines essentiels au bon fonctionnement de la zone euro, en vue de réaliser les objectifs que constituent le renforcement de la compétitivité, la promotion de l'emploi, une meilleure contribution à la soutenabilité des finances publiques et un renforcement de la stabilité financière »⁷³, l'article 9 ne laisse aucun doute sur le renforcement de la dimension supranationale de la construction européenne auquel les États de la zone euro sont confrontés à l'occasion de la crise qui affecte leur monnaie. De même que les conditions de son entrée en vigueur au 1^{er} janvier 2013 ! En effet, signé le 2 mars 2012, le TSCG est applicable aux parties qui l'ont ratifié (art. 14.3) pour autant que douze parties contractantes dont la monnaie est l'euro aient déposé leur instrument de ratification (art. 14.2), ce qui, comme le souligne Gaillard, « constitue une véritable « révolution » dans la construction européenne dans la mesure où tous les traités européens ont jusqu'alors dû être ratifiés par la totalité des États signataires pour pouvoir entrer en vigueur. »⁷⁴ Par ailleurs, en octobre 2012, l'Union européenne a fait un pas de plus vers l'union bancaire suite à la conclusion d'un accord établissant un superviseur des banques de la zone euro dans le cadre d'un mécanisme de surveillance unique des établissements bancaires européens, afin d'éviter l'apparition de risques bancaires et d'une contagion transnationale⁷⁵. L'objectif fixé à l'union bancaire consiste à briser le cercle vicieux qui, partant d'une crise du secteur bancaire, enclenche une récession

73 Ibid.

74 GAILLARD, « La zone euro dans la tourmente : la crise de la dette depuis 2010 », op. cit.

75 ACKERMANN Josef, « Union bancaire : de la théorie à la pratique », *Questions d'Europe*, n°271, 25 mars 2013 [en ligne]. Disponible sur : <http://www.robert-schuman.eu/question_europe.php?num=qe-271> (consulté le 20.04.2013).

qui entraîne une crise budgétaire qui contraint l'État à le renflouer ce qui aggrave encore la crise budgétaire, « en affaiblissant les rapports qui unissent un système bancaire national et le secteur public du pays dont il dépend juridiquement. »⁷⁶ Ce transfert majeur de souveraineté qui octroie à la BCE le contrôle des banques nationales⁷⁷ illustre, au-delà de l'importance des décisions que doivent prendre les peuples européens, la responsabilité qui incombe aux partis politiques dans leur devoir de clarification et d'explication des enjeux. On comprend que la mise en place de structures et d'institutions supranationales provoque évidemment des tensions avec les souverainetés nationales, mais si l'objectif à atteindre est une union monétaire plus stable et une union économique plus étroite, plus disciplinée et plus homogène fiscalement et politiquement, alors les partis ne pourront faire l'économie d'une adaptation à ce clivage qui s'impose à eux depuis l'Europe.

Quand bien même certaines préconisations n'auraient pas (encore ?) été retenues telle la création d'un « Trésor européen » chargé de gérer en commun la dette des États de la zone euro⁷⁸, le train de décisions pris au niveau européen va inéluctablement dans le sens d'une mutualisation de la décision politique monétaire européenne qui ne pourra à terme se traduire autrement que par une fédéralisation accrue des processus décisionnels et de fonctionnement au sein de l'Union européenne. Or, c'est précisément là que le bât blesse pour les partis politiques français. Coordination et convergence couplées à des mécanismes de sanction contraignent les partis politiques à « expliquer aux Français les véritables enjeux et donc à les préparer aux décisions lourdes et difficiles qui devront être prises »⁷⁹. Or, comme le souligne un rapport remis au Président de la République, « [la] désaffection des populations réduit la capacité des gouvernements à soutenir des avancées ambitieuses pour l'Union, dans la mesure où celles-ci reposent sur des compromis de moins en moins acceptés. A fortiori tout nouveau transfert

76 Ibid.

77 Cette décision a été entérinée par les chefs d'État et de gouvernement le 15 décembre 2012. L'union bancaire doit entrer en vigueur en mars 2014.

78 LE GRIP Constance, PLAGNOL Henri, *Un chemin pour un "pilotage économique européen"*, Paris : La Documentation française, janvier 2011, 39 p.

79 GRUNBERG, « Leçons des élections (fin) », op. cit.

de souveraineté devient impossible. »⁸⁰ Et de continuer : « Au cœur de notre problématique, il y a la défiance des peuples et des États vis-à-vis de l'Union. Autant il y a un relatif consensus des élites sur la nécessité d'un meilleur pilotage économique en commun de la zone euro, accompagnement indispensable de la monnaie unique, autant force est de constater, au mieux l'indifférence des peuples, au pire leur hostilité. »⁸¹ Les élections générales en Grèce et récemment en Italie, deux pays éprouvés par les politiques d'austérité de remise en ordre de leurs finances publiques, nous ont fait entrevoir quelles dérives pouvaient être associées à cette constatation : une montée inquiétante et sans aucune équivoque des mouvements populistes (Syriza⁸², MoVimento 5 Stelle⁸³) et nationalistes (Aube dorée⁸⁴), alors qu'un euroscepticisme⁸⁵ grandissant dans l'ensemble des pays de l'Union affecte jusqu'au choix d'électeurs pourtant réputés pro-européens comme les Finlandais

80 LE GRIP et PLAGNOL, *Un chemin pour un "pilotage économique européen"*, op. cit., p. 4.

81 Ibid., p. 1.

82 Lors des élections législatives grecques du 17 juin 2012, la Coalition de la gauche radicale – rebaptisée Front Unioniste Social – conduite par Alexis Tsipras a recueilli 26,89% des votes et 71 sièges à la Vouli, le Parlement monocaméral grec, (chiffres à rapporter aux résultats du scrutin du 6 mai 2012 qui avait déjà souligné sa percée : 16,78% et 52 députés) après une campagne électorale axée contre les conséquences pour la population de la politique d'austérité imposée par l'Union européenne pour le sauvetage de la Grèce.

83 Lors des élections générales italiennes des 24 et 25 février 2013, le Mouvement 5 Étoiles emmené par l'humoriste Beppe Grillo a recueilli 25,5% des votes et 108 sièges à la Chambre des députés et 23,79% des votes et 54 sièges au Sénat pour sa première participation à ce scrutin. Les cinq étoiles symbolisent l'eau publique, les transports « durables », le développement, la connectivité et l'environnement. En dehors des problématiques de l'écologisme, de l'antipartisme et de la démocratie participative, la campagne électorale de 2013 a été l'occasion de développer un discours eurosceptique avec notamment le refus de rembourser la dette publique ou la sortie de l'Italie de la zone euro.

84 Il s'agit d'un parti politique grec d'extrême droite qui, lors des élections législatives du 17 juin 2012, a rassemblé 6,92% des votes et obtenu 18 députés. Dirigé par Nikolaos Michaloliakos, cette formation articule son discours autour des thèmes irrédentistes, xénophobes, souverainistes et natalistes (droit du sang).

85 Pour une analyse sur la convergence entre l'euroscepticisme et le populisme en Europe, se reporter à REYNIÉ, *Populismes : la pente fatale*, op. cit.

(Perussuomalaiset⁸⁶).

En guise de conclusion

En raison du renforcement du fait majoritaire et de la présidentialisation accrue du régime de la V^{ème} République depuis l'instauration du quinquennat, l'adaptation consécutive du système de partis en France semble, à l'inverse des cas évoqués plus haut, en mesure de pouvoir la conserver à l'abri d'embardees similaires à celles rendues inévitables par des systèmes politiques qui garantissent une représentativité parlementaire à la plupart des forces politiques en concurrence et encouragent de ce fait la recherche de compromis pour la constitution de majorités gouvernementales stables. Cette garantie des institutions françaises n'est toutefois pas illimitée. Relever un tel défi requiert des acteurs partisans du jeu politique, de la part du PS et de l'UMP ainsi que de la part de toutes les formations politiques qui aspireraient à gouverner, qu'ils se soumettent aux deux préalables suivants. D'une part, sortir de leur ambiguïté quant à la préservation d'une « gauche idéalisée » que la stratégie d'opposition de l'extrême-gauche, du Front de gauche, du PCF et de EELV a rendu illusoire ou quant à la constitution d'une « droite décomplexée » qui perdrait au centre les soutiens qu'elle trouverait plus à droite, en actant l'obsolescence du clivage idéologique droite-gauche. Et d'autre part, substituer à ce dernier un nouveau clivage qui offrirait sans fard comme alternative le choix du fédéralisme européen ou celui de l'autonomie nationale, afin « [qu']à un moment donné [...] le chef de parti, devenu chef du pouvoir exécutif, se transforme en homme d'État, avec tous les risques politiques que cela comporte »⁸⁷.

付記 本論文は南山大学ヨーロッパ研究センターの2012年度研究交流助成による研究成果の一部である。

86 À l'occasion des élections législatives finlandaises du 17 avril 2011, le parti des Vrais Finlandais conduit par Timo Soini a recueilli 19,1% des votes et 39 sièges à l'Eduskunta, le Parlement monocaméral, (un gain de 34 députés par rapport au scrutin de 2007) après une campagne électorale axée contre les plans d'aide aux pays de la zone euro en difficultés.

87 GRUNBERG, « Leçons des élections (fin) », op. cit.

職業専門学士設立における全体性と統一性の欠如

—大学改革の矛盾の反映—

カトリーヌ・アギュロン*

訳 小林 純子

1999年に創設された職業専門学士は、指令が遂行された迅速さからも、課程の形成のされ方からも、課程形成の例外的なプロセスであるように見える。職業専門学士の創設は、10年前から大学を根本的に変化させ、高等教育機関の管理運営や教育的機能にも影響を及ぼしているヨーロッパレベルの一連の改革と並行して生じたものである。このように、職業専門学士の創設は、多少なりともボローニャプロセスやリスボンプロセスに立脚しているが、LRU¹や教員ステイタスの変革といった国内改革にも立脚している。実際、このヨーロッパレベルのプロセスは、関連諸国においてそれぞれ固有の様相をみせている (Musselin, 2009)。それは各国にとって、そして差しあたりフランスにとっても、LRU、すなわち大学の自律性に関する法律のような、構想中の諸改革を実現するチャンスであり、少なからず影響をもたらしたのである (Croché & Charlier, 2010)。

それでは、この課程設置の委細顛末はどのようなものか。高等教育機関はそのことになにゆえこれほど熱心に対応したのか？この対応は、制度的論理（監督機関の指令への従属）によるものか、学校的論理（バカロレア取得後2年間の学業従事）によるものか、人口学的論理（流動管理）によるものか、あるいは職業的論理（認知された資格取得の必要性に対応するものであるのか）によるものか？大学の職業専門化をはっきり打ち出した政策に従属するこのディプロム²への疑問は多い。職業専門学士（LP）は、教育課程の再編（LMD）を補うもので、この職業専門化を体現しており、その統制は、ヨーロッパレベルでの行動指針によって勢いを得た新しい「ガバナンス」に固有のさまざまな内部評価や外部評価と結びついている (Garcia, 2008)。[こうした動きに対する] 抗議の声は上がっているが (ARESER, 1997, 2007)、それはまだ散発的

* 社会学者、パリ・デカルト大学、社会関係研究センター。

1 すべての略号は文末に詳説した。

なものである (Agulhon, 2007a)。

しかしわれわれは大学のいくつかの教育課程を、学術的で一般教養的な「堅苦しい枠」から救いさなければならぬのだろうか？これらの教育水準は、詳細な、あるいは専門的な、技能に関する明確な期待に従わなければならないのだろうか？それこそが研究すべき領域であり、明確に範囲を定めたい問いである。それゆえ、このディプロムの分析は、大学の方針を分析すると同時に、教育と職業の関係の再定義を分析する作業の一環をなしている。これらの分析は、前段階としての教育課程の計画と運営から、後の段階での若者の職業参入の調査まで、幅広い範囲に及ぶ。職業参入はLRU (2007年8月) では大学の第3の主要任務に掲げられている。

教育課程の統制は、20年前から大学のガバナンスを特徴づけている契約化¹⁾のプロセスのなかにある。大学の教育課程は、教員によって現場レベルで形成され、学内の各種委員会によって承認を得、その後 DGESIP や高等教育研究評価機構などの全国的な統制機関によって承認される。この分節化された手続きは、内部の方針 (大学) と外部の方針 (認証委員会) が常に、そしていとも容易に変化するだけになおさらプロセス全体の分析を難しいものになっている。こうして、2006年には1400の学士課程を、2007年には1620の学士課程を、そして2009年には1818の学士課程を数えているが、それは学士課程登録者数全体の20%である。このことは、大学や教員の割いている労力の大きさに対して、ターゲットである学生が非常に限られていることを示している。それでは、こうして生産された学士の機能はいったいどのようなものなのか。原産地の学士は選抜的であり、定員に限りがある。この学士課程があることで、DUT や BTS の課程の学生は L レベル (学士) に到達することはできるが、その後の学業を継続することはできない。このように、これらの学士課程の学生は学士レベル止まりで就職し、特定の職種に適合しなければならないのである。それゆえこれらの学士課程の機能は、大学の全体的な機能からみると、特殊かつ矛盾をはらんだものとなっている。

本稿では、この教育課程の特徴を示したい。すでに多くの研究が、認証の手続き (Maillard et Veneau, 2006) や、これらの学士設置当初のパートナーシップ (Bel et al., 2005)、教育課程の属領化 (Filâtre, 2003) を描いている。本稿では、複数の指標を用いる。それは、われわれが詳細に分析した国民教育省のウェブサイトで紹介されている職業専門学士のリスト、大学ならびに IUT のウェブサイトに掲載されている履修モデルおよびカリキュラムである。本稿の目的は、これらの学士の性質と数を明らかにし、それがどの程度存在するかを数え上げ、それらが狙いとしている職種を把握し、知識と技能の観点からカリキュラムの目標を理解することである。技能という概念は、カリキュラムの刷新と現代化を行うためにはとても都合のよい合言葉である。技能は、「やり方やあり方に関するさまざまな知識を動員する能力」

(Stroobants, 2007)²を含むものであるがゆえに、アカデミズムの閉鎖状態から、知識を外に取り出すものであると見なされているのである。それでは、動員すべき知識とは何か、この技能という概念の導入は、大学ではどのように行われているのだろうか？

職業専門化のプロセスは1960年代から進行している

職業専門化は、ここ20年の指令である。しかし Lessard と Bourdoncle (2002) が述べているとおり、教養と知識生産の場である大学は、職業生活への準備という任務を昔からまっとうしてきたのであった。伝統的な大学教育の原型である医学や法学は、職業と切り離されてはいない。アカデミックな学問（文学、人文学、科学）は常に、学生を教育分野か研究分野のために育ててきた。新たな指令は、周囲の状況の変化に対応したものである。高等教育は³、こんにち同一世代の大部分を受け入れており（50%以上）、したがって、その目的を多様化させなければならない。このような現実に向きながらも、多くの場合、高等教育の任務、教育の目的、教育機関の組織についてまとまりやコンセンサスを得ることは難しい。さらに、このコンセンサスがヨーロッパのプロセスの一環をなすにもかかわらず、各国が固有の伝統を持っているために、なおさら難しいのである。

そうはいつでも、最近の学術分野（経営、情報処理、工学など）が職業専門的な文化や大学の世界における特殊な位置づけをもっているように、これらの指令は初めて出てきたものではない。1960年代半ば過ぎから、職業専門的な機関、課程、ディプロムが大学内につくられるようになった (Chessel & Pavis, 2001)。それらは「1968年の出来事」が明らかにした「危機」に立ち向かうために考案されたものであった (Girod de l'Ain, 1990)。それらは、1990年代においては、学校の大衆化に応えるものであり、とりわけ雇用の危機に対応するものであった。それらは、教育システムと生産システムを近づける計画の一環をなしているのである。

この教育システムと生産システムの接近は、大学に固有の事柄ではない。それどころか、1980年代の初めから技術系や職業系の中等教育においても強化されたことであ

2 筆者は、ある批評においてこのように最小限の定義を行った。その批評では、とりわけこの曖昧な概念を批判したが、それは職業界と同様、学校界でも広く使われている。

3 大学はこれらの改革によって影響を受けた高等教育課程のひとつである。大学はその先行性においても比重においても高等教育の主要な課程であるが、改革は関連諸機関（IUT、大学、公立・私立の職業専門学校）のそれぞれに影響を与えている。それぞれの機関が、その構造に応じて改革の強い変化を受け入れ、解釈している。ここでは大学と IUT に注目する。

る。このアイデアが具体化するのには部分的には J.-P. Chevènement が1984年に開始した「教育=企業ミッション」においてである。しかし「職業専門化」という用語がさかんに用いられたのは大学においてであった。この用語は、厳密な定義があるわけではないが、早い段階で自明のものとされた。とりわけ1999年から、高等教育機関は徐々に職業専門的な課程や、それらを発展させる努力を強調するようになる。このように、「職業専門化」は魅力的な要素や現代化のあかしと見なされるようになった。このことは、高等教育機関が置かれた不確実な立場と、外部から強制された高等教育機関の目的の変化を明らかにしている。

しかし職業専門学士の導入は、多くの点で特殊にみえる。職業専門学士の導入は、大学の伝統とのある種の断絶を示しており、教育行政からの関心を集め、異例の早さで実行されている。また職業専門学士は、資格取得という明確な目的のもとづくかぎりにおいて、大学の他の教育課程よりも経済界との密接な関係の中にある。さいごに、大学ならびに教員研究者の「自律性」があるせいで、この「職業専門化」という概念の解釈や評価のしかたは実にさまざまである。それぞれの高等教育機関（大学ないし IUT）、それぞれの UFR、それぞれの学部が、固有のやり方で教育課程を発展させているため、観察者は不可解で複雑な対象を相手にすることになる。

職業専門学士の特殊な性格

大学人はこれらの移行に批判的である。それが大学の機能、使命、指向性の根本的な転換を目指し、教育課程の設置と組織を経済界の期待とされるものに従わせてしまっているからである (Abéard, 2003 ; ARESER, 2007)。

それでも大学人の多くは、「職業専門化」の必要性を次第に受け入れるようになった。学校契約⁴や大学ウェブサイト上に掲載されている教育課程がそのことを示している。しかし教育課程とそれに対する当事者の関わりを展開をより詳しく分析すると、こうした集団的な取り組みから受ける印象はずいぶん変わってくるだろう。

1996年から2007年の間に一般的なディプロム [の種類] は変わらないが、職業専門的なディプロム⁵は著しく増加した。それでも学生の多くは一般的なディプロムを取

4 1989年に始まる学校契約とは、内部協議の結果、監督機関とともに共同で署名され、将来的な年期（一般に4年間）における「発展のための最重要方針」を定めるもの。 Cf. Musselin, 2001.

5 IUP に関連した教育課程全体のことで、DEUST, DUT, LP, MST, 2002年に職業専門修士になった DESS。

得している（Maillard & Veneau, 2006）⁶。しかし1990年代には、職業専門修士（旧 DESS）の需要が研究修士（旧 DEA）⁷の需要よりも急激な増加を見せる。この典型的なフランスの修士の区分は、ヨーロッパ的な枠組みでディプロムが均質化されるにしたがって、すなわち修士課程の修了と博士論文研究の継続が一体化されるにしたがって、問題視されるようになった。だからこのディプロムの「職業専門的」内容は酷評されることになる。

それに対して、職業専門的な学士号を取得する学生数は一般的な学士号を取得する学生数を上回ってはいない。むしろここでは「学士の」インフレが起きており（Kletz & Pallez, 2003）、職業専門学士の設置は既存の教育課程と共存すべき補足的な教育課程の設置と受け止められている。しかし教育課程の数においても、ディプロム取得者の数においても、職業専門的な学士の増加にはめざましいものがある。職業専門的な学士号の取得者は2001年に3620名であり、2007年には34480名となり、これはL3のディプロム取得者の20%に相当する（DEPP, 2009 : 251）。

とはいえ、S. Mignot-Gérard と C. Musselin（2001）が詳説しているとおり、特別な評価基準（そしておそらく認証方式の基準⁸）が欠如していることを考慮すると、この発展は全国レベルでも高等教育機関の内部レベルでも、きちんと調整されていないように思われる。

われわれの現地調査では、さまざまな高等教育機関の活動の論理のあいだにいくつかの顕著な違いを挙げる事ができた⁹。IUT は、この教育課程の中にLMD構造のうちのLにならぶチャンスを見ており、教育課程を設置し、DUを改変することで制度的な論理に加担し、構想中のおそらく大学に準ずる高等教育機関のようなものを目指している。IUTにはこの教育課程の半数がある。大学は命令に応じて教育課

6 DEPP のデータは、これらの現象に近い。年報 *Repères et références Statistiques* (2009)によれば、2007年に一般的な学士号を取得したものは128 222名、職業専門的な学士号を取得したものは34 480名となっている。

7 1990年にDEAの取得者は20 000名で、DESSの取得者は12 000名であったが、2000年にはDEAの取得者は23 000名、DESSの取得者は32 000名になり、2007年では研究修士号の取得者は24 000名、職業専門修士号の取得者は66 000名となった（RRS, 2009 : 251）。

8 職業専門学士課程の立案却下数の多さは、この観点からは新しい事実であるといえる。Maillard と Veneau（2003）の分析によれば、設置案件の半数はここ10年の初めに却下され、今日ではそれほど却下されていない。したがって、立案プロセスの前の段階に需要の分析作業があっても、それは必ずしも役に立つとは限らない。受理可能性の基準は不明のままである。

9 国立研究機構（2007-2009）との契約により、約30名の職業専門学士課程立案者に対してインタビューを行った。

程を刷新することで、いくつかの学部において余儀なくされた定員数削減を埋め合わせている。大学は LP の 3 分の 1 を提供している。大学は制度的論理と競争的な論理の両方の中にある。継続教育ⁱⁱⁱ⁾の諸機関もやはり、たいていは職業空間の狭さに関して DU を変化することで職業界の要請に応え、職業専門的で商業的な論理に加担している。しかし他にも多くの教育機関が LP を設置している。LP はエンジニア養成校、観光学校、保険学校やさまざまな機関、IAE や IUP や継続教育の諸機関にもみられる。少なくとも13種類の公立・私立機関が LP の課程を開いている。大学と IUT、大学あるいは IUT と高校、大学と私立機関、大学と IUT と CFA（職業見習い訓練の場合）などのあいだに教育機関同士のパートナーシップが結ばれている。こうしたパートナーシップの締結により、制度的な境界線はますます曖昧になっている。

LP は地理的にも、学術分野的にも、制度的にも不均等に分布している。LP は、リアル大学区^{iv)}、クレティユ大学区、ヴェルサイユ大学区に多い。また、学術分野としては、経営（29%）、コミュニケーション（17%）、生産（12%）、対人サービス（10%）などに多い¹⁰。これらの学士課程が採用するのは、ほとんどが DUT（45%）や BTS（32%）の若者で、DEUG 出身の学生は 5%しかいない。それは実用的な教育課程にも、新しいタイプの学生にも開かれている。この開放は、定員数の減少や、監督機関による結果への圧力や、大学に現代的な外観と若者の職業参入に関する効率性のあかしを与えようとする意向に応えたものである。

LP における成功率^{v)}は極めて高い（他学士66%に対し83%）。これは入学時の選抜¹¹の結果なのか、それともその機能のしかたの結果なのか？他の学士課程が150名以上を受け入れる一方で、LP は、20名から25名の学生集団を受け入れている。LP は、募集地域、専攻、局所的に生じている競争などに応じて多少の差はあるが選抜的である。学生の管理やケア、かれらの前進への関心は重要であり、またあまり強調されることはないが、教育課程の費用の問題も重要である。

職業参入がこれら LP の教育課程の「必然的な」目的であるとして、そして職業参入がこの課程の再評価される条件と見なされるとして、学生の15%が学業を続ける。他の学士号取得者よりも明らかに就職率の高い LP の学生について、数多くの部分的調査が行われている。しかしそれは限られた流動であり、ランク落ちとも言えるも

10 La DEPP は、最初の数年にいくつかの情報研究誌を出していたが、2007年以降は何も出していない。LP は教育省の関心が低下するほどの安定に達したようである。

11 DUT と BTS のいくつかの課程への入学はすでに選抜的であり、もっとも需要の多い職業専門学士課程には第2の選抜が適用される可能性があるため、ここでは二重の選抜のことを指す。これらの選抜に関するデータは極めて細分化されている。

のである。大部分の若者は、[LP でなくても] DUT の取得によって同じ職を得ることができたのである¹²。

未だかつてこれほどの関心をもって大学の教育課程が調査され、評価された（DEPP, CEREQ, OVE や大学によって）ことはなかった。このことはどのように解釈すべきだろうか？こうした関心は大学において成功を増やし、諦めと失敗^{vii}をなくそうとする圧力の一環をなすものなのだろうか？それは大学文化の刷新、いいかえれば、大学教育が即戦力となる技能を獲得することを目標とするようになるということなのだろうか？大学界はこの論争に対して、変化を危惧するにせよ、支持するにせよ、回避するにせよ、何らかの反応の声を上げずにはいなかった。

職業専門学士はそれぞれの現場で形成される

職業専門学士の設置は、大学教育の課程形成のやり方に関する論争を再燃させている。職業専門化、経済界とのパートナーシップ提携、職業界との接続のよさ、掲げられる教育課程のわかりやすさ、これらの指令は、教育課程形成の仕事を変化させた。しかしその規則は曖昧で変わりやすい。[課程形成の] プロセスは下部から上部へ向かうため、上部は事後的に評価と調査の役割を果たすことになる。DGESIP は、受理可能性の基準を固定化することを拒んでいるように見える。DGESIP は、教育課程や手続きを常に再検討したいと考えているのだろうか？DGESIP は責任を、すなわち教育課程への予算配分を、これらの自律的な大学に託すことが可能になることを望んでいるのだろうか？もしそうなればそれは数名の関係者の善意の権限の範囲内にとどまるだろう。このように多くの疑問が解答を得られていないため、高等教育機関は不安や、緊張感や、解釈の対立を持たざるを得ない。

教員集団側とはいえば、「受理されるような」教育課程を形成するための指標を求めている。教員集団は、認証を受けた「的確なモデル」を模倣しようとすると同時に、「受理される」ために他との違いを際立たせようとしている。教員集団は、多少なりとも暗々裏の規則に従っている（パートナーシップ、専攻、選抜、自己資金調達、職業参入の場の評価）。こうした教育課程を提供する高等教育機関は、さらに bac+3^{viii} の教育課程を発展させる権限の認証を受けなければならない、あるいはそのような認証を受けた高等教育機関（大学）と提携しなければならない。これらの教育課程は、課程間や教育機関間で次第に激しくなる競争の中にあり、それゆえ教育課程「市場」の

12 局部的で部分的なこれらの調査は、信頼度の高い方法論に基づいていない。これらの調査は、あまり代表的でない非常に小さな標本について教育課程修了後すぐに行われるため、CEREQ の方法論的知見とは完全にずれている。

中にある。認証委員会が起案の一部をあえて却下するとしても、この却下の理由を明らかにすることは難しい¹³。相次ぐ評価に応じて進むこの手続きは、一方で全国レベルにおいて展開している IUT の教育課程形成のされ方とも¹⁴、他方で職業界の代表がこれまで一度も動員されることのなかった大学の教育課程形成のされ方とも断絶している。この課程形成には統一性がなく、手続きとしてきちんと確立されていない。

さらに、職業関連諸団体は、これらの新しいディプロムに対して両義的な感情を抱いている。BTS や職業バカロレアができたときのような敵意は抱いていないとしても、このレベルの教育課程の価値を一貫して認めている訳ではない。職業関連諸団体は、[このレベルの教育課程を] 認知しなければならないということを、それゆえこうした教育課程の追加料金を「支払う」義務を負わなければならないということを危惧している。こうした警戒心についての証言は、HCEEE の報告書（2006）に集録されている¹⁵。

まぎれもなく「職業専門的」な名称である

この教育課程の特徴を解説してみよう。まずは国民教育省のウェブサイトに提示されている職業専門学士のリストに基づいて¹⁶、これらの学士のタイトルを各呼称において検証する。近接性あるいは意味的類似によってこれらの学士を分類したい。続いて教育課程の内容を分析し、この教育課程のカリキュラムへのアプローチを試みる。

職業専門学士の分類

教育省のウェブサイト上につくられた LP のリストは、この教育課程の分析の手

-
- 13 しかしここでも、手続きの一定の職業専門化や契約化の新しい形式への統合をみることができる。全国評価委員会による2006年調査総括は、提出書類の20%が棄却されたこと、したがって対象となった596の書類のうち80%が受理されたこと、うち40%は補足情報請求の対象となったことを引き合いに出している。
- 14 DUT については、専攻、カリキュラム、学業編成が特別委員会によって全国レベルで設置されしっかりと整備されている。24の専攻を数え、その名称は短く、比較的同質的であり、部門（「化学」）や活動（「司法キャリア」「経営商取引管理」）を称し、学術分野（「情報処理」「測定」）を称することは稀である。これらのカリキュラムは、120ページから160ページにわたる詳細な指示形式にしたがって提出される。
- 15 教育省の要請に応じて、われわれは2006年に「同一世代の高等教育ディプロム取得50%を目指して」という報告書を作成した。これは HCEEE の活動の一環で、職業関連諸団体（UIMM, Syntec^(ix)）の代表者に対し調査を実施した。
- 16 教育省はあまり整理されていなかった職業専門学士課程を合理化するため、48の全国共通名称のもとにこれらの学士を分類しているが、それらは活動の主要8部門に含まれる。

段となる。全国共通の呼称ごと、部門ごと、あるいは現場レベルで高等教育機関ごとに学士課程を数えることができる^{viii)}。[職業専門学士課程に] 多様な広がりが見られるのは、[その形成が] 現場的であることの証明であり、不適切な重複や非重複があるために教育省によって提示される分類は疑わしいものになっている。まずはこのような学士課程を数えて分類することができる。

第3次産業ならびに第2次産業の教育課程は、48の全国共通呼称に分類されている。このうちの3分の2が、コミュニケーション、商業、経営、サービスを対象とし、残りの3分の1が工業ないし建築業を対象としている。全国共通呼称に分類されている学士課程には100を越えるものもあるが、10に満たないものもある。商業のLPは150ほどあり、組織経営は133あり、この教育課程では圧倒的である。続いて、工業生産管理、工業生産、情報処理ソフトウェアシステムが来るが、これら3つには大した違いはない。さらにコミュニケーション活動技術、保険、銀行、工業活動（化学と食品）、保健衛生、電話通信ネットワークがある。このように、13の呼称の中に873の職業専門学士課程が含まれており、これは職業専門学士課程全体の3分の2に相当する。

これらの呼称を特徴づけているのは、「コミュニケーション情報処理」の分野と物流を含む貿易と経営の分野において、第3次産業と第2次産業の間の境界線がなくされているということ、多少なりとも新しい活動であることが多いということである。たとえば、イメージ伝達技術、景観遺産整備開発、組織マネジメント、人的資源管理などがある。学士課程のいくつかは複数の全国共通呼称に属しており、とくに組織マネジメントは、保健衛生やセキュリティーなど複数の呼称に重なりあっている。一見ただけでは、呼称間の調整がどのようになされたのかを理解することはできない。

このことは、これらの教育課程が引き起こす問題のひとつである。これらの教育課程は、他のディプロムに対しても、雇用や資格に対しても、その位置づけが曖昧である。実際これらのLPは、はじめはDUTと、のちに職業専門修士と競合関係に入る。目標、内容、関係者のイメージに重なり合う点が多いことが分かる。

呼称における統一性の欠如

DGESIPが形成したこれらの呼称やカテゴリーの内部では、学士のタイトルは極めて雑多である。このことについて説明を試み、手がかりを探りたい。

この混成的性格は多様な形態をとっているが、それは規則性の弱さや、それぞれの現場で独自に扱われることの多さを反映している。この混成的性格は、教育省が推奨しつつも事前に指示を出すことのほとんどない手続きの契約化の裏の側面でもある。

教育省が大学に対し、専攻を明示した学術分野に、修士課程、次いで学士課程を組み入れるよう推奨したことを思い出そう（2004年の「LMD」と呼ばれる改革の一環）。

この呼称の問題はしばしば激しい議論を呼び、さまざまな解釈をもたらした。同じ大学区でも、ある大学が専攻を記載しているのに対し、別の大学は選択分野を掲載し、また別の大学は何も明示していない。このレベルですでに曖昧さがあふれている。

言語学ならびに社会言語学の教えるところによれば、語はニュートラルなものではない。指し示すということは分類するということであり、分類は常に暗黙の前提から出発している。言語活動は、社会秩序の形成に寄与し、それ自体ひとつの活動であるが、同時に活動の媒介でもある。言語活動は象徴的手段であり (Boutet & Maingueneau, 2005)、権力の道具である (Bourdieu, 1982)。それは観念的側面と実用的側面を兼ね備えているのである。タイトルの解釈はせずに、いくつかの際立った特徴を明らかにしていこう。まずわれわれの関心を引いたのは、その統一のなさである。タイトルのいくつかは一語 (線量測定、電子工学、銀行) で足りる。タイトルの中には過剰に長いものもある (「マルチメディア、電子商取引、マルチメディアプロジェクト設計管理、デジタル映像音声、グラフィックデザイン特別教育アシスタント」や「人的資源人および科学技術リスク管理、資産身体保全」など)。そこに媒介や象徴的媒介があるとしても、それはまだ特定されておらず、こうした表示やラベルが示すものについての共有された見解、あるいは横断的な見解はない。このように、これらの教育課程の表示方法についてコンセンサスはなく、おそらくそれゆえにその目的についてのコンセンサスも存在しない。

職業教育課程としての位置づけは曖昧である

これら職業専門学士を、タイトルと呼称に応じて分類してみよう。職業専門学士の数とほとんど同数のタイトルが存在するため、この作業は容易ではない。このことは、教育課程が現場レベルで形成されることから来ている。それゆえに教育課程の透明性や分かりやすさを追求しても無駄である。それがあれば若者の進路や選択、ヨーロッパレベルでの比較や移動はずっと容易になるはずである。このようならばつきは、雇用や資格に対するディプロムの位置づけの曖昧さを示すものではないだろうか？このように、これらのタイトルが伝える象徴的な媒介は、この曖昧さの上に成り立っているのである。

こうしたタイトルはあまりに統一性を欠いているので、どのカテゴリーに対応するのかよく分からなくなっている。それは職業、職務、活動、学術分野、より狭義の知識、目標とされる技能のいずれでもあり得る。しかしこうした (われわれが今挙げた) カテゴリーの内部でさえ、同じ分野における同質性、あるいは同じ呼称の下での同質性は存在しない。

職業に関係する場合、「アシスタント」あるいは「管理者」、「責任者」あるいは

「顧問」、「…担当」あるいは「引受人」などの名称がある。さらに「管理職」、「アニメーター」⁹⁾、「協力者」、「代行者」、「プロジェクトリーダー」、「プロジェクト開発者」などを挙げることができる。その他の教育課程立案者は、「…ビジネス」あるいは「…の事業」（観光、出版、保健衛生、水、農産物加工）を好んで取り上げる。こうしたタイトルは、多様であると同時に曖昧で、多少なりとも新興の中間的な職業を対象としており、分類表にあまり上手く整理できない。

職務ないし活動に関しては、同じくらい目につくが、これも同様に漠然としている。「マネジメント」あるいは「管理」、「運営」あるいは「組織」のような今や広く使用されている用語、そしてさらに「エンジニアリング」あるいは「設計」、「メンテナンス」あるいは「検査、物流」あるいは「分析」、より詳細には「予防」や「文献情報管理」などがある。ここでは、どちらかといえば第2次産業に属する用語（「メンテナンス」、「物流」、「分析」、「設計」）と、第3次産業に属する用語（「マネジメント」、「管理」、「販売」）に分けることができるが、マネジメントのような流行用語は、どちらの呼称にも存在している。

呼び方を学術分野や知識から取り入れているケースはより少ない。たとえば「法律」、「商業」、「経済」、「化学」、「情報処理」、「統計」などである。このような呼び方を選んだ教員は学校の論理に組み込まれているのであり、プロセスの中心にあるはずの教育と職業の関係を第一に考えてはいないようである。

最後に、技術も挙げることができる。たとえば「デジタル映像技術」、「情報技術」、「産業ネットワーク」、「鑑定」などがある。

稀な呼称（「景観整備」か「公共事業」の学士課程が10）であれ平凡な呼称（「組織マネジメント」の学士課程が133）であれ、呼称を起点にしても、同じようなばらつきに遭遇する。このように、ひとつの呼称がひとつの固有の表現に対応することはめったにない。

公共事業では、10の学士課程と9つのタイトルを列挙することができる（職業では「地質測定」と「道路事業」の2つ、職務では「建設現場整備」と「建設現場監督」の2つ、取り扱う対象では「鉄道道路インフラ整備」と「道路技術」の2つ、部門では「公共事業」の1つがある）。

呼称の中には、まだ誕生したばかりで管理されていない「資産身体保全」のような活動も存在する。18のLPが14の大学区に散在しており、異なる18タイトルを示している。このうち職業では「管理者」、「アシスタント」、「コーディネーター」、「技術者」、「セキュリティ業」の5つがある。さらに「リスク管理」「リスクマネジメント」「リスク予防」「市民保護」などの職務に関する6つのタイトルを加えることができる。続いて「労働安全」、「職業リスク安全予防」、「衛生リスク」、「安全保護」「衛生安全」などの総称的な用語がある。教育課程の少なさに比べて呼称の幅が広く扱わ

れる活動が多いことについては後述する。

スポーツ活動に関しては、20の学士課程を挙げることができる。このうち3つは、「カウンセラー」、「コーチ」、「スポーツビジネス」といった職業を取り上げており、14は「フィットネス」、「アニメーション」、「管理」、「相談・調査」、「職業参入支援」、「水中活動」、「事務」、「野外身体活動」、「スポーツ」といった職務を〔名前として〕選んでいる。さらに2つが「観光とスポーツ」ならびに「社会統合」といった分野を取り上げている。

それに対し、司法活動（22の学士課程）は、職業（「司法アシスタント」ならびに「会計係」という2つのタイトル）や活動分野（「ビジネス事務所」、「司法グループ」、「公証活動」、「公契約」）よりも知識（交通、不動産、社会、保障、協会などに関する「...法」）を重視している。司法活動の学士課程では、職務に関わるものは3つしかみられない（「訴訟」、「法的支援」、「マネジメントとビジネス法」）。

「化学製薬産業」では、49の学士課程を列挙できる。職業（管理者）は見られないが、さまざまな職務ないし活動について28の呼称がある。たとえば「製剤」、「製造設備」、「開発」、「分析」、「技術」、「生成技法」、「エンジニアリング」、「品質管理」、「製造」などである。ここでは学術分野にもとづくタイトルが頻繁に見られる。たとえば「化学」、「製剤工学」（12回）などである。さらに、「香料」、「製品」、「プロセス process」という総称的で分類不可能な3つのタイトルがある。このような呼称については、教員が学校の論理を重視しているか、職業的ターゲットがまだ不明確であるかのどちらかである。

銀行部門には、58の学士課程がある。これは、職業が大きく関与している部門のひとつであり、それは関連する教育課程のレベルがよく知られていることを示している。しかしタイトルにはやはり類似性はない。職業に関しては22の呼び方があり、そのうちの8つが「顧客担当」、5つが「カウンセラー管理者」であり、「管理事業」、「年金事業」、「保険事業」、「会計アシスタント」ないし「商取引カウンセラー」、「資産運用担当」などもある。15の学士課程が「銀行」、「保険」、「不動産業」など分野の名前を付けており、18の学士課程が「ビジネスコンサルティング」、「資産活用」、「資産管理」、「生産物商品化」、「法的管理」、「顧客管理」、「手続きチェック」、「フロー管理」など、職務に関する名前を付けている。このようなばらつきは、比較的狭い特定された職業空間で働く関係者のあいだにおいても、横断的見解がほとんど存在しないということを示している。

結局、「組織マネジメント」のような平凡な呼称の中にも、タイトル間でそれ以上の類似性を見いだすことはできない。職業に関しても、「アシスタント」、「プロジェクトリーダー」、「アニメーター」、「専門技術事務所協力者」、「品質責任者」、「管区責任者」、「統計研究担当」、「経営陣監督者補佐」（133の学士課程に対して19の職業）

といった多様な用語を見いだすことができる。「マネジメント」という用語自体は他の用語と結びついており、28回にわたって使用されている（「品質管理マネジメント」、「ゴルフ事業マネジメント」、「情報システムネットワークマネジメント」、「遺産マネジメント」）。このようなタイトルは、これらの学士がスポーツ活動や遺産保護といった他の呼称にも属するであろうことを想像させる。この「マネジメント」という語は、学士一覧において非常に多くみられるもので、教育課程の現代化と刷新のしるしを装っている。それでもなお恣意的で不確実であることには変わりはない。

部門や呼称によって、なにか固有のありかたが浮かび上がると思われるかもしれない。あるものは職業に、別のものは特定の技能に、またあるものは一定の職務にである。ところが、こうした検討から体系化が可能になることはない。それでも、職務の比重は職業（仕事）ないし知識の比重を圧倒しており、この教育課程を DUT の教育課程に近いものになっている。

こうした「教育課程の」形成のやり方は、ある伝統に拠っている。大学では、教育課程を決定するのは教員である。ただし、契約化と現行のさまざまな改革の枠内で評価の機会が増加することによって、大学の自律性は打撃を受けている。しかしこの個別化された評価は、真の規準に基づいておらず、立案者を慎重にさせるばかりである。そういうわけで、こうした教育課程の性急な設置は、一貫性もビジョンの共有もないばらまきという印象を与える¹⁷。

それぞれの学術分野の諸団体は、この統一性の欠如に気づいており、横断的見解を形成しようと試みている。これらの団体は、多様な性格を持っているが、程度の差はあれ民主的で開かれている。人文科学（教育学ないし社会学）では、職業団体はすべての教員に開かれており、セミナーやシンポジウムを開催している。これらの団体は専門分野に関して教育省の交渉相手でもある。都市工学、スポーツ、経営など他の分野では、諸団体が選挙で選ばれた教員ないし学科を、あるいは学科の代表者をまとめている。こうした団体は、共通の政策決定の場でもある。かれらが設置したウェブサイトで議論のいくつかを追うことができる。

すでにこうした議論を進めてきた STAPS のことに話を戻したい。学部長 STAPS

17 職業専門修士レベルでも同じような多様性をみることができる。比較可能な体系的分析を可能にする全国的なリストは存在しない。それでも大学のウェブサイトに載っているタイトルを読み取るに、部門、職業、職務、技能、学術分野でのばらつきと同時に、一方で「マネジメントと管理」のような、他方で過剰に使用されているにもかかわらず職業レベルを明らかにしていない「責任者」のような類似する語の使用を見て取ることができる。さらに学士や修士の教育課程のいくつかは、そのタイトルや、往々にしてその内容が似通っているため、区別することができない。たとえば、人的資源管理かリスク管理か、ホテル業管理か情報処理管理かなどである。

長協議会¹⁸は、教育課程を均質化し、その教育を RNCP に記載することを決定した¹⁹。協議会は特定の職業に結びついた5つの職業専門学士を提案している。すなわち「スポーツ活動科学技術」、「体調管理ビジネス」、「スポーツ社会開発調停」、「スポーツ余暇サービス組織管理開発」、「身体スポーツ活動組織運営管理」である。これらの職業空間は広く、観光業や社会活動ならびに職業参入事業にも重なることに留意したい。他分野でも、教育課程の責任者たちが学士課程（あるいは修士課程）の見解やあり方を共同で考えている。たとえば10の職業専門学士課程をもつ生物医学部門や保健衛生部門がそうである。高等教育機関間のパートナーシップは、この種の見解をまとめるのに都合がよい。銀行事業の職業専門学士課程に関して、あるいは「大手販売売場管理人」の職業専門学士課程に関して、「医療機関管理」職業専門修士について、この種の見解がみられる。こうしたイニシアチブは稀であるが、少しずつ広がってゆく可能性がある。

これまでに明らかになった意味上の一貫性のなさ、重複、ばらつきは、大学の世界のさまざまな曖昧さと関連がある。「職業専門化」ということばは定義されておらず、「知識」と「技能」が似ているのか異なるのかについてのコンセンサスは存在しない。教育と職業のあいだの争点やつながりに関する省察が欠けている。このように、一方では職業専門化と、若者の職業参入の調査に対する強力な指令がありながら、他方ではこのレベルでの教育と職業の関係についての議論がほとんどない。このように横断的な見解がほとんどないので、結果としてある者は「ご都合主義的」で超専門化された〔複雑で誰にも理解できない〕解釈に陥り、別の者は大学的な論理の中に閉じこもることになる。

「知識」から「技能」へ

形式的な記号か、宣伝効果にすぎないタイトルを超えて、教育内容をどのように形

18 この学部長と STAPS 長の協議会は、哲学分野の協議会とともに例外的な現象である。どちらも、今日部分的に地方に偏っている（ミディ・ピレネー地域圏ならびにブルターニュ地域圏）グランゼコル^{xii}協議会から着想を得ている。大学継続教育事務局長協議会も設置され、IUFM^{xiii}についても同じものが設置された。CHU^{xiiii}事務局長も固有の協議会を設置した。これらの協議会は共通の政策を立てようとしており、監督機関の特権的な交渉相手であろうとしている。

19 技術認可委員会は労働省に付属し、5年前から活動の著しい増加を経験してきた。この委員会は、RNCP を作成し、認可したすべての教育を検査している。この委員会は CPC に倣って機能しているが、一般教育と継続教育の教育課程を網羅しようとしている（cf. Veneau & Maillard, 2007）。

成し提示すべきだろうか？この問題を明らかにするため、高等教育機関がウェブサイトもしくは教育課程パンフレットにおいて提供しているプログラムをよりどころとする。これらのプログラムは、教育課程の最小限の枠組みを示しており、それぞれ異なる構想を示している。

すべての学士を分析することはできないため、この教育課程の多様性を代表していると思われるいくつかの専門分野を選びたい。われわれが選んだのは、「銀行」学士、「売場マネジメント」学士、「人的資源管理」学士である。

大学は外部とのコミュニケーションをますます発展させているが、これは学校の世界がもつイメージの根本的な変化（これを商品化と呼ぶひともいる）を示すものである。ウェブサイトや教育課程パンフレット（ときに企業がスポンサーになっている）は、ますます洗練されていくコミュニケーション・ツールとして広がっている。こうしたツールのデザインは、多少とも魅力的なものとなっている。情報は程度の差はあれそろっている。そこにはすでにさまざまな演出があり、利用者（あるいは消費者）とのさまざまな相互作用がある。教育課程の表しかたでさえ統一されていない。各学科が独自のやり方でウェブサイトに情報を出している大学もあれば、ひとつの部署が情報をまとめて表現上の統一をはかっている大学もある。

しかし特に、同じディプロムや同じ部門に関しても、教育課程の構成は大学により異なる。構成も、時間的比重（200時間から500時間）も、講義担当者の数と地位も、内容（UE、科目、ECTS による科目単位）もさまざまである（Agulhon, 2007b）。この不均質さは、職業が教育課程に介入するようになれば薄れるのだろうか？この問いに答えるため、「銀行保険 bancassurances」と「販売技術 Distech」（「売場マネジメント」）の「教育課程の」カリキュラムを分析した。

1. 銀行部門は、職業専門学士の形成に大きく関与した。それは大体のところ、顧客担当という職業の発達に応じたものである。これらの学士課程の大半は銀行企業とのパートナーシップにおいて機能しており、その多くが「プログラムの一環として」職業体験を行っている（研修）。この種の LP は58存在する。職業訓練の組織方法とパートナーシップの様態に関して、いくつかの横断的な規則がみられるようである。しかし教育課程の責任者はつねに大学人である。ただし当該教員は、パートナー（銀行、IUT、CFA）との協議体制にあるときでも、自分が専門とする学術分野（法律、経済、経営）に属する知識とその暗黙のヒエラルキーのイメージに応じて教育内容を決めている。さらに当該教員は、対象とする職業のイメージによって、また自らの教育ネットワークにおいて利用可能な手段（教員や職業人）に応じて内容を決めている。学士はたしかにどれも似通っているが、多くの要素に関して違いがある。たとえば教育時間数、実習期間、構成単位の組

織方法などで、それらは対象の規模も違えば、知識の切り取りかたも異なる。カリキュラム同士の違いは、その説明方法に見られる。カリキュラムは、活動（...を行う）をもとに編成されている場合もあれば、職業や知識をもとに編成されている場合もある。それゆえ、こうした「職業専門的な」教育課程においては、知識と技能を関連づけるやり方についても曖昧な点が多い。学術分野的な枠組みを離れて、まっすぐ職業専門的な枠組みに踏み込んでいるが、そのことは理論的な教育と職業専門的な教育の区分を曖昧にしている。さらに、一部の学士はひとつの部門（銀行、保険、不動産など）について専門化しているが、別の一部はより横断的な傾向を持っている。人間関係の側面を強調している学士もあれば、テクニカルな技能に照準を合わせている学士もある。このように、目標が真に明確にされることはない。しかしそれでも、通常大学から授けられる学術的知識のイメージからはほど遠い、明確な目標をもった職業教育課程がここから浮かび上がってくる。

2. 販売部門では、大手企業が強く関与している。あらゆる教育が実習つきで、IUTによって運営されている。この IUT は、職業支援をしながら多くの場合 DUT ないしは BTS を取得した若者を採用する。教育課程は、明確な目標（売場マネージャーないし売場リーダー）をもつために、理論的観念からかけ離れた、職業的技能に根ざしたものとなっている。「販売技術」学士という呼称は「銀行」学士以上に、企業とのパートナーシップや職業的観点に根ざしたものになっている。まさしく専門化された課程である。UE は、経営職、マネジメント職など、その職業的指向性から命名されてはいるが、社会法、会計などの知識を指している。だから職業専門化していても、ある程度の学術分野としての自律性と分かりやすさを保っている。しかしここでも、[販売部門の職業専門学士課程を設置している高等教育機関] 15箇所（リール、ナンシー、ストラスブール、リモージュ、アンジェ、プレスト、セナール、グルノーブル、リヨン、ボルドー、トゥールーズ、モンペリエ、ニース、エクス）のあいだに横断的な提携はなく、それぞれのチームが固有の演出で教育課程を表示している。非常に簡潔に5つか6つの技能に照準を合わせているものもあれば、UE や構成単位を明示しているものもあり、科目ごとの時間数をはっきりと示しているものもある。

人的資源管理においては、その表示のばらつきはより大きい。[職業専門学士課程形成の] 関係者と教育課程を近づける外部の、あるいは横断的な団体（職業系）は存在しない。加えてこれらの職業専門学士は、修士と共存もしくは競合するため、資格取得のための多様化した空間をいかに存在させ、いかに識別するかという問題を生み

出している。こうした教育は、ある意味で、より大学的で学術的なものに思われる。法学、労働者組織社会学、職業技能関係経営学などの授業は、より明確に大学的な知識を示している。[教育課程の] 紹介ではこうした授業が強調されており、それに先立つ教育では前面に押し出されていた個別指導計画や研修を覆い隠している。

これらのカリキュラムはその詳細さにおいても、授業時間数や ECTS や係数を明示するか否かにおいても、学術分野用語を使用するか職業用語を使用するかにおいてもばらばらであり、統一性がなく不明瞭である。これらのカリキュラムは、職業界のものから大学界のものまでさまざまな言葉づかいに基づいているが、それは必ずしも教えられる知識の性質や教育レベルを評価する手がかりにはならない。UE や授業バランスに配慮するという最低限の規則を守りつつ、でたらめにばらまかれているという印象を受ける。

したがって、伝達すべき知識についての認識に均一性はない。それどころか、さまざまな制度的文化や学術的文化が、達成されるべき目標の表現を決めている。それぞれの学士が特殊な性格を示している。責任者のステイタスや締結されたパートナーシップの種類が、教育目標や伝達すべき知識のイメージをつくり上げるのである。技能を重視するという考え方は、大学よりも IUT によく見られ、大学人やとりわけ社会学者から知識の一貫性をばらばらにし破壊するという批判を受けているが、この考え方はほとんど当たり前になるであろう (Ropé & Tanguy, 1994 ; Ropé, 2005)。職業の論理の上に成り立つこれらの教育課程は、より長い目で見れば応用できるかもしれない形式的、学術的、総合的知識とは断絶している。こうした [職業専門的] 教育は、学士号取得者のステイタスそのものを問い直しているのである。

結論

現在提案されているような職業専門化は、関係（パートナーシップ）、教育（内容の決定、外部参加者、研修）、財政（研修税ならびに継続教育対象学生の収集）などの複数の側面で経済界と大学のつながりを強化すること迫っている。職業専門化は、大学を企業の期待や圧力に従属させ、教育課程の決定や教育の目的を支配する前提事項を変化させている。こうした領域に関わっている教員は多いが、その一方で、研究に専念したいと考えるにせよ、「ご都合主義」や商業主義の傾向と考えられるものを拒絶するにせよ、こうした変化を非難したり (Abélard, 2003)、そこに関わりあいになったりすることを拒む教員も同じくらいたくさんいる。

実際、われわれが見たように、この統一性を欠いた教育課程が提案するものは、学術的で総合的な構想からはほど遠く、とても「大学的」とは言えない経験主義や実用主義に呑み込まれてしまっている。しかし職業界の影響力はさまざまで、組織化され

た部門（銀行、商取引、建築業公共事業）では顕著であるが、他の部門（保健衛生、コミュニケーション）や横断的な教育課程（組織マネジメント）では緩い。結局、採用というかたちで教育課程の有効性を決めるのは職業界であり、教育課程の永続性はそれによって決まる。公役務^{xiv}、特に大学は、事実上の自律性を失い、そして社会経済的かつ政治的な争点を理解し、それに対応し介入することのできる市民を *持続的に pour la durée* 育てようという野心を失っている。

それでは、職業専門学士の導入から、どのような総括を引き出すことができるだろうか？はっきりした総括でないのは確かである。こうした教育課程は目の前の職業専門的な目的に固執しており、経済界に大学を従属させている。それらは腐るほど存在するが、募集人数は限られているので、ただ学士課程の学生を二分し、そのうちの職業専門学士の方の学業継続を妨げているだけである。それらはたいてい非常に専門的であるが、職を得られるかどうかをはっきり示してはくれない。実際に誰が支払っているのかはわからないが、この課程は高くつく。この課程のおかげで IUT は LMD に歩調を合わせることができているが、この課程は大学の中では副次的な存在であり、せいぜい定員の減少を補っているにすぎない。つまるところ、この教育課程は現場からの課程形成が上位機関に承認されていくという複雑なしくみと契約化を通じた評価にもとづく大学がバナンスモデルの変化の一環にほかならない。その手続きが多くの制約をもたらすものであるだけに、関係者の一部は懸念を抱いている。

BIBLIOGRAPHIE

ABÉLARD (collectif), 2003, *Universitas calamitas. Le livre noir des réformes universitaires*, Paris, Les Éditions du Croquant.

AGULHON (C.), 2007a, « L'européanisation de l'enseignement supérieur, quelle réalité ? », Communication au Congrès international d'éducation comparée, AFEC, Sarajevo, septembre.

AGULHON (C.), 2007b, « La professionnalisation à l'Université, une réponse à la demande sociale ? », *Recherche et Formation*, INRP, n° 54, pp. 11-27.

ARESER (Association de réflexion sur l'enseignement supérieur et la recherche), 1997, *Quelques diagnostics et remèdes urgents pour une université en péril*, Paris, Raison d'agir.

ARESER (Association de réflexion sur l'enseignement supérieur et la recherche), 2007, *Les ravages de la modernisation universitaire en Europe*, Paris, Éditions Syllepse.

BEL (M.), CUNTIGH (P.), GAYRAUD (L.) & *alii*, 2005, *Systèmes régionaux*

d'enseignement supérieur et dynamiques de professionnalisation de l'offre, Paris, Rapport CEREQ-IDEP.

BOURDIEU (P.), 1982, *Ce que parler veut dire*, Paris, Éditions de Minuit.

BOUTET (J.) & MAINGUENEAU (D.), 2005, « Sociolinguistique et analyse du discours, façon de dire, façon de faire », *Langage et Sociétés*, n° 114, pp. 16-47.

CHEssel (M.-E.) & PAVIS (F.), 2001, *Le technocrate, le patron et le professeur*, Paris, Belin.

CROCHÉ (S.) & CHARLIER (J.-E.), 2010, « Bologne dix ans après », *Éducation et sociétés*, n° 24, pp. 5-11.

DEPP, 2009, *Répertoire et références statistiques*, Paris, ministère de l'Éducation nationale.

FILÂTRE (D.), 2003, « Les universités et le territoire, nouveau contexte, nouveaux enjeux », in G. Felouzis (dir.), *Les mutations actuelles de l'université*, Paris, PUF.

GARCIA (S.), 2006, « L'assurance qualité : un outil de régulation du marché de la formation supérieure et de gestion des universitaires », *Cahiers de la recherche sur l'éducation et les savoirs*, n° 5, pp. 69-94.

GARCIA (S.), 2008, « L'expert et le profane », *Genèses 2008/1*, n° 70, pp. 66-87.

GIROD de l'AIN (B.), 1990, « Les nouveaux cursus universitaires à finalité professionnelle. L'État, les Universités... et la qualité », in M. Crozier (dir.), *L'évaluation des performances pédagogiques des établissements universitaires*, Rapport au ministre de l'Éducation nationale, Paris, La Documentation française.

HCEEE, 2006, *Objectif 50% d'une génération diplômée de l'enseignement supérieur*, Paris, La documentation française.

KLETZ (F.) & PALLEZ (F.), 2003, « La constitution de l'offre de formation révèle-t-elle une politique d'établissement ? », in G. Félouzis (dir), *Les mutations actuelles de l'université*, Paris, PUF.

LESSARD (C.) & BOURDONCLE (R.), 2002, « Qu'est-ce qu'une formation professionnelle universitaire ? 1. Conceptions de l'université et formation professionnelle », Note de synthèse, *Revue française de pédagogie*, n° 139, pp. 131-153.

MAILLARD (D.) & VENEAU (P.), 2003, « La licence professionnelle : une

nouvelle acception de la professionnalisation au sein de l'université ? », in G. Férouzis (dir.), *Les mutations actuelles de l'université*, Paris, PUF, pp. 341-359.

MAILLARD (D.) & VENEAU (P.), 2006, « La “professionnalisation” des formations universitaires en France. Du volontarisme politique aux réalisations locales », *Cahiers de la recherche sur l'éducation et les savoirs*, n° 5, pp. 75-90.

MIGNOT-GÉRARD (S.) & MUSSELIN (C.), 2001, « L'offre de formation universitaire : à la recherche de nouvelles régulations », *Éducation et Sociétés*, n° 8, pp. 11-25.

MUSSELIN (C.), 2001, *La longue marche des universités françaises*, Paris, PUF.

MUSSELIN (C.), 2009, « Les réformes des universités en Europe : des orientations comparables, mais des déclinaisons nationales », *Revue du Mauss*, n° 33 : « L'Université en crise. Mort ou résurrection ? », pp. 69-91. REPÈRES et RÉFÉRENCES STATISTIQUES, 2009, Paris, Publication annuelle de la DEPP.

ROPÉ (F.) & TANGUY (L.), 1994, *Savoirs et compétences*, Paris, L'Harmattan.

ROPÉ (F.), 2005, « La VAE à l'Université française : entre savoirs et “expérience” », *Cahiers de la recherche sur l'éducation et les savoirs*, n° 4, pp. 61-85.

STROOBANTS (M.), 2007, « La compétitivité par l'évaluation des compétences », *Politique, Formation des adultes : contrainte ou émancipation ?*, n° 51, pp. 31-34.

VENEAU (P.) & MAILLARD (D.), 2007, « La formation à l'épreuve de la certification. L'exemple de la CTH », *Éducation et Sociétés*, n° 20, pp. 135-148.

略号

BTS : 上級技術者免状

CEREQ : 雇用資格研究センター

CEVU : 学業大学生生活評議会

CFA : 見習技術者養成センター

CPC : 職業諮問委員会

DEA : 専門研究課程修了証書

DEPP：評価予測成果局
DGESIP：高等教育職業参入総局
DESS：高等専門教育修了証書
DEUG：一般大学教育証書
DEUST：科学技術大学教育証書
DU：大学証書
DUT：技術大学証書
ECTS：欧州単位互換システム
HCEEE：教育経済雇用高等委員会
IAE：企業経営学院
INSEE：国立統計経済研究所
IUP：職業専門短期大学部
IUT：工業技術短期大学部
L3：学士課程3年生
LMD：学士・修士・博士
LP：職業専門学士
LRU：大学の自由と責任に関する法律
LUT：大学技術学士
MST：科学技術メトリーズ
OVE：学生生活研究所
RNCP：全国職業証明総覧
RRS：統計総覧案内（DEPP）
STAPS：身体活動スポーツ科学技術
UE：教育単位
UFR：教育研究課程
UIMM：金属鋳業産業連合

【注記】本稿は、Catherine Agulhon « Les licences professionnelles, une construction locale et éclectique. Reflet des contradictions des réformes universitaires », *Cahiers de la recherche sur l'éducation et les savoirs* n° 10, 2011, pp.183-203 の日本語訳で、2012年度南山大学パツヘ奨励金1-A-2による研究成果の一部である。本文中の [] は訳者による補足を示す。著者のカトリーヌ・アギュロンは、パリ・デカルト大学（旧パリ第5大学）准教授で、社会関係研究センター研究員。職業教育、高等教育の専門家で、著書に B. Convert, F. Gugenheim, S. Jakubowski との共著 *La professionnalisation* (Harmattan, 2012) などがある。本稿では、ヨーロッパレベルの高等教育政策の影響を受けながらも、固有の制度文化と学術的環境を背景に独自の展開を見せるフランスの大学教育の「職業専門化」を批判的に検討している。

【訳注】

- i) *diplôme* には免許、証書、免状などの訳があてられることがあるが、本稿では特定の学位の称号、ないしその取得を証明する証書の意でディプロムとした。
- ii) 本稿における「契約化」とは、高等教育機関とその監督機関の関係を示すもので、高等教育機関の運営やあり方が監督機関との間に結ばれた取り決めを達成しているかどうかにかに左右されるということを示している。
- iii) 継続教育 *formation continue* は一般教育 *formation initiale* の対概念で、職業参入以降に受ける教育。
- iv) 大学区はフランスにおける教育行政上の地理的区分。
- v) *réussite* というフランス語は、直訳で「成功」の意。学校教育分野では学業が順調に進むことを表現している。ここでは学士課程修了を意味する。
- vi) *échec* というフランス語は、直訳で「失敗」の意。学校教育分野では留年や退学など、学業における大きなつまずきを表現する概念。
- vii) *bac* はバカロレア資格のこと。中等教育修了後に受験するバカロレアに合格することで高等教育機関への入学資格が得られる。+のあとの数字は、バカロレアに合格してから従事する学業期間を示している。たとえば、*bac+3* は、バカロレア取得後3年間の学歴があることを意味している。
- viii) 教育省のウェブページ上では、職業専門学士課程は高等教育機関ごとに分類されている。例えばエクス・マルセイユ1（大学）の職業専門学士課程一覧には「情報処理新技術」と「デジタル映像」の名称をもつ異なる2つの学士課程があるが、全国共通呼称としてはどちらも「情報処理システムとソフト」に分類される。
- ix) *Syntec* は、エンジニアリング業、情報処理サービス、調査助言を専門とするフランスの企業ならびにグループをまとめる連合団体。
- x) アニマトゥールは、スポーツ活動や文化活動などさまざまな活動の運営（＝アニメーション）の指導員のこと。
- xi) グランゼコルは大学とは異なるフランスの高等教育機関。入学時に個別の選抜試験を実施するエリート養成機関で、エンジニア系、経済系、人文系などさまざまな学校がある。
- xii) *IUFM* はフランスの教員養成機関。現在は大学の一機関となっている。
- xiii) *CHU* は大学病院医療センターのこと。
- xiv) 公役務は、司法、防衛、教育、社会保障、衛生などの領域で公的機関が果たす任務のこと。

鼎談

ヨーロッパ私法基本概念の検討

ハンス・ハッテンハウアー

『民法の基本概念—歴史的・法解釈学的入門—』を読む（5）

法学部 田 中 実

法学部 伊 藤 司

法学部 平 林 美 紀

第5章 債権債務関係

第1節 私法のダイナミズム

H：物についての章に書かれている内容にそって、様々な話題を述べてきました。次に、第5章の債務関係あるいは債権債務関係（Schuldverhältnis）に移ろうと思います。T先生に代わって、この章は主として私が紹介して、皆で議論を深めていきたいと思います。最初の節は、私法のダイナミズムということになっています。

I：Hattenhauerが用いている静的な物権秩序と動的な債権法という言い方は、我が国でもなされますね。

H：確かにそうです。ただここでの話の筋道は法律行為概念から始まります。総則では法の基本概念つまり建築資材が提供されているだけである。法律行為もそうしたものであり、法律行為はあくまで権利を基礎づけ、ある人を他人と関係づける目的に資する手段であるにすぎないとされ、人と人とのこの法的関係は法律関係（Rechtsverhältnis）と名づけられます。債権債務関係はこの法律関係の一つの種類であり、契約は法律関係ではなく法律関係を成立させる役割を担ういくつもの手段の一つにすぎない、と説明されています。

T：なるほど体系的にはそうですが、日本ですと民法典の第3編が「債権」ですので、債権総論の冒頭では、債権とは何か、それから物権と対比しつつ債権はいかなる特色を有するか、が語られるのが通例かと思います。これに対して、ドイツ民法典の第2編はタイトル自体が「債権債務関係（Schuldverhältnis）」ですから、このように法律関係の一つとして債権債務関係を説明することから始めることが多いのかも知れませんね。

I：我妻先生の『新訂債権総論』を見ると、最初に「債権の観念」という表題で、債権の社会的作用が述べられます。これは我妻先生らしい叙述で、我々の社会では、「かつて所有権の侍女としてその支配的作用の実現に努めた債権は、いまや所有権から社会の経済組織を維持する使命を奪い、かえってこれを顧使して自分の支配的作用を実現する手段たらしめようとしている」という有名な、そして印象的な認識が語られます（1-3頁）。それに続いて、債権の本質を述べた後、債権関係は有機的な関係だとして次のように述べられます。

債権者と債務者との間には、単に一個の現実の債権が存在するだけでなく、これを包容する一個の債権関係（Schuldverhältnis）が存在するとみるべきものである。このことは、契約から生ずる債権において特に顕著である。すなわち、契約から生ずる債権者・債務者の関係をみると、あるいは当事者が相互に債権債務を有し、あるいはその債権内容は将来の進展において多くの具体的な債権を発生させるものである。しかも、両者の関係は、単にこれらの債権債務の総和に尽きるのではなく、これに伴う多くの権能と義務（通知の義務・担保責任・抗弁権・解除権・対価の減額請求権・買戻請求権等）を包含し、それ以上に、当該契約によって企図された共同の目的に向かって互いに努力すべき緊密な、いわば一個の有機的な関係を構成する・・・要するに、債権は、単に債務者に給付を請求し、これを受領する権能を与え、債務者にこれを給付すべき義務を課する関係として孤立するものではなく、当該債権を発生させる社会的目的の達成を共同の目的とする当事者の一個の法律関係、すなわち、債権関係の一内容として存在するものと観念することができるのである。

H：「有機的」とか、「社会的目的の達成を共同の目的とする」とか、契約に基づいて発生した債権債務の束を債権債務関係と表現する以上の観念が含まれていますね。

I：債権債務関係という表現は、戦後の日本やドイツの新たな世代には、「ゲルマン法」のイデオロギーに刻印された全体主義的な法律観を反映したものとして忌避される傾向があったかと思います。

T：ゲルマン法ということ言えば、ドイツ民法典編纂作業の段階で代表的なゲルマニストとして挙げられるギールケの1910年に公刊された代表的な論文「古ドイツ法における債務と責任」（Schuld und Haftung im älteren deutschen Rechts）の中に以下のような記述があります。

シュルト（債務）とは二面的な関係である。一方では給付義務であり、他方では受領義務である。シュルトという単語は、本来は給付義務だけでなく給付に対する権利も表現している。同様に、給付義務を負う者だけでなく、給付を受ける者もシュルドナー（債務者）と呼ばれている。我々は、古法を考察するにあたって、後代の表現を用いないわけにはゆかず、従って受領者のシュルト

をフォルデルング（債権）と、受領権のある者をグロイビガー（債権者）と呼んでいる。しかし、法源はドイツ法の捉え方の特徴を表わす異なった用語法によっていることを承知しておかなければならない。

Die Schuld ist ein zweiseitiges Verhältnis. Ist sie auf der einen Seite ein Leistensollen, so ist sie auf der andern Seite ein Bekommenssolloen. Das Wort „Shuld“ bezeichnet ursprünglich nicht nur das Leistensollen, sondern auch das Recht auf die Leistung. Ebenso wird nicht nur, wer leisten soll, sondern auch der, dem geleistet werden soll, „Schuldner“ gennant. Wir können heute nicht umhin, auch bei Betrachtung des älteren Rechts uns der jüngeren Ausdrucksweise zu bedienen, und nennen daher die Schuld des Empfängers „Forderung“ und den zum Empfang berechnigten Schuldner „Gläubiger“. Doch müssen wir uns dabei des für die deutschrechtliche Auffassung ungemein charakteristischen abweichenden Sprachgebrauches der Quellen bewußt bleiben.

I：ギールケは、1917年出版の『ドイツ私法・第3巻・債権法』でも、債権債務関係の本質を論じる前に、「債務と責任」を扱い、同様の叙述を行っていますね。

ドイツ法の言うシュルトとは、法的な義務（rechtliches Sollen）ということである。従って、最広義でのシュルト概念はあらゆる法律関係全体に行き渡っている。支配の、そして団体の拘束からも、双務的な債務ein gegenseitiges Schuldenは生じるものである。より狭い、それだけに専門的に用いられる意味の債務は、独立した債務、つまり法的な義務を内容とする、それだけで存立する法律関係である。・・・

Schuld im Sinne des deutschen Rechts ist rechtliches Sollen. Der Begriff der Schuld im weitesten Sinne zieht sich daher durch alle Rechtsverhältnisse hindurch; auch herrschaftlichen und genossenschaftlichen Verbindungen entspringt ein den gegenseitiges Schulden. Schuld im engeren und mehr und mehr technisch gebrauchten Sinn ist die selbständige Schuld, d.h. ein für sich bestehendes Rechtsverhältnis, das ein rechtliches Sollen zum Inhalt hat.....

そして、T先生に先に論文から紹介いただいた文章が続き、その後以下のように述べられています。

従って、シュルト概念には統一的な法律関係としての両当事者の互いの関係が考えられているのである。その関係には、一方の能動的な、他方の受動的な義務がつながっているのである。

Im Begriff der Schuld wird also die Beziehung der beiden Beteiligten zu einander als ein einheitliches Rechtsverhältnis gedacht, zu dem sich das aktive Sollen des einen und das passive Sollen des anderen zusammenschliessen.

ちなみにこの箇所は、平野義太郎『民法に於けるローマ思想とゲルマン思想』所収の債務と代当責任についてのギールケの所説として紹介されています。

H：日本の教科書を見ますと、我妻先生以前の世代の鳩山秀夫先生の『日本債権法』の冒頭にも、以後の世代の奥田昌道先生や加藤雅信先生の教科書にも、債権者・債務者間のこのような関係を強調する叙述は見受けられません。それらは、債権の定義に続いて、債権の特徴が述べられています。ちなみに、星野先生の『民法概論Ⅲ（債権総論）』では、契約から発生する関係を念頭に置きながら、「……種々の債務（債権）の総体、あるいは、それが生ずる源と構成される基本的関係を、『債権関係』と呼び……」という叙述がありますが、続く段落では、「なお、債権関係は対立関係でなく共同体（協団体）的・有機的關係であると説かれることがある」という紹介がされ、ただこのことは、信義則が支配するという意味以上ではないと結ばれています。こうして見ると、確かに、I先生のおっしゃったように、日本の場合、ある時期のドイツ法の傾向から影響を受けた用語として、債権債務関係がクローズアップされたけれども、歴史的な反省の中で、かえって今日では説明が回避されている、と言うことができるかも知れませんね。今年（2012年）法学セミナーに連載が始まった河上正二先生の債権法講義をみても、物権と債権という項目で、「債権債務関係の発生」という表現も利用されていますが、同じ意味で「債権債務が発生」という表現も用いられており、この箇所に関する限り両者の間にニュアンスの違いは見られません。

I：他方で、叙述の最初に債権関係をはっきりと利用されているのは、潮見佳男先生の『債権総論Ⅰ〔第2版〕』です。そこではまず、特定人間の特別結合関係を想定し、そのような相対的特別結合関係のうち法秩序により保護を受けたものが債権関係であると定義されています。そして、それが準備交渉段階の関係などの問題意識へと繋がられ、その後で、債権が定義されています。

T：潮見先生の教科書では、この有機体としての債権関係という把握の仕方につき、ドイツの債務構造論に触発された契約責任論の展開なども述べられていますね。

I：はい、そこには、「請求権中心の体系」から「債権関係中心の体系」への動きという表題でこの問題が論じられています。まずは、「有機体」としての債権債務関係として、先ほどの我妻先生の箇所が引用され、その後に、契約責任の拡張理論として、債務者は給付を実現する義務を負うのみならず、契約利益の実現を保障する様々な義務を負担すると観念し、契約責任の拡張・充実がはかられてきた流れが紹

介されます。具体的に言うと、従来の給付義務を中心として、同心円状に広がる付随義務、そして注意義務の体系が契約前中後に存在するという北川善太郎先生の構想が中心です。さらに、債権者利益（契約利益）中心の体系としてご自身の独自の主張が詳しく述べられています。

もっとも、給付義務の同心円状に付随義務が広がる、として様々な義務を契約法に取り込んでいくということは今日の教科書の通例の説明ですが、古典的な近代法観念との関係でどうなのか、と考えることもできます。債権を他人の人格に対する、全面的ではない個々の行為に対する支配、つまり自然的自由に対する制限と捉えたサヴィニーは、『債務法』2節で下のように述べています。個々の行為といっても、複数の行為であることも、継続的な行為であることもある、とした後に次のように続きます。

行為は、債務者の自由全体の外接円Umkreis, cercleとの関係で、常に最小限のものとして現れなければならない。なぜなら、このような関係によってのみ、債務者の人格そのものをすっかり帳消しせず、債権債務関係の中にある不自由を考えることができるからである。

Nur müssen sie [sic die Handlungen] stets im Verhältniß zum ganzen Umkreis des Freiheit des Schuldners als ein Minimum erscheinen, weil nur durch dieses Verhältniß die in der Obligation enthaltene Unfreiheit gedacht werden kann, ohne die Persönlichkeit des Schuldners selbst aufzuheben.

Encore doivent-ils toujours, dans leur rapport avec le cercle de la liberté complète du débiteur, apparaître comme un minimum; car, c'est cette l'assujétissement résultant de l'obligation, sans que la personnalité même du débiteur soit absorbée.

T：サヴィニーのこの部分も、いわゆる古典的近代法の観念がはっきりと現れていて、論理が一貫していると思います。

I：確かに、古典的近代法は「形式的な自由」を重視しているのに対して、我々は「実質的な自由の確保」を目指しているのだということで納得しがちですが、そこは論理的につめていくわけではありません。今日の我が国で契約に基づく義務の射程を広げる実務的な意味は、立証責任の問題というよりも、むしろ不法行為に基づく請求権が3年の消滅時効にかかるのに対して、契約に基づく請求権の消滅時効が10年であることが大きいかと思います。

H：少し別の視点ですが、教育現場のレヴェルで考えますと、私たちが、設問で、「AとBの法律関係を述べなさい」と問うのはごく普通のことですね。この場合、学生にどういう解答を期待しているかということ、単にABの権利なり請求権を説明

するだけでなく、まずは権利の発生原因をきちんと押さえて法律関係を捉え一大家族法でいえば、例えば婚姻関係か、あるいはそれが成立せず内縁関係かをおさえ、さらにそこからいかなる請求権が発生するのか、抗弁権が行使できるか、というように論述を展開することだと思います。そこには一個の有機的な関係が構成されると理解した上で解答しなさい、といった含意はありません。確かに、「AとBの債権債務関係を述べなさい」とは言わないかも知れませんが、仮に債権法を中心とした課題でも、法律関係を債権債務関係に限定しないで検討させるという含意があるからだと思います。もっとも、例えば、債権譲渡について、譲渡の時にはまだ発生していない将来債権が譲渡後に主張されることを考えると、「債権が譲渡される」というよりも、「債権関係」が移転すると捉えた方が分かりやすいかなとも思います。それから、日本民法413条の受領遅滞に関する法定責任説と契約責任説の議論を思い浮かべることができるでしょうね。

T：私も、債権者利益を保障するとか、条文に文言に忠実に「債務の本旨」から考えるといっても、契約に基づく損害賠償請求が認められるとすれば、裏を返せば債務者にはそうした損害賠償請求が認められることのないように行うべきあるいは態様をとるべき義務が課せられているのだ、と考えればよいと思います。こうした義務は、先にご紹介いただいたギールケの言葉からは、本来の履行請求権とは別立てで考えないといけないのでしょうか。この点でも債権関係という概念を介在させるのがいいかと思いますが、わざわざ有機的債権関係だと強調する必要はないという印象を持ちました。むしろ有機的という場合、ご指摘のように、債権者の側に義務があるか、つまり法定責任ではない債務不履行責任としての受領遅滞を觀念し受領義務が觀念できるか、ということがポイントかと思います。

I：これも我妻先生の『新訂債権総論』では、元来、受領遅滞は、債権者は権利を有するだけで義務を負うべきではないから、受領しなくとも義務違反（債務不履行）の責任を負わないのであり、その前提で、提供をした債務者の責任を軽減する制度であったが、次第に債権者の責任を重くしようとする方向にある、との認識のもと、受領遅滞を債務不履行の規定の中に挿入するのが合理的であるとして、次のように述べられています。

受領遅滞についての法制の変遷に一步進めて、債権者は受領遅滞にあるものとし、その根拠を債権法を支配する信義則—債権をもって、当該債権を発生させる社会的目的の達成を共同目的とする法律関係の中に包容されるものであり、両当事者は信義則を規準として給付の実現に協力すべきものであるという理論—に求めることも許されるであろう。

判例の立場は、あくまで債権者に受領義務は認められず、413条は政策的な観点から民法が認めた責任である、としています。紹介した箇所の前に、我妻先生はフ

ランス、ドイツ、スイスの各民法典についても言及されていますから、参考になります。

T：ところで、先程のように、立法過程でゲルマニストの影響があるかどうかはともかく、ドイツの場合は、そもそも法典が債権債務関係という編を有していますから、この用語を我妻先生が述べられているようなニュアンスを持たせずに使用することができるかも知れません。債権法現代化以前の債権総論の最も標準的な教科書として、ラーレンツの『債権法総論』（Karl Larenz, *Lehrbuch des Schuldrechts, Bd. 1, Allgemeiner Theil*, 13. Aufl., 1982）を見ると、債権債務関係から説明がなされています。そして「債権債務関係の構造」の節で、給付とは、多くの場合、債務を負っている行為（ein geschuldetes Verhalten）だけでなく行為から生じる結果（der durch die Tätigkeit herzustellende Erfolg, Leistungserfolg）が表現されていることが指摘され、説明義務や保護義務といった債務者の一時的な給付義務をこえた義務（die Pflichten, die über die Leistungspflicht des Schuldners, weitere Verhaltenspflichten [Pflichten oder Rücksichtnahme, Aufklärungs-, Obhuts- und Mitwirkungspflichten]）の存在が確認され、あるいはそもそも一時的な給付義務のない債権債務関係が指摘されています。こうしたことを説明するには債権関係という概念は有用で分かりやすいと思いました。

ラーレンツについては古い版を確かめる必要があるかも知れませんが、利用している第13版では、共同体的、有機的という含意は感じられませんでした。ご存じのように、彼は、ナチス時代から、さらに戦後一貫して活躍した優れた民法学者で、法学方法論でも有名で1903年生まれ、死没は1993年です。

H：法人類学や法学方法論についての比較法学者としても著名で、1928年生まれ、つまり戦後の法学教育を受けた次世代のフィケンチャーの『債権法総論』（Wolfgang Fikentscher, *Schuldrecht*, 9. Aufl., 1997）の序を見ますと、まずは「債権の法技術的な課題」「債権の概念」「法秩序の枠内での債務法の位置づけ」（Stellung des Schuldrechts im Rahmen der Rechtsordnung）「債権の法政策上及び法解釈上の基本思想」（Rechtspolitische und rechtsdogmatische Grundgedanken des Schuldrechts）と続きます。もっとも、フィケンチャーも、序の後に、債権債務関係の概念、種類、性質という第7節でSchuldverhältnisを定義をしています。この概念は狭義では給付に対する権利（債権）と同じ意味であること、広義では、例えば売買、賃貸借、消費貸借のようないわゆる「個々の債権債務関係」（433条ないし853条）の態様に従って、複数人間の全体的な権利・義務関係を言い表す（Das Schuldverhältnis im weiteren Sinne bezeichnet das gesamte Rechts- und Pflichtenverhältnis zwischen zwei oder mehr Personen nach Art eines der sog. “Einzelnen Schuldverhältnisse” §§ 433-853, z.B. Kauf, Miete,

Darlehen) としており、全体的な (gesamt) という形容詞をどう読むかに関わるかも知れませんが、ここにも共同体的な含意はないのではないのでしょうか。

I : T先生が利用されたラーレンツの教科書の受領遅滞の説明(25節)を見ますと、受領遅滞は、債務者の履行遅滞のように義務違反とは捉えられず、債務者の負担軽減という公平の観念から導入されたものだということが、次のように明白に説明されていますね。

〔受領遅滞後も〕彼〔債務者〕にそれまでと同じ程度に自己の懈怠に対して責任を負わせ、その行為から債務者に生じるいっそうのコストを負担させるとしたなら、公平ではないであろう。そこで、法律〔民法〕は、債権者遅滞に対し、債務者の遅滞とは異なり、義務違反とはみなさず、そのため債権者遅滞に債権者の損害賠償義務を結びつけることはせず、債務者に対して一定程度の軽減を結びつけているのである。

Aber es wäre unbillig, ihn weiterhin für eigene Versäumnisse in derselben Schärfe wie bishier haften zu lassen und ihm auch noch die Mehrkosten aufzubürden, die ihm durch das Verhalten entstehen. Deshalb knüpft das Gesetz an den Gläubigerverzug zwar keine Schadenersatzpflicht des Gläubigers – denn es sieht ihn im Grundsatz, anders als den Schuldnerverzug, nicht als eine Pflichtverletzung an –, wohl aber gewisse Erleichterungen für den Schuldner.

T : 我妻先生の説明と比較しますと、有機体的な債権債務関係から生じる債権者の義務と把握しないことがはっきりと述べられていて、興味深いですね。

H : ところで、この債権者の側の義務といったこの話題の端緒に、ギールケの「債務と責任」論を出されましたが、債務と責任との区別も債権法の冒頭で論じられる話題ですね。

I : 近代ゲルマン法学の「債務と責任」論は、どちらかという概念構成を重視したアミーラの研究を嚆矢として、このギールケの著作にいたるとされていますね。日本では上山安敏先生の一連の研究が有名ですが、当時のゲルマン法学のありようなど難しい問題が論じられています。債権債務関係に債権者側の義務という含意があるかどうかという問題からは一旦離れますが、学生でも承知しておくといような話題をT先生から手短にお話いただけますか。とりわけH先生も言われたように、実定法の人間からすると、自然債務や責任なき債務について関心があるということなのですけれど。

T : ゲルマン法の史料について簡潔に紹介する能力がありませんので、どうしてもローマの話になるのですが、自然債務ということですと、ローマでは奴隷と契約を締結した場合、債権者は奴隷を訴えることはできません。しかし、奴隷が履行したとき

には、債権者は給付保持力を有します。奴隷は自然債務すなわち給付保持力のある債務を負担するわけです。「奴隷は法的に物扱いされ、売買の客体であった」ということから我々が思い描くのは全く違う社会を垣間見ることができます。それはともかく、D. 46. 1. 16. 4でヤウォレヌスは、自然債務について、金銭を受領した者が債務を受領したと考えてもそれはあくまで用語の濫用によるのだ、と述べています（per abusionem intellegi possunt debitores et, qui ab his pecuniam recipiunt, debitum sibi recepisse.）。やはりローマ人にとってobligatioというのはあくまで基本的には訴求力のあるものであったことがわかります。自然債務にしたければ、不訴求合意（pactum de non petendo）が必要で、やはりobligatioから引き算をしなければならない。近代になってゲルマン法学の方が債務と責任の問題をより意識できたということも、ここから理解できるのではないのでしょうか。ところで今日でもなお自然債務概念を利用することについては非難されることがありますが、その理由の一つに、判決が確定して執行力が付与されるかどうか、つまり「自然債務」と「責任なき債務」が区別されないことがあると思いますが、これは国家社会の中での裁判制度のあり方が違うことに起因しますから、国家社会以前の人が債務を負い訴求力を有する自然な社会を想定するかどうか、という議論へつながる伝統的な概念を放棄してしまうのは残念な気がします。

I：今のお話ですとSchuldとHaftungについて、本来の意味でのobligatioは後者にあたるようにも思われます。フランス語だとどうなるのでしょうか。

T：はい、いずれもLevy/Castaldoの『民法の歴史』（*Histoire du droit civil*）では、Schuldについてラテン語ではdebitumフランス語ではobligationを、Haftungについてはラテン語ではおっしゃるようにobligatioを、フランス語ではengagement, responsabilité, contrainteと訳すことができるとされています。確かに、ラテン語の表現でres debitaだとまずは債務の客体を、res obligataだと担保物を考えると思います。

H：フランス語の話が出ましたから、フランス民法典ですと、そもそも編として「債権法」や「債権債務関係」というものはありませんよね。もちろん、講学上は、les obligationsという領域の存在を前提としています。

T：ええ、そうですね。フランス法専門の方には古いと言われるかも知れませんが、民法典の解説書に留まらず様々な観点から民法を論じたものとして定評のあるカルボニエの教科書（Jean Carbonnier, *Droit civil 4 / Les Obligations*）を見ますと、冒頭で、法典には債権法の編がないこと、そして債権法は第3編の所有権取得態様の中に入っていることにつき、なるほど結果として所有権取得を生じさせることがあるにせよ、obligationsは人の行為・役務に関わるものであるからとして、フランス民法典の体系的な問題点が指摘されています。第一章はla notion

d'obligationですが、義務の観念と可能・不能の観念が分けられて論じられています。確かにdes rapports d'obligationという用語が用いられてもいますが、特別な含意を持つものとして論じられてはいません。ところが、最後の第3巻(Livre III)は、le régime général des obligationsという表題で、債権総論で扱う問題のいくつかが述べられています。ここで、ドイツの例の「債務と責任」の議論が紹介され、それぞれに対応するフランス語として、rapport d'obligationとpouvoir de contrainteが提案されます。前者の下では、2つの章に分けて、債務関係が債権譲渡(cession)の目的(客体)となる側面と、消滅(extinction)する側面が扱われています。

H: T先生のお話を伺いながら、カルボニエ(Carbonnier)の構成を見ていますと、obligationの観念(その性質と分類)だけが冒頭にあり、直ちに契約総論に移り、その後、合意なく形成される義務(engagements)として、損害賠償、準契約(事務管理および非債弁済)そして不当利得が論じられ、最後に債権総論が展開されていますね。総論として、rapport d'obligationとしては、債権譲渡、債権の消滅(弁済、更改、免除・時効)が、pouvoir de contrainteとして債務者の財産・資産に対する債権者の権利、債務者の人格に対する強制が論じられています。基本的には債権総論を有している日本法やドイツ法の編成順序に馴染んでいる立場からは、新鮮な印象を持ちます。私の専門の連帯債務なども、弁済の中で論じられていますが、日本法では債権の消滅と並ぶ独自の節として多数当事者の債権債務関係が設けられているわけですから。それはともかく、ドイツ法学の過去の歴史を承知した上でのことですが、もっばらそれに結びつけて、債権債務関係という表現そのものを葬り去る必要はなさそうに思います。

T: 債権関係の上位概念として法律関係という観念が出てきましたので、せっかくですからここでサヴィニー『現代ローマ法体系』第1巻の法律関係の部分(52節以下)に触れておきたいと思います。

サヴィニーは、人の人に対する関係がすべて法の領域に属するわけではなく、全面的に属するものから、部分的に属するもの、全く属さないものがあるとし、それぞれ所有権・財産権(Eigentum)、婚姻、そして友人関係を例としてあげています。そして法律関係については意思の作用の対象・客体として、「本人」と、「自由意思なき自然」と、「自由意思を有する他人」とに分けて考察します。このあたりのことや、対本人について、自己の身体に対する処分可能性や、自殺の問題は、「物」のところで、以前に扱いました。

H: 本人は本人に対して正当な力(Macht)を有していると言うことができ、この力は権利の基礎であり前提であるけれども、だからといって、その力は実定法の承認や限界づけが必要なものではないから、私法の法律関係として論じられるもので

はない、とありますね。私法の役割というものを考えるとき、この所見はとても印象的でした。といいますのも、続けて、この力に対する侵害は、刑法の大部分が、そして民法としては、名誉毀損、詐欺及び暴力からの保護、並びに占有の救済が扱うものであるとしているからです。このような構想やさらには占有保護の意味づけなど今日あまり意識されないもので、とても考えさせられます。

T：本人の本人に対する関係という意味で、サヴィニーは52節の脚注aで、フランスの16世紀の体系的ローマ法学者ドノー『市民法注解』第2巻8章2節及び3節を援用しています。サヴィニーはこのドノーを実によく研究しているとされています。ドノーは、ユグノーとして中央ヨーロッパに亡命せざるを得ず、オランダのレイデンのほか、Hattenhauerも指摘しているように、ドイツのハイデルベルクと（ニュルンベルクに隣接する重要な法学部だった）アルドルフでも教鞭をとった法学者です。

ドノーの第2巻8章を1節から紹介しますと、彼は、まず、私法について、我々各人に属するもの（*id quod nostrum cuiusque est*）について、真に本来的に我々のもの（*quod vere, et proprie nostrum sit*）と債権（*quod nobis debebatur*）とに分類しています。しかしこの分類は、所有権（*dominium*）と債権（*obligatio*）の分類に対応するものではありません。ドノーは、本来的に我々のものの中には、所有権には属さない我々のものが数多くあるとしています（*sunt infinita nostra, quae tamen dominii nostri non sunt*）。各人の人格（*persona*）や身分（*status*）にあてがわれているものは所有権（*dominium*）ではなく、善意占有者の占有や、制限物権もやはりそうではありません。そして、本来的に我々のものは、人格そのものに関わるもの（*in persona cuiusque*）と、外界の物（*in rebus externis*）とに分けられます。そして人格に関わるものについては他者を侵害しないこと（*alterum non laedere*）、外界の物については各人に各人のものを配分すること（*suum cuique tribuere*）という法の要請が出てきます。人格に関わるものとは、自然が人に配分した四つ、つまり生命（*vita*）、身体の保全（*incolumitas corporis*）、自由（*libertas*）そして社会的評価なり名声（*existimatio*）だとされ、精神の保全（*incolumitas animi*）は法の保護には関わらないとされています。

I：「自然が配分する」とドノーが述べていることは、逆に言うと各人の自由の境界線を定める法がそれらを配分したわけではない、と読むことができ、サヴィニーやカントの法概念と照らし合わせて興味深いですね。さらに精神の保全が法の保護から切り離されていることについても、ご指摘のドノーがサヴィニーに着想を与えたとされる事実が感じられると思います。サヴィニーは、思想の自由を権利と捉え、その本人がそれに対して有する所有権を侵害できるとは考えられないと述べていますから。自由意思を持たない自然に対する人の支配という捉え方は「物」の章で扱

いましたが、自由意思を持つ存在を対象にする領域が債権法秩序ということになるのでしょうか。サヴィニーは、他人の自由を破壊しないということは支配の対象が個々の行為になることであるとし、この支配関係をObligationと称するとしていますね。

T：ドノーの『市民法註解』では、債権（quod nobis debebatur）の説明は、第12巻から始まりますが、そこではむしろローマ法の債務の有名な定義（*iuris vinculum quo necessitate adstringimur alicuius rei solvendae, secundum nostrae civitatis iura*）にあるvinculumを説明してゆく形がとられていますから、Hattenhauerですとローマのobligatioを扱う次節の説明に対応します。

H：サヴィニーは、さらに続けて、債権と所有権との関係で、債権が金銭に評価できること、それから、重要な債権は所有権取得や所有権の暫定的な使用へといたるものであること、この二つを述べていますね。こうして所有権と債権という権利によって、権利者の力（Macht）が外へ拡張されるのであり、この二つの権利・法領域を財産権・財産法（*Vermögenrecht, droit des biens*）だと把握しています。彼はこの節の脚注bで、この「……することができる」（*vermögen*）というドイツ語はこの力の拡張という捉え方をうまく表現しており、ラテン系のbona, biens, patrimoineとは異なった含意を財産概念に持たせることができる、としています。そしてこの第一の財産法の関係では各人が完結した存在として理解されるのに対して、残る第二の親族関係については各人が独立しているのではなく有機的な全体の成員としてあらわれると考えています。

I：婚姻は、一つには、人には二つの性が存在し一人では不完全であること、今一つには、人生は限られており、生殖による補充・継続が必要であることからの法律関係だと把握されています。このように財産法と親族法とを各人の完全・不完全で区別する視点もまた示唆に富むと思います。

H：財産法は、親族法に比べて道徳的な関係にはなく、法律の支配が貫かれており、ここで不都合が生じた場合の救済は私法ではなく公法によってなされること、そして財産法の諸制度は必然的ではなく意思による実定的なものであることが指摘されています。それから、物権法と債権法の境界線は法秩序によって異同があるとして、両者の厳格な区別がローマ法の特徴であるとされています。そして、フランスのドマの叙述（*Jean Domat, Lois civiles*）はあくまで債権のみに着目して物権を債権の結果又は発展としてしか位置づけない体系であるとして、逆にフランス民法は形式上物権のみを法の規定の対象として債権を物権の取得手段と捉えているとして、ともに批判しています。

T：相続法はどう位置づけられているのでしょうか。総則が民法全体の総則ではなくむしろ財産法の総則であるとされる日本の議論とも関連します。親族・相続法を家族

法として一括りにまとめるのではなく、相続法の財産法的側面が強調されることがありますけれど。

I：はい、サヴィニーは57節「財産法 承前」でこの問題を扱い、財産法と親族法が互いに接触することに配慮しています。そして親族法が財産法へ作用する局面として、親族関係を前提としてのみ生じる債権や物権があり、これを応用親族法と呼んでいます。ここでの我々のテーマではありませんので細かい議論には立ち入りませんが、相続法とは、人格が死亡して、彼が支配していた財産が無主となるときに、法がそれを様々に扱う領域と把握されているように思われます。財産は純粋に金銭的価値に還元されるというのが彼の有名なテーゼですが、自由の拡大である債権のみならず、その縮小である債務も組み入れられています。56節で彼は次のような表現をしています。

財産を抽象的に扱うと、債権債務関係の債務者としての側面もその財産に〔消極財産として〕含めることがさらに可能になり、またそのことが必要にもなる。この債務者の関係は、これまで考察してきた財産のように自由の拡張ではなくその縮減を基礎づけるのである。

Die abstracte Behandlung des Vermögens aber macht es ferner möglich und nöthig, in dasselbe auch die passive Seite der Obligationen mit hinein zu ziehen, das Verhältniß des Schuldners, welches nicht so, wie das bisher betrachtete Vermögen, eine erweiterte Freyheit begründet, sondern eine verminderte.

Les biens pris ainsi abstractivement peuvent et doivent embrasser les obligations passives qui restreignent la liberté de l'individu au lieu de l'étendre.

そして相続法は、一方で生前の意思が死亡後の財産の運命を決める制度つまり遺言と相続契約と、他方で親近の者がその支配を継続する法定相続とに分けられます。ここでの法律関係は、その財産が一体として取り扱われるのであり、この一体性の根拠は、実は被相続人とその財産とが共通の関係にあったことに求められています。一次的には包括承継であり、特定承継は二次的なものとされます。ここでは、むしろ人格からではなく、包括財産が本質的であり、支配者の交替として捉えられるというのです。

さて、ご質問へ答えなのですが、サヴィニーは、物権法と債権法をdas gleichzeitige Vermögensrecht, partie contemporaine de l'ensemble du droit des biensとして、相続法をdas successive Vermögensrecht, partie successiveとして位置づけています。つまり上位概念として財産法があり、その中で財産をめぐる権利を同時に捉えるのが我々のいう財産法であり、承継的・通時的に捉えるのが、相続法だ

という位置づけられています。

T：この最後の発想は、自明なのかも知れませんが、今日でも相続法の冒頭で述べられる価値があるかも知れません。捉え方にモダンな響きを持たせることもでき、しかもこの包括財産の承継という発想は、祭祀の継続という古拙な相続法へも連なる可能性をひめていると思います。

H：いずれにせよサヴィニーの法律関係の叙述には民法の体系が論じられていて興味深いですね。日本では総則で、法律行為ではなく法律関係についての説明がなされることはあまりないのではないのでしょうか。債権法の叙述で債権関係という表現がどのような意味を持っているか先ほどから述べてきましたが、やはり、ここでも債権とは何か、そして物権と債権の区別に説明の力点が置かれていると思います。

I：物権と債権の区別ということですと、私は、鈴木祿弥先生の教科書で勉強した経験から、その峻別に懐疑的な立場をとられた先生の教科書を引用したくなります。『物権法講義』（五訂版）では、所有権の説明から始められ担保物権までの説明を終えた後、末尾に物権の性質がおおよそ次のように述べられています。

なるほど債権との対比でいうと、確かに理念的な物権（たとえば、登記と占有をともに具備している不動産所有権）と理念的な債権（たとえば、甲が、明朝自己の庭を掃除せよ、と乙に対して請求できる権利）とでは明白な対立があります。しかし、債権の相対性と物権の絶対性とはいっても、権利はそもそも人に対するものとして意味があり、物に対する権利などナンセンスだとか、物権の排他性とはいっても債権も現実の履行は一つの履行しかできず、他は損害賠償請求になるといった抽象的・理論的な批判がなされる可能性があります。また対抗要件を備えていない物権や、逆に仮登記を具備した債権もありますし、ある種の債権（不動産賃借権）には妨害排除請求が認められ不可侵性がある、とも言えます。また、物権の一つである一般先取特権は、結局のところ、債務名義なしに権利が実行でき優先弁済を受けることができることにつきます。留置権は物権的抗弁をなす権利とすることができます。

T：鈴木先生の教科書の旧版ですと、冒頭に、ロングレー「対物権と対人権」カピタン「物権の本質について」（Mélanges Sugiyama所収論文の要約）が挙げられています。前者は基本的な事項につき分かりやすく書かれており、後者は「物権」と「債権」を「自由」と「義務」に帰着させたユニークなもので、学生として最初に読んだらいいと思うものです。ともに福井勇次郎（編訳）『仏蘭西法学の諸相』に収録されています。

H：2002年日本私法学会シンポジウムの報告については、瀬川信久先生の「物権・債権二分論の意義と射程」や加藤雅信先生の「物権・債権峻別論の基本構造」、樋口範雄先生の「英米法から見た『物権』と『債権』」がジュリストに掲載されていま

すし、最近北海道大学で開催された日仏物権法セミナーの成果が『新世代法政策学研究』17号に掲載されており、森田宏樹先生の「物権と債権の区別」でフランスの法学者の新たな理論が紹介されています。そこでは、例えば、物権債権の峻別が封建的な複雑な法律関係を払拭したのだということについて今日ではもはや意味がない、と一言で片づけられています。以前取り上げた村上淳一編『法律家の歴史的素養』の議論に照らし合わせると、歴史の認識として考えさせられる所見も述べられています。

ただ、実際上の問題としては、峻別に対する批判を、この区別そのものを廃止せよとの主張であるとか、英米法のような方向が望ましいという主張であると理解するのではなく、むしろ物権債権を峻別して、ある権利はどちらなのか無理に位置づけた上で、その権利は物権なのだからこうだとか、債権なのだからこうだ、と三段論法を用いて結論を引き出し、権利の多様な権能や特色を冷静に観察しない態度への戒めと受け止めるのがいいのではないのでしょうか。

Hattenhauerは、最後に、ドイツの民法典では債権債務関係の法が物権法よりも先に置かれていることは偶然ではなく、私法におけるその重要性が強調されている、と評価しています。つまり、近世の法典で、社会的な団体の法、親族法、相続法が先に置かれていたことと対比されているのです。自由主義的な法理論が後退しても、債権法と物権法が中心にあることは、社会福祉国家によって相続法の、さらに現在の情勢が、婚姻や親族法の価値を減少させたのと対照的であるとされています。このあたりは、例えばツヴァイゲルト・ケッツ『比較法概論 原論上』がスイス民法において債権法が後の編になっていることを評価していることなどを考えますと議論のあるところでしょうが、次の話題に移りたいと思います。

第2節 ローマのobligatio

H：ローマ人も同じく債権法を法学の主要な領域であると考えていたが、法律関係や債権債務関係という概念を知らず、obligatioという言い方をしており、これは一つの概念というよりも法的な現実を記述するイメージ（ein Bild zur Beschreibung der Rechtswirklichkeit, la imagen descriptiva de una realidad jurídica）、しかも特に具体的なイメージがつかみやすいもの（ein besonders anschauliches Bild, una imagen especialmente sugerente）だとされ、ユスティニアヌス帝の『法学提要』（Inst. 3. 13pr.）にある定義が挙げられています。これは先に話に出た河上正二先生の連載にも挙げられているものです。

債権債務関係とは、我々が、我が国の法（諸法規）に従って、あるものを履行（弁済）する必要に拘束される法の鎖である。

obligatio est iuris vinculum, quo necessitate adstringimur alicuius solvendae rei, secundum nostrae civitatis iura.

もう一つHattenhauerが挙げているのは、パウルスの教科書『法学提要』から『学説彙纂』に収録されている法文(D. 44. 7. 3pr.)で、債務を内容から、「なす債務」「与える債務」「担保する債務」に分けている、これもまた有名な叙述です。

パウルス『法学提要』第2巻

債権債務関係の本体は、何らかの有体物(客体) corpusや役権を我々のものとするところにあるのではなく、あるものを与え、なし、または担保するようにある者を我々に対して拘束することにある。

D. 44. 7. 3pr. Paulus 2 inst.

Obligationum substantia non in eo consistit, ut aliquod corpus nostrum aut servitutem nostram faciat, sed ut alium nobis obstringat ad dandum aliquid vel faciendum vel praestandum.

まず、obligatioの中のligには、宗教religioと同じく、拘束のイメージがあるとされます。この「鎖」や「拘束」が単なる比喩ではなく実体を伴った像であったと考えられるというのでしょうか。

T: religioの語源は議論が多いので、Hattenhauerのように、神に対する人間のRück-bindung(帰依)と理解していいのかわかりませんが、「結びつける」、「拘束する」というligare, legareと関連づけていいと思います。イタリア語で製本や装丁のことをlegaturaと言いますが、私は「本を綴じる」、「結わえる」というイメージを連想してしまいます。この拘束は、債務を弁済しない場合に、債務者に対して債権者が加える足枷というローマの具体的な道具へと連なりますが、無条件の支配服従ではなく、合法的・互換的なものであることが重要だとされます。この債務を負っている状態、拘束されている状態を解消するのが弁済ですが、日本で弁済と訳された原語はsolutioで、これはまさに鎖を「解くこと」という意味ですから、この言葉も本来は視覚的なイメージに結びついています。

H: 私たちは、無意識に履行と弁済を使い分けていますが、確かに義務を果たすという側面から述べるときには「履行」を、債務が消滅するという側面から述べるときには「弁済」と言いますね。第三者弁済とか、債権の準占有者への弁済は、履行とは言い換えられませんから。

I: 今、H先生が述べられた使い分けについては、中田博康先生の『債権法総論』(190頁)にはっきりと述べられていますね。このように二つの用語が並存していることについては、すでに沿革的な説明もなされています(磯村哲『注釈民法(12)』)。即ち、初期のローマでは、債務obligatioを責任拘束行為と捉え、弁済はこの責任の解放契約の意味を持っていたのに、後にローマでも債務者の義務の要素が全面的

に出てきて、債務の実現へとシフトしていく中で、履行という事実行為の性質が説かれるようになった、というわけです。ところで古代ローマでは、債務不履行の債務者が、債権者に鎖で繋がれ市場に連れて行かれ、弁済を提供してくれる第三者を探し、提供者が見出されなければ、身体執行あるいはティヴェル河の外へ売却される、というショッキングな執行手続きが知られていますが、拘束という観念について、少し説明いただけますか。

T：ガイウス『法学提要』には、拘束からの解放行為の説明がありますが、拘束行為（*nexum*）の説明は残存しません。そのことも含め、*nexum*についてはその意味づけなどをめぐって長い研究史があります。ここではその点には入らず、むしろ比較的最近の2つの教科書から参考になると思われる説明を紹介したいと思います。最初は、ローマの古拙なそして長い生命力を有した問答契約について別の教科書で詳しく説明されているCannata先生が公刊された『ヨーロッパ法の基礎についての講義マテリアルズ II』（*Materiali per un corso di fondamenti del diritto europeo II*）です。

ローマで、債務を発生させる行為としての*sponsio*が導入されたのは、十二表法以前の紀元前6世紀中葉から5世紀中葉の間だとされますが、この教科書では、面白いことに、通常の契約に基づく債権関係ではなく相続法の中の債権遺贈を用い、そこで用いられる用語つまり受遺者に対する相続人の遺贈義務が発生する遺言の文言に注目しています。文言はガイウス『法学提要』2巻201節から、*Heres meus centum Titio dare damnas esto*であったことが知られています。ここでの*esto*は*be*動詞の2人称命令形で、「100を与える*damnas*たれ」と言っています。後には直截に*dare*（与える）の命令形が用いられ、*Heres meus centum Titio dato*「ティティウスに100を与えよ」とも言われます。そして前者の言い回しについて、これは与えることについて相続人が「従属・服属するということ」（*la soggezione dell'erede*）であり、Cannataは近代語には訳せないとしています。さて、肝心の*damnas*ですが、これは変化しない形容詞で、今日の代表的な仏羅辞典であるガフィオ（*Le Grand Gaffiot*）では、*obligé*（債務を負っている）、*condamné*（有責判決を受けている）または*tenu*（拘束されている）と、ドイツ語圏の代表的なローマ法用語辞典（*Heumann-Seckel*）ですと、*verpflichtet*（義務を負っている）、*zu geben schuldig*（与える債務を負っている）と訳されています。ちなみに2000年に出版された新しいGaffiotは、それまでの挿絵がなくなったのは残念なのですが、視覚的に使いやすいだけでなく、例えばドイツ語圏のこのHeumann-Seckelも参照して、法律用語についても利用価値が高くなりました。

I：今日ですと、債権債務関係がある、債務者の側からすると債務を負っている状態があり、次に債務者は請求される段階があり、さらには訴えられ、最後に判決を受

けた状態があると思いますので、挙げられている訳語だと、どの状態を表現しているのか、あるいはどの状態も表現しているのか、分かりにくいですね。

T：ええ、いくつも並んだ現代語訳を見たのでは、damnasはどの状態を述べているのか疑問ですね。Cannataの教科書では、明確に整理がなされる段階になると、ローマ人は、まずは債務を負っている状態 (obligatus) があり、次に訴えられて被告 (reus) になり、判決が下された状態 (iudicatus, condemnatus) になると区別されるようになります。そして従属・服属するのは、この最終的な状態だと言うことができます。このように区別されるようになったのだとすると、obligatioが物理的な拘束のイメージから離れていく過程を見ることができるかも知れません。

Vociのローマの債権法の入門書 (Pasquale Voci, *Le obbligazioni romane. [Corso di pandette] Il contenuto dell'obligatio*) では、まずは、実体法に規制された一次的な給付義務 (la prestazione primaria) があり、このレベルでは債務は永久であるとの擬制がなされるのだ、と述べられていますが、この点も示唆に富んでいます。

H：確かに時効は訴訟になってはじめて抗弁として出てくるもので、消滅時効にかかった自然債務との構成も理解しやすいですね。これだと請求権、請求すること自体が不当でない権利と構成される空間が想定できますね。

T：自然状態では時効が存在しないかどうかは、国際関係を考えるグロティウスなどが説明に工夫をこらしたところですが、それはともかく、次に債権の満足を得られない債権者が対人訴権 (actio in personam) を行使する訴訟法の段階に移ります。そして争点が決定的になると債務は消滅すると表現されます。ガイウス『法学提要』第3巻180節はそのように述べています (obligatio tollitur litis contestatione)。争点決定前では、債務者は、例えば「与えることを要する」状態にあります。次に判決を受けることを要する状態になり、有責判決が下されると判決を履行することを要する状態 (post condemnationem iudicatum facere debitorem oportet) になります。履行がなされないと、勝訴した原告は次に判決訴権を行使するというわけですね。

H：確かに、債権法の最初にこのように時系列で権利関係を述べておくのは、教育的な効果があると思います。

T：damnatusに戻りますと、いま一つ述べておきたいのはdamnatusなりdamnasという表現について、これがどの状態を述べているのか、実体的に債務を負っている状態なのか、それとも判決を受けた状態を表現しているのか分かりにくいですね。これはマンテ (田中・瀧澤訳) 『ローマ法の歴史』(ミネルヴァ書房) が分かりやすい説明をしてくれています。

damnasという単語は、判決手続が不要で、直ちに執行が可能な状態を表現して

いるというのです。Manthe先生は、こうした債務として、法廷で認諾された金銭債務、公知の債務（現行盗、握取行為による債務関係、債権遺贈、拘束行為による消費貸借、法廷召喚に対する抵抗）、そして立法によるものとして、不法行為法であるアクィリウス法による債務、プブリリウス法による保証人への求償を挙げています。なるほどアクィリウス法は、例えば他人の奴隷の殺害について、加害者はその所有者に対して（罰を含む）損害賠償支払の義務を負うのですが、これをアクィリウス法の条文はtantum aes dare domino damnas estoと表現しています。私は長い間damnasの意味が分からなかったのですが、これは、すでに判決を受けたのと同じ法的地位にあることを意味するというのです。このような判決手続なしの即時の執行可能性は方式書訴訟では存在しなくなるのですが、それに代わってここで挙げた訴えについては、判決手続で2倍額の判決が下されることとなります。つまり債権遺贈で1000のdamnasだと書かれていれば、この遺言訴訟で否認した被告に対する判決は2000の額となるというのです。アクィリウス法訴権は否認訴権なので倍額になることは承知していたのですが、それが古拙な時代にすでに債務名義の意味を持っていた請求と結びつけられることは全く考えていませんでした。すでに判決を受けたと同じ法的地位となれ、というのがdamnasの意味だと考えると、condamnatusという表現とも関連づけることができます。

I：ローマ法の教科書を見ますと、苛酷な身体執行に対して、Publicus Rutilius Rufus（おそらく紀元前118年の法務官）が財産執行を導入したとありますね。もっとも社会階層による違いはあるのですが、この段階でローマ市民にとって、本来のligareに結びついたobligatioの像が変化するのでしょうか。

H：Hattenhauerは、近世までは、単にobligatio/Verbindlichkeitという用語だけでなく、このイメージが表現されている法理論に固執していたのであり、パウルスが債務（Verbindlichkeit）を人に結びつけたように、obligatioそして後には債権債務関係が人の義務とみられるようになった、としています。少し分かりにくい叙述ですが、近世法学について二人の論者が挙げられていますので、これが手がかりになるかと思います。まずは、先ほどT先生が触れられたドノー『市民法注解』第12巻1章が紹介されています。ドノーは、先に挙げた『法学提要』の定義「債権債務関係とは、我々が、我が国の法（諸法規）に従って、あるものを履行（弁済）する必要に拘束される法の鎖である」に含まれる要素を一つ一つ検討し、5節で「鎖」（vinculum）、6節で「法の」iuris、7節では「あるものを弁済する必要に拘束される」（obstringimur necessitate alicujus rei solvendae）が分析されています。少し詳しく紹介いただけますか。

T：はい。少し長くなりますが、ドノーの説明は過不足なく鋭いもので、自然債務を含めて定義とは何かを考える上でも役に立ちますから、第12巻1章6節から8節を

逐語的に紹介しておきましょう。

5節 鎖：なぜなら、我々は債権債務関係によって以下のように（鎖に）縛られ拘束されるからである。身体に対する鎖からの比喩がなされているのであるが、これは正当な比喩である。なぜなら債権債務関係は、身体への鎖がその鎖に縛られた者に対して生じさせるものを、債務を負っている者に法的に生じさせるからである。我々によって縛られ拘束されている者は、我々から逃げる事ができないように拘束されているのである。実際に目に見える形では、彼らは我々が望むところへ我々によって牽かれ連れて行かれ従わなければならないのである。そして彼らは、この鎖から解かれる前には我々の権力の下に服していることをやめないのである。債権債務関係においてもすべて同じことである。我々に債務を負っている者は、縛られている間にそのように拘束されないようにと逃げる事ができないように、給付の鎖と必要（強制）によって拘束されているのである。真に本来的に債務を負っていると、視覚的に見ると、その者に対して法的に駆り立てられ（訴えがなされ） *agi*、そしてそれゆえに法廷に連れて行く（*trahi*）ことができるように訴権で拘束されるのである。債務が弁済されない前には、この従う必要（強制）から解かれることはない(C. 4. 10. 9)。

V. Vinculum: quia obligatione vincimur et adstringimur, ut sequitur. Translatione ducta a vinculis corporalibus, et recte ducta: quia quod efficit vinculum corporale in his qui vincti sunt, id efficit jure obligatio in iis, qui sunt obligati. Qui vincti tenentur a nobis, ita tenentur, ne nobis possint effugere. Si videtur, duci et trahi possunt a nobis, quo volumus, et sequi necesse habent. Nec prius in ea potestate nostra esse desinunt, quam eo vinculo soluti fuerint. Eadem omnia in obligatine.

Qui nobis obligatus est, ita tenetur vinculo et necessitate praestationis, ut non possit effugere, quin dum obstrictus est, ita teneatur. Si vere et proprie obligatus est, ita tenetur actione, ut cum eo jure *agi*, et ob id in jus trahi possit, cum videtur. Nec ante liberatur ea necessitate sequendi, quam obligatio soluta fuerit. *L. negantes, Cod. de oblig. et action.*

6節 しかしこの鎖はあくまで法的なものである。従って、債務を負っている者が縛られているこの鎖に有体的なものを求めてはならないと考えなければならない。ここにははっきりと識別されるもの、あるいは自然からなるものは何もない。すべては、無体物についてのように法からなっているのであり『法学提要』「有体物および無体物について」〔今日の版の章名は、「無体物について

て」]の章では、他の無体物と並んで債権債務関係が論じられているのである。法的に（in jure）と私が述べているのは、実際にここでは鎖はないのであるが、法的に構成される、あるかのように法的にみなされるのであるから。閑暇に、無益な法的擬制を考えてのことではなく、ある者が縛られている鎖がそこに実際あったなら明らかに生じるであろうような効果を伴って構成されているのである。その効果とは以下のようなものである。

VI. Sed hoc vinculum est juris. Ut intelligamus nullum hic vinculum corporale quaeri debere, quo vinciat is, qui obligatus est. Nihil hic esse, quod cernatur, aut consistat natura, Totum in jure consistere, ut de rebus incorporalibus, et inter caeteras de obligatione trahitur, *Tit. Inst. de reb. corpor. et incorpor.* In jure dico, quia cum non sit hic nullum vinculum re vera, jure tamen constituitur, jure perinde habetur, quasi esset. Neque id otiose, ne quis hic inanem juris fictionem cogitet: sed eo effectu constituto, qui plane futurus esset, si vere hic esset vinculum, quo quis obstringeretur, Effectus is, qui sequitur.

7節 我々は、「債権債務によってあるものを履行（弁済）する必要（強制）に縛られている」。つまり〔これが意味しているのは〕、我々が、なさなければならぬつまり給付しなければならないように縛られているというのである。しかし実際の鎖がもたらす以上のものをもたらすものではない。とにかく、債権債務関係とは、給付の結びつけられた必要（強制）を有しているというように定義されるのである。このように定義されるのは十分であり正しいのかがこの箇所で問われた。ここから、その関係に基づいて負われていることが、そのことに対して設定されまさにその給付の必要（強制）を課す訴権によって、意に反する者に対しても請求できる債権があるというだけでなく、債務は自然債務のこともあれば、市民債務だけのこともある、ということになる。これらについては後に債権債務の分類で論じる。なぜなら自然債務に基づいてある者が給付を強制される訴権は生じないから（D. 44. 7. 10）。市民債務が訴権を有しているが、その〔不訴求合意の〕抗弁によって対抗されるため、法務官法上は無効であり（Inst. 4. 13. 3）、何らの訴権もないかのようになる（D. 50. 17. 112）。従ってこれらの債権債務関係は、定義に含まれると考えたり、含まれないと考える。もし含めるなら、あらゆる債権債務関係に基づいて、我々は給付の必然に拘束されると定める定義は誤りになる。もし含めないなら定義は不完全である。定義されている単語に含まれる種を見落としているからである。しかし、すべての債務はあることを給付する必要を自らに有していること、そして有していないものはこの債権債務ではないということ擁護するのが正しい。

定義されたことは定義以上のものを含まないのであり、逆にあるものがそれ以上のものを含むとしても、その定義そのものはやはり正しいのである。

VII. Obligatione obstringimur necessitate alicujus rei solvendae. Id est, sic obstringimur, ut necesse habeamus quid debere, seu debere praestare. Nihil vero hoc amplius efficeret verum vinculum, ac fortasse ne id quidem. Interim sic definitur hic obligatio, ut semper adjunctam habeat necessitatem praestationis. Quo loco quaesitum est, satisne recte definiatur isto modo. Movet, quod non ea solum obligatio est, ex qua quod debetur, exigi potest ab invito actione in eam rem constituta, quae vere istam necessitatem praestandi imponit, sed et naturalis quaedam obligatio est, quaedam solum civilis. De quibus postea in divisione obligationis. Nam ex naturali nulla est actio., qua quis ad praestandi cogi possit. *L. naturales, D. de obl. et act.* Civilis obligatio actionem habet, sed jure praetorio inutilem, ut quae exceptione infirmetur. *§. praeterea. Instit. de exc.* quod perinde est, ac si hic nulla esset actio. *L. nihil interest, D. de reg. jur.* Aut igitur volumus has obligationes definitione comprehendi, aut non comprehendere. Si comprehendere, falsa est definitio, quae statuit ex omni obligatione adstrini nos necessitate praestandi: si non comprehendere, manca: quae eas species omisit, quae definiti verbo continentur. Sed recte defendetur omnem obligationem necessitatem in se habere alicuius rei praestandae, et quae non habet, hanc obligationem non esse: ut nihil amplius contineat definitum, quam definitio, et contra, neque eo minus vera sit definitio.

H: ドナーのあと、Hattenhauerは、17世紀のドイツのシュトゥルヴェも、『ローマ・ドイツ裁判法学』(*Jurisprudentia Romano-Germanico Forensis*)で、債権債務関係について同じことを説いている、としています。違いは債務の発生原因についても言及していることでしょうか。その部分を紹介いただけますか。

T: はい、私の利用できた1704年版では、Hattenhauerの引用している1718年版と異同がありますが、成立について次のように述べられています。ちなみに契約の前に挙げられているものは、公法人や神に対して金銭や労務の提供に認められる一方的な債務負担行為を考えればいかと思います。

ius ad remは、ある者が他人に債務を負い、そこから、他の者を債務者にする債権者に ius ad remが帰属することになる債務発生行為から発生するのであり、この種の行為には三種類ある。(1)片約(D. 50. 12. 2, 3)と誓約(X.3. 34.)。(2)約束(D. 2. 14. 1. 3)つまりより特定した名称でいうと合意(D. 50. 12.

3)。(3)不法行為(D. 44. 7. 1)(Inst. 4. 1pr.)である。

Oritur ius ad rem ex facto obligatorio, quo quis alteri obligatur, et ex quo ei, qui alium obligatum habet, ius ad rem competit, cuiusmodi factum est triplex : (1) Pollicitatio et votum, *l. 2. l. 3. et tot. tit. de pollicit. c. 3 .et 6. X. de voto.* (2) Conventio; *l. 1. §. 3. de pact. seu specialiori nomine, pactum. l. 3. de pollicit.* (3) Delictum *l. 1pr. de O. et A. pr. Inst. de obl. quae ex delict.*

H : Hattenhauerの独訳だと、後半のところは、II. aus fremden Tun und Werken, welche uns, ob culpam imputativam, beigemessen werden, ex quasi delictis, III. aus quasi contractibus, oder aus Handlungenとなっていて、準不法行為や準契約が列挙されています。

T : はい、私も疑問に思い調べたところ、実はHattenhauerが利用しているのは、Struve, *Jurisprudenz oder: Verfassung derer Landüblichen Rechte, Franckfurth und Leipzig*という書名の、それ自体ドイツ語で書かれた1718年版で、これは必ずしも厳密にラテン語に対応しているわけではないことが分かりました。

I : こうした普通法の解釈や実務の文献も重要でしょうが、17世紀ないし18世紀といえば、やはり啓蒙期自然法論の時代ですね。これについてHattenhauerは節を変えて説明しています。